

# Manipulation de l'information en Europe, *médias à charge*, *médias à part*, quelques cas d'écoles.



Introduction .....	2
1. Le quatrième pouvoir est-il un danger pour la démocratie ? .....	11
1.1. L'évolution du paysage médiatique dans les régimes libéraux .....	13
1.2. La relation complexe entre la démocratie et les médias .....	18
1.3. La marchandisation de l'information .....	21
1.4. la médiocrité croissante du journalisme .....	26
1.5. La concentration du pouvoir par les médias .....	31
2. Les dérives politiques du journalisme .....	39
2.1. La collusion entre les journalistes et les hommes politiques.....	39
2.2. La couleur politique des journalistes .....	41
2.3. Les médias comme acteurs politiques.....	43
2.4. Le pouvoir excessif et abusif des médias.....	45
2.5. Les médias comme manipulateurs professionnels .....	48
3. <i>Mediapart</i> comme « justicialiste » de la démocratie française et courroie de transmission d'enquêtes de police transmises illégalement .....	56
3.1. <b>Un lien très ancien entre les trotskistes et les islamistes : les frères musulmans</b>	61
3.2. <b>Un (post ?) trotskiste aux commandes de Mediapart.....</b>	66
<i>Alain Krivine</i> .....	70
<i>Janette Habel</i> .....	71
<i>Daniel Bensaid</i> .....	72
3.3. <b>La montée de Mediapart, le « néo-<i>Le Monde 2.0</i> ».....</b>	76
3.4. <b>L'actionnariat de Mediapart .....</b>	80
<i>Marie-Hélène Smiejan-Wanneroy fait – Direction administrative et financière.....</i>	84
<i>Laurent Mauduit – Co-fondateur et journaliste .....</i>	85
<i>François Bonnet – Co-fondateur et directeur éditorial .....</i>	86
<i>Gérard Desportes – Co-fondateur et journaliste .....</i>	87
<i>Godefroy Beauvallet – Co-fondateur actionnaire.....</i>	88
<i>Laurent Chemla - actionnaire .....</i>	89
<i>Thierry Wilhelm – actionnaire et membre du Conseil d'administration, à travers Doxa</i>	90
<i>Jean-Louis Bouchard – actionnaire (à travers Ecofinance).....</i>	92
<i>La SAM (Société des Amis de Mediapart) .....</i>	92
3.5. <b>Liens très troublants avec les réseaux et personnalités islamistes.....</b>	99

3.6.	Un agent d'influence des islamistes .....	107
3.7.	<b>Des pratiques en contradiction avec la déontologie</b> .....	112
3.8.	<b>Que cherche Mediapart ?</b> .....	114
4.	<b>CONCLUSION</b> .....	131
	Références .....	132

## Introduction

Comment un média en ligne a-t-il pu sortir d'une confidentialité propre à la blogosphère pour s'attaquer au système politique français, à sa démocratie et ses principaux partis ? Comment depuis 2008, un média novice, issu de nulle part, a-t-il pu effectuer un travail de sape si puissant qu'il a pu efficacement saper de l'intérieur les fondements de l'Etat français, et d'une manière de l'Etat régalien et souverain, considéré comme le mal absolu ? Comment un groupe engagé, idéologiquement extrémiste et tout sauf objectif ou respectueux de la déontologie journalistique, d'orientation clairement crypto-trotskiste, a-t-il pu revenir sur le devant de la scène médiacratique après que son le journal *Le Monde*, qui avait inauguré l'aire du journalisme « justicialiste » et vengeur, a-t-il pu survivre après avoir été démasqué et après que ses méthodes de terreur communicationnelle aient pourtant été révélées au grand jour, pour parvenir finalement à renaître de ses cendres et sévir de plus belle , en se reconstituant quasiment à l'identique sous la forme de *Mediapart* ? Comment un tel média qui fait trembler le tout Paris et l'ensemble de la classe politique et économique française a-t-il pu continuer à mettre en œuvre sa politique de chasse aux sorcières fondée sur la haine viscérale envers les valeurs nationales française et l'idée même de souveraineté des Etats-nations occidentaux présentés comme maléfiques et illégitimes ? Quels sont les appuis qui agissent dans l'ombre pour aider ce groupuscule déterminé à mettre fin au système démocratique des Etats-Nations et à disqualifier tous ceux qui s'opposent à la destruction des valeurs traditionnelles et de l'Etat-nation ?

Enfin, comment ce groupuscule ultra-radical est-il parvenu à mobiliser d'autres forces antidémocratiques et antirépublicaines, y compris même islamistes, pour saper de l'intérieur la Nation française ?

Une société qui permet sa propre autodestruction est une société profondément malade, une société déboussolée, une société sans identité, une société sans valeurs, une société sans repères, et une société sans avenir. D'où l'importance du présent rapport qui a pour but de tenter de répondre aux questions posées dans son préambule.

D'évidence, pour répondre à toutes ces questions, qui devraient être posées par tout citoyen et patriote français et tout Européen attaché à sa nation et à sa civilisation, il faut d'abord reconstituer les métamorphoses que le journalisme, la presse et les médias en vogue ont connues ces dernières décennies dans un contexte de mondialisation téléguidée par la grande finance et les intellectuels mondialistes qui prônent à l'envi le mythe ou l'utopie d'un « monde plat et sans frontières » (référence à l'ouvrage célèbre de Friedman (« *La terre est plate*, qui vante la mondialisation heureuse »), un monde sans nations, sans frontières, sans identités, sans traditions et sans valeurs, un monde profondément uniformisé et prêt à consommer les produits de grandes multinationales qui remplacent progressivement l'autorité des gouvernements nationaux.

Depuis la fin des années 1990, la France et l'Europe ont connu et traversé des bouleversements historiques majeurs qui ont considérablement affecté puis contribué à métamorphoser la sphère médiatique. Le marché de médias s'est donc recomposé, à la lumière de la globalisation, effectuant ainsi un virage majeur vers la dématérialisation et l'émergence de nouvelles méthodes de communication.

Force est de constater que la presse - qui avait déjà commencé à perdre ses positions par rapport aux médias audiovisuels - est désormais davantage affaiblie par des nouveaux types de médias qui prolifèrent en ligne sur Internet, une plateforme universelle qui rend le lecteur plus proactif. Non seulement, les médias écrits se dotent de versions en ligne, utilisant Internet comme support de diffusion, ce qui est indispensable aujourd'hui pour leur survie, mais ils épousent de nouveaux formats fondés sur l'interaction plus active entre le public et les auteurs.

Une nouvelle facette de la médiasphère a par conséquent émergé : la « blogosphère ». Et cette dernière a conduit à la fragmentation quasi infinie de journalistes-autodidactes, bloggeurs, qui sont supposés être indépendants des circuits conventionnels de la production de l'information et qui le sont d'ailleurs parfois réellement. Cette blogosphère, qui semblait inaugurer les nouvelles générations de médias, plus démocratiques et citoyennes, et qui étaient supposée permettre de mieux communiquer directement entre électeurs et élus, journalistes classiques et publics-auditeurs, a toutefois connu un développement très inquiétant ces 15 dernières années qui dénote totalement avec les espoirs initialement suscités par la soi-disant « démocratisation » des médias sous l'effet de l'internet et des réseaux sociaux.

En fait, les blogs sont rapidement devenus des armes politiques utilisées par les oppositions à travers le monde dans le but de la propagande la plus éhontée. Ces blogs ont progressivement échappé à toute sorte de contrôle de la part des autorités

étatiques, ce qui a contribué à créer un environnement malsain propice à la fabrication de fausses nouvelles, de rumeurs, et donc qui a multiplié le champ d'action de la désinformation. Ces nouveaux médias alternatifs ont un impact considérable sur les processus politiques et ils peuvent, s'ils trouvent un écho favorable chez les masses désœuvrées, provoquer de véritables changements de régime, comme cela a été notamment le cas en Tunisie et en Egypte pendant les révolutions arabes en 2011, et même en Géorgie, à l'occasion de la révolution de la Rose en 2003, ou en Ukraine, pendant la révolution orange en 2004. On a appelé ces nouvelles formes de « révolutions 2.0 » les « révolutions de velours » ou de « couleurs », fondées sur la diffusion de fausses rumeurs, la diabolisation et la victimisation des provocateurs des forces de l'ordre ainsi diabolisées par le simple fait qu'elles utilisent la force au nom d'un « monopole légitime de la coercition » webérien fondamentalement remis en question par les ennemis de l'Etat en place et les forces subversives qui n'ont jamais autant disposé d'outils de sape qu'aujourd'hui grâce aux nouveaux médias 2.0.

Parmi d'autres évolutions inquiétantes observées au sein de l'espace médiatique, on notera également bien sûr les dérives des médias dits « conventionnels », lesquels ont dû s'adapter à cette nouvelle réalité et à la dérive « live » et « télé-réalité » de cette nouvelle « société du Spectacle ». Au lieu d'exercer leur triple fonction traditionnelle, qui consiste à savoir chercher, transmettre puis analyser (traiter) l'information en continu, afin d'apporter des outils pour leurs lecteurs/spectateurs/auditeurs, ces médias deviennent de moins en moins professionnels et de plus en plus à l'affût du sensationnel immédiat et des réseaux sociaux qui donnent de plus en plus le « ton ». Comme le rappelle la rédactrice en chef de *Ré à la Hune*, Nathalie Vauchez : « *l'un des rôles de l'information est l'éducation, d'une part, en relatant les faits qui alimentent la connaissance et, d'autre part, en proposant des analyses dont la pertinence est censée aider à la réflexion. Sans oublier la diversité des commentaires et des médias, devant contribuer à l'approfondissement.* »<sup>1</sup>

Ces médias semblent ainsi avoir perdu le statut d'autorité morale qui leur permettait jadis de constituer un contrepouvoir utile pour les intérêts publics. Ce quatrième pouvoir était susceptible d'être responsable en raison de son impartialité et de la déontologie de l'ordre journalistique régulé par des instances officielles. Ils ont adhéré peu à peu à une vision souvent très commerciale de l'actualité, se focalisant sur les scoops, les drames, les tragédies en direct, et les catastrophes naturelles, manipulant ainsi les émotions de leurs publics respectifs dans le seul but d'augmenter le tirage, l'audience, ou améliorer l'audimat. Au lieu de présenter un

---

<sup>1</sup> Vauchez, Nathalie (2013), « Quelles relations entre les médias et la politique ? », *Ré à la Hune*, 22.08.2013, <http://www.realahune.fr/quelles-relations-entre-les-medias-et-la-politique/>

tableau objectif de l'actualité et mettre en avant les tendances lourdes de l'histoire, au lieu d'éduquer le lecteur en lui fournissant des analyses pertinentes et non-partisanes de l'actualité, les médias présentent de plus en plus le monde comme un spectacle, vendant leurs titres à travers la dramatisation excessive des événements, et surfant sur le politiquement correct le plus conformiste comme sur la propension à relayer les positions des rebelles les plus réfractaires au Bien commun incarné par l'Etat régalien.

Une autre évolution également inquiétante des médias consiste en leur politisation excessive. Bien que se revendiquant indépendants, les journaux deviennent alors des outils de propagande, présentant la réalité d'une manière déformée et toujours plus idéologisée, voir politisée au sens le plus bas des partis et des enjeux électoraux ou des polémiques avilissantes. La « trumpisation » de la sphère médiatique aux Etats-Unis illustre parfaitement cette tendance lourde qui ne se réduit pas seulement à l'Amérique et qui gagne, après l'Europe, l'ensemble de la planète.

On peut mentionner ici les mises en garde d'un auteur autrichien, Karl Kraus, qui s'inquiétait déjà en 1902 au sujet « *de l'action pernicieuse, falsificatrice de l'esprit et expropriatrice de la presse [...]* », et appelait à « détruire la suggestion qui a livré les cerveaux aux noircisseurs de pages imprimées qui font l'opinion publique » puis à « *mettre hors course les fausses valeurs que le règne de la journalle a apportées dans notre vie sociale, artistique et économique* ». <sup>2</sup>

Plus d'une centaine d'années plus tard, les sujets qui préoccupaient Karl Kraus sont non seulement toujours d'actualité, mais sont devenus plus perceptibles et spectaculaires, à savoir « *l'invasion des journaux par la publicité, leur dépendance croissante par rapport aux puissances économiques et financières, la concentration du pouvoir entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de grandes entreprises de presse, la constitution de véritables empires journalistiques qui semblent menacer le pluralisme, la liberté de la presse et la liberté tout court* ». <sup>3</sup>

A la suite d'une commercialisation prédominante de l'activité journalistique, « *les journaux sont obligés de faire [des concessions] à leurs bailleurs de fonds* » et ces concessions « *n'ont effectivement qu'un rapport assez lointain avec le souci de la qualité, de la vérité et de l'objectivité de l'information* ». <sup>4</sup> A l'époque de Kraus, le monde journalistique était déjà dominé par « *les collusions d'intérêts et les ententes illicites [...]* dans le domaine littéraire, entre critiques et auteurs, les violations

---

<sup>2</sup> Cité dans Bouveresse, J. (2001), *Schmock ou le triomphe du journalisme: la grande bataille de Karl Kraus*, Seuil, p. 13.

<sup>3</sup> Bouveresse, J. (2001), p. 14.

<sup>4</sup> Ibid, p. 15.

*systematiques du principe selon lequel on ne doit pas être à la fois juge et partie, la multiplication des articles de pure complaisance, le copinage éhonté, la corruption et la vénalité omniprésentes* ».<sup>5</sup>

Aujourd'hui encore, on peut rencontrer des phénomènes inquiétants dans l'espace médiatique tels « *le renvoi d'ascenseur, les relations privilégiées qui unissent entre eux, dans certains cas, les éditeurs, les auteurs et les journalistes, le cumul des pouvoirs et des fonctions, l'existence de cliques et de mafias puissantes et malfaisantes [...], la capacité qu'ont les journaux d'ignorer ou de dénigrer le plus important et de porter aux nues le plus insignifiant, l'inégalité extrême des chances et des traitements qui, autant et plus partout ailleurs, règne dans l'univers des productions intellectuelles ou les mécanismes curieux et les considérations peu littéraires qui gouvernent chaque année l'attribution des prix et des récompenses aux auteurs qui sont censés être meilleurs* ».<sup>6</sup> Sur un autre registre, les journalistes sont souvent qualifiés d'être « *propagateurs d'une 'pensée unique' libéraloïde* » et « *fossoyeurs de démocratie* » à travers « *une presse manipulée par les forces de l'argent* ».<sup>7</sup>

A ce stade, il apparaît très important de savoir comment s'articulent les liens entre les journalistes et les pouvoirs économiques et politiques.<sup>8</sup>

Il y a plus d'un siècle, Karl Kraus s'inquiétait déjà « *du pouvoir démesuré que les journalistes étaient en train d'acquérir sur le monde en général* ». Or, aujourd'hui, on ne peut que constater « *qu'il n'y a plus de pouvoir et d'influence qui ne passent pas essentiellement par les médias, ce qui a fini par rendre les journalistes plus importants que les intellectuels et les hommes politiques eux-mêmes* ».<sup>9</sup>

L'espace médiatique a connu des métamorphoses inquiétantes lorsque « *avec le concours décisif des médias le contenu a tendance à disparaître de plus en plus au profit de la présentation, la réalité au profit de l'apparence et le sens au profit des mots* ».<sup>10</sup>

Au Royaume-Uni, avec l'affaire Murdoch, et en France avec le scandale lié au journal du soir *Le Monde*, prise en otage par un groupe de dirigeants spécialistes de la manipulation et des attaques idéologiques en règles, on assiste à la collusion entre la sphère politique et la médiasphère, lorsque les médias qui sont censés créer un contrepoids au pouvoir sur place, un « quatrième pouvoir », se transforment

---

<sup>5</sup> Ibid, p. 16.

<sup>6</sup> Ibid, p. 16.

<sup>7</sup> Joffrin (1998)

<sup>8</sup> Gingras, Anne-Marie (2008), Médias et démocratie : Le grand malentendu, Presses de l'Université du Québec, 290p.

<sup>9</sup> Bouveresse, J. (2001), p. 22.

<sup>10</sup> Ibid, p. 22

finalement en courroies de transmission des groupes d'influence qui manipulent habilement les passerelles entre le monde des affaires, les journalistes et les hommes politiques.

Ce qui est inquiétant, c'est l'opacité totale qui entoure ces arrangements qui se structurent autour des réseaux occultes qui cherchent à utiliser les médias pour atteindre leurs objectifs politiques et idéologiques.

Les journalistes détiennent certes ce quatrième pouvoir qui se rajoute aux trois pouvoirs existants – l'exécutif, le judiciaire et le législatif, mais à la différence de ces trois, il n'est pas réglementé, contrôlé et limité, ce qui permet aux journalistes d'être « faiseurs de rois ».

La question qui se pose est par conséquent la suivante : qui contrôle désormais la médiasphère ? S'agit-il d'autorités, comme c'était le cas autrefois, lorsque la plupart des médias appartenaient à l'Etat ?, ou des forces politiques parcellaires qui contrôlent le pouvoir, ou encore des groupes d'intérêt privés, qui contrôlent ces médias, intégrés désormais à des conglomérats géants, comme le groupe de Rupert Murdoch ? Ou s'agit-il encore de groupes militants obscurs, radicalisés, peu visibles ou minuscules, mais qui pour des raisons idéologiques manipulent l'opinion publique et façonnent le paysage politique à travers la publication de matériels et informations compromettantes ?

Dans tous ces cas de figure, on ne peut que constater la déformation actuelle intentionnelle du champ médiatique, ceci en infraction flagrante des règles du jeu démocratique, qui prévoient l'accès, par les citoyens, à l'information complète et permettent en principe la constitution d'une réalité objective qui définit à son tour la grille de lecture de l'individu et son vote consécutif.

Dans une époque où la circulation de l'information semble avoir été facilitée par l'émergence de nouvelles technologies d'information et de communication (Internet), le quatrième pouvoir apparaît détenir une puissance désormais illimitée et sans aucun contrôle externe, à part les codes déontologiques et d'éthiques en fait non contraignants. Plus précisément, ce quatrième pouvoir s'est vu de plus en plus contrôlé par un groupe très réduit de journalistes « autorisés » appartenant à une Caste consanguine et dont l'indépendance et l'objectivité semblent être sérieusement compromises sur fond de scandales à répétition qui témoignent de la connivence entre ces milieux professionnels et certains groupes d'intérêts politiques. Ces groupes poursuivent très souvent des intérêts individuels et non collectifs, en tout cas idéologiques ou matériels et non liés à la défense du Bien Commun. Ces journalistes se substituent même progressivement à d'autres pouvoirs régaliens, qu'ils tentent d'influencer par l'Opinion publique, tel que le pouvoir judiciaire,

notamment lorsqu'ils influencent directement ou court-circuitent des enquêtes de police, en orientant souvent à tort les investigations, en désignant les coupables avant qu'il y ait la moindre preuve, et en organisant des fuites nuisibles au bon fonctionnement de la Justice et de l'Etat de Droit. Ils exercent pour ce faire une forte pression médiatique sur les magistrats, organisant des lynchages médiatiques.

Exemple emblématique des excès de l'activité débridée des médias, l'affaire du petit Grégory démontrera comment, à la suite des dérives, les journalistes ont réussi à perturber l'enquête policière, en la transformant en un spectacle lugubre qui permettait surtout d'augmenter les ventes des journaux ou l'audimat.

Une autre tendance très dangereuse est celle de la révélation, par des médias militants aux motivations idéologiques obscures, de documents supposés rester confidentiels. Ces nouveaux médias sont nés de l'hybridation des supports. On constate ici que le premier modèle est évidemment celui de Wikileaks, que ses fondateurs présentent comme un « lanceurs d'alerte » et dont l'objectif premier serait de « corriger le système démocratique ». En réalité, ces « lanceurs d'alerte » qui se cachent derrière Wikileaks sont surtout des militants radicaux anti-américains qui ont pour objectif l'affaiblissement des Etats-Unis, qu'ils considèrent à tort ou à raison comme étant responsables de tous les maux de l'humanité. Si tout Etat peut être critiqué pour ses actions, et on sait que les Etats-Unis le sont justiciables, à maints objets, de nombreuses critiques un peu partout dans le monde, et si l'est indéniable que certaines critiques sont justifiées, on peut tout de même s'interroger au sujet de l'orientation idéologique quasi-exclusive de ces critiques. Celles-ci s'apparentent, à partir d'un certain moment, à un vrai harcèlement à l'encontre de l'Etat américain, considéré comme l'incarnation d'un capitalisme répugnant et débridé, et, par l'extension, contre l'ensemble de l'Occident, toujours perçu, plus de 40 ans après la fin de la colonisation, comme une puissance « impérialiste », responsable de tous les maux des pays pauvres du Tiers-monde.

Au cours de cette dernière décennie, les médias justiciers et idéologiques sur le modèle de Wikileaks ont proliféré d'une façon exponentielle. Ils agissent en toute illégalité et en infraction avec les règles de la démocratie, devenant en même temps accusateurs et juges, c'est-à-dire battant en brèche le fondement même de la démocratie qui est la séparation des pouvoirs. Leurs motivations sont souvent des plus obscures et leurs relations avec la politique, la police et la justice très incestueuses. Même s'il est difficile d'établir les liens directs entre, par exemple, Wikileaks et certains Etats qui s'opposent aux Etats-Unis et ont une rhétorique anti-américaine très violente, on constate que l'action de Wikileaks coïncident souvent avec les intérêts d'Etats opposés aux Etats-Unis et que Wikileaks évite souvent d'attaquer directement les régime comme le Venezuela, l'Iran, la Russie, etc, le but

étant apparemment d'affaiblir les Etats-Unis diabolisés à l'infini par les médias étatiques de nombreux pays anti-occidentaux.

Le phénomène de *Mediapart* s'inscrit donc d'une manière naturelle et logique dans ce type d'évolution de l'espace médiatique qui a été marquée ces dernières années par de nombreuses dérives et abus dont les protagonistes sont des médias de plus en plus hybrides, qui utilisent le buzz et les réseaux sociaux, d'autant qu'ils évitent les circuits traditionnels dominés par la presse écrite et les médias audiovisuels classiques, dont le coût est souvent prohibitif pour ces groupes d'intérêts idéologiques. On constate ici des pratiques qui découlent de ce vide juridique et consistent en la divulgation de documents confidentiels ou privés qui sont le plus souvent obtenus illégalement et qui sont utilisés - comme dans le cas de Wikileaks - pour affaiblir des adversaires idéologiques, et dans certains cas pour les détruire complètement, ceci bien plus que pour informer le public.

Même si *Mediapart* revendique une indépendance éditoriale, en affirmant qu'il démasque les secrets des hommes politiques de tout camp, on peut constater très facilement que son action est bien plus largement orientée contre la droite que contre la gauche, contre les milieux conservateurs chrétiens que contre la gauche radicale, contre les milieux atlantistes et capitalistes pro-américains ou pro-Israël que contre les milieux anti-atlantistes et révolutionnaires.

Si on inscrit *Mediapart* dans un environnement plus large composé de ses réseaux de solidarité anciens et plus récents, et si on analyse en détail sa trajectoire, on décèle derrière cet organe de presse qui prétend être neutre, « professionnel » et totalement « indépendant », des réseaux majoritairement orientés vers le trotskisme et l'extrême-gauche antisioniste, pro-islamiste, anti-occidentale et qui pénètrent depuis des années en France les milieux intellectuels, journalistiques et artistiques en essayant de contrôler l'espace médiatique français et d'influencer l'opinion publique dans le sens de la subversion des valeurs traditionnelles judéo-chrétiennes et des intérêts nationaux régaliens. Ces réseaux - qui utilisent les médias hybrides comme *Mediapart* ou des médias classiques comme jadis *Le Monde*, ou aujourd'hui *Politis*, les *Inrocks* ou *Libération*, etc - ont pour objectif l'affaiblissement pur et simple du système capitaliste qu'ils abhorrent et qu'ils cherchent à détruire à tout prix.

*Mediapart* est le résultat de la dérive que le journalisme français et européen a connu ces dernières années. Ce journalisme a largement baissé son niveau intellectuel et il se marchandise à grand pas, en se penchant de plus en plus vers le sensationnalisme exploité habilement contre ses adversaires politiques.

Dans ce rapport, nous allons nous intéresser à cette dérive dangereuse de la médiasphère française et internationale qui, au lieu de maintenir et renforcer les valeurs nationales, œuvre désormais comme un outil de propagande et d'harcèlement politique. Ces médias manipulent habilement les symboles idéologiques et les lois de l'influence, et ils sont parvenus à refaçonner le paysage politique français en violation avec les règles élémentaires de la démocratie, fondée sur le vote populaire et non sur la volonté des groupuscules minoritaires des extrêmes, comme les groupes trotskistes qui ont perdu toute crédibilité dans le sillage de l'effondrement du communisme à l'Est de l'Europe au début des années 1990 mais qui poursuivent leur travail de sape des Etats-Nations et de l'Occident chrétien, cette fois-ci non plus à l'Est, où le christianisme et le souverainisme redeviennent les valeurs centrales de l'Etat alors que l'Occident renie ses valeurs.

1. Le quatrième pouvoir est-il un danger pour la démocratie ?

Comme le rappelle le philosophe Marcel Gauchet, la presse, considérée comme le quatrième pouvoir, constitue un contre-pouvoir « qui n'a pas d'autre pouvoir que celui d'arrêter les pouvoirs »<sup>11</sup>, notamment les trois autres pouvoirs de l'Etat que sont l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

Comme le rappelait très justement l'hebdomadaire britannique *The Economist* en 2009, « les informations ne sont pas seulement un produit : la presse est devenue un 'quatrième pouvoir', un pilier de la vie politique. Les journalistes font des investigations et critiquent les gouvernements, en aidant les électeurs à décider si ceux-ci doivent les garder ou les virer. Les régimes autoritaires peuvent fonctionner parfaitement bien sans les nouvelles, mais les démocraties ne peuvent pas le faire. Est-ce que la mort de la presse quotidienne pourrait porter tort à la démocratie ? ».<sup>12</sup>

En fait, quel est précisément le rôle des journalistes dans une démocratie ? En tant que contre-pouvoir, ils servent surtout « à nourrir la pluralité des regards sur la réalité, et donc à aller voir aussi là où les pouvoirs, quels qu'ils soient (exécutif, législatif, judiciaire, économique, intellectuel), craignent de jeter la lumière ; face aux points de vue du pouvoir, à en élaborer d'autres – au sens d'abord concret, physique de « points d'observation » – et par là à créer aussi de la visibilité sur le pouvoir lui-même ».<sup>13</sup>

Marcel Gauchet rappelle très justement que « la poussée démocratique moderne a fait émerger, à travers la figure du journaliste, une instance de 'contre-pouvoir' » (Muhlmann, 2006, p. 11). Il décrit ainsi le rôle que le journalisme est censé jouer dans les rapports avec le pouvoir politique : « Le journalisme n'est pas, à proprement parler, le contre-pouvoir. Il n'est que la force qui permet au contre-pouvoir d'advenir et de

---

<sup>11</sup> Gauchet, Marcel (2006), "Contre-pouvoir, méta-pouvoir, anti-pouvoir." *Le Débat* 1 (n° 138), pp.17-29.

<sup>12</sup> The rebirth of news, *The Economist*, 14.03.2009, <http://www.economist.com/node/13649304>

<sup>13</sup> Muhlmann, Géraldine (2006). "Le gros mot de contre-pouvoir.", *Pouvoirs*, n°4, pp. 55-70.

*fonctionner, indépendamment de lui, bien que ce soit au travers de lui, le contre-pouvoir proprement dit résidant dans la censure virtuelle des pouvoirs en place par l'opinion publique, figure de substitution, à la fois évocatrice et anticipatrice, du corps électoral.* » (Gauchet, 2006). En conséquence, ce quatrième pouvoir est « *le pivot autour duquel tourne le processus représentatif* ». <sup>14</sup> Pour Marcel Gauchet, « *le quatrième pouvoir est celui qui empêche le peuple de tomber dans l'esclavage en maintenant quelque chose de sa puissance dans les intervalles de sa manifestation* ». <sup>15</sup>

La grande question qu'on peut se poser ici est de savoir si, au lieu de constituer un contrepoids par rapport à l'Etat et aux forces politiques majeures, le journalisme s'est transformé en outil destructeur des régimes démocratiques. Sans aucun contrôle apparent, les médias sont de la sorte utilisés pour manipuler idéologiquement les électeurs, soit par des corporations, soit par des groupes d'influence.

Une forte inquiétude à ce sujet a déjà été exprimée de façon magistrale par Karl Popper, dans son dernier ouvrage, hélas peu connu, *La télévision : un danger pour la démocratie*, paru en 1965, dans lequel le philosophe d'origine autrichienne connu pour sa défense des sociétés ouvertes face au totalitarisme s'interrogeait sur le rôle de la télévision dans les sociétés occidentales, un rôle dont l'influence allait être terriblement nocive pour la démocratie et allait même devenir une nouvelle forme de totalitarisme susceptible de saper les bases de l'Etat-nation démocratique.

Inquiet par la dégradation de la qualité des médias en général et de la télévision en particulier, Karl Popper suggère en réponse au risque décrit d'adopter une loi permettant d'encadrer le fonctionnement des chaînes de télévision et des médias en général. Il pense que cette loi « *correspond aussi à une nécessité absolue du point de vue de la démocratie* » car « *la démocratie consiste à soumettre le pouvoir politique à un contrôle* » et « *c'est là sa caractéristique essentielle* ». Popper explique qu'il « *ne devrait exister dans une démocratie aucun pouvoir politique incontrôlé* », avant de rappeler que « *la télévision est devenue aujourd'hui un pouvoir colossal* », voire « *le plus important de tous, comme sil elle avait remplacé la voix de Dieu* », après avoir « *acquis un pouvoir trop étendu au sein de la démocratie* ». Il rappelle que « *nulle démocratie ne peut survivre si l'on ne met pas fin à cette toute puissance* » et « *si l'on ne soumet pas la télévision à un contrôle, ou pour parler plus précisément, la démocratie ne peut subsister durablement tant que le pouvoir de la télévision ne sera pas complètement mis à jour* ». <sup>16</sup> Ce raisonnement peut être facilement transposé à la presse écrite et à d'autres médias, qui, sous le slogan de la liberté d'expression,

---

<sup>14</sup> Gauchet (2006), p. 18.

<sup>15</sup> Gauchet (2006), p.19.

<sup>16</sup> Popper et al. (1995),

ont acquis une influence démesurée sur la production et la diffusion des informations, des idées et de la culture.

Dans le même, le politologue français Roland Cayrol s'est prononcé face au pouvoir sans contre-pouvoirs des médias. Cayrol déplore que « *la télévision joue, en tant que telle, à se faire institution politique, à se présenter comme lieu solennel d'arbitrage d'un débat politique dramatisé selon les règles de son spectacle. Les autres médias se partagent les miettes, nullement négligeables, du festin politique et électoral* ». <sup>17</sup>

Comme le note très justement Henri Pigeat, « *si l'on n'y prend garde, l'information ne sera plus l'instrument critique indispensable à l'exercice de la démocratie rêvée par les Déclarations des droits de l'homme. Au lieu de l'agora et du débat des citoyens libres et conscients, elle peut engendrer un vaste terrain vague, diffus et virtuel où errent des individus submergés d'informations, incapables en fait de retrouver leur chemin, abandonnés à eux-mêmes ou proies désignées pour les vendeurs de fantasmes ou d'utopie. Amplifiant les craintes de Tocqueville, la démocratie risquerait alors d'être plus apparente que réelle. Tel est sans doute l'enjeu de société capital de cette évolution* ». <sup>18</sup>

### 1.1. L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE MÉDIATIQUE DANS LES RÉGIMES LIBÉRAUX

Il faut savoir que les médias « *constituent un des éléments et un des instruments essentiels de la démocratie, telle que nous la comprenons aujourd'hui* ». <sup>19</sup>

La presse privée indépendante des détenteurs du pouvoir politique a de ce fait joué un rôle fondamental dans l'émergence et la sauvegarde des démocraties à travers le monde. Ce type de presse est apparu pour la première fois dans les Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque des imprimeurs privés ont introduit des journaux indépendants qui ne reposaient pas sur les subventions accordées par le gouvernement ou ne dépendaient pas de l'Eglise. Cette presse est rapidement devenue une des sources du débat politique, assurant un flux permanent d'idées politiques diverses (Benkler, 2006, p. 186). <sup>20</sup>

Le rôle de la presse privée fut particulièrement important dans la structuration de l'opinion publique dans les colonies britanniques de l'Amérique dans les décennies

---

<sup>17</sup> Cayrol, Roland (1997), Médias et démocratie, la dérive, Paris, Presse de la FNSP

<sup>18</sup> Pigeat, Henri (1997), Médias et déontologie. Règles du jeu ou jeu sans règle, Paris, PUF.

<sup>19</sup> Bouveresse, J. (2001), p. 22.

<sup>20</sup> Eisenstein, Elizabeth (1979), *The Printing Press as an Agent of Change*, New York: Cambridge University Press; Popkin, Jeremy (1989), *News and Politics in the Age of Revolution: Jean Luzac's Gazette de Leyde*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

précédant la Révolution américaine.<sup>21</sup> On sait que pendant le premier siècle qui a suivi le début de la colonisation, l'espace médiatique fut dominé par les journaux officiels contrôlés par les autorités coloniales. Toutefois, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une concurrence a émergé sur le marché médiatique à la suite de la multiplication de titres. Il convient de noter que le niveau d'alphabétisation était très élevé dans les colonies américaines, et plus particulièrement dans la Nouvelle Angleterre, tandis que la population était relativement prospère. En même temps, le marché médiatique en Amérique n'était pas aussi régulé que dans la métropole. Progressivement, un deuxième voire un troisième journal a commencé à paraître dans les grandes villes coloniales telles que New York, Boston et Philadelphia. Ces nouveaux titres n'étaient plus soutenus financièrement par les autorités coloniales, ce qui a rendu l'espace médiatique plus ouvert à des débats politiques. De nouvelles voix libres ont alors émergé comme *Pennsylvania Gazette*, édité par Benjamin Franklin, qui deviendra un vecteur influent dans la propagation de nouvelles idées la veille de la Révolution (Benkler, 2006).

Comme les travaux des historiens l'ont bien montré, ces nouveaux médias, financièrement autonomes et politiquement indépendants, ont joué un rôle important dans la structuration politique du public américain et *in fine* dans l'émergence de la nation américaine (Benkler, 2006) puis l'émergence de la démocratie.

C'est dans cette période qu'on assista à une transformation qualitative du journalisme qui passa du « journalisme de transmission » au « journalisme d'opinion ». Il faudrait rappeler que « les premiers journaux qui apparaissent au 17<sup>e</sup> siècle sont le fait d'imprimeurs qui recueillent, consignent et diffusent dans leur gazette des correspondances, des annonces et autres renseignements qu'on veut bien leur faire parvenir. Dans ce journalisme de transmission, l'imprimeur agit, pour l'essentiel, comme un relais entre des « sources » et des lecteurs. Il n'a pas à proprement parler de droit de parole ; s'il lui arrive de s'adresser de son propre chef à ses lecteurs, c'est sous couvert d'un pseudonyme et à titre de correspondant. Ni le gazetier, ni le journal n'ont, à cette époque, de véritable identité discursive. Ils n'en acquièrent une qu'avec l'émergence au 19<sup>e</sup> siècle du journalisme d'opinion. »<sup>22</sup>

Comme le souligne le sociologue étatsunien, Douglas Kellner, le modèle démocratique, tel qu'il fut conçu en résultat des révolutions démocratiques qui ont reconfiguré les sociétés occidentales, et plus particulièrement aux Etats-Unis

---

<sup>21</sup> Paul Starr, *The Creation of the Media: Political Origins of Modern Communications* (New York: Basic Books, 2004), 33-46.

<sup>22</sup> Brin, C., Charron, J., & De Bonville, J. (2004). *Nature et transformation du journalisme: théorie et recherches empiriques*. Presses Université Laval.

pendant la Révolution américaine (connue également comme la Guerre de l'indépendance) et en France au cours de la Grande révolution française de 1789, ont introduit une séparation institutionnelle entre les pouvoirs pour éviter qu'une institution ou une force ne domine la société ou la politique. Le philosophe français Montesquieu appela les régimes démocratiques émergents à séparer les pouvoirs entre branches séparées, comme la Révolution anglaise de 1688 l'avait fait. La Constitution des Etats-Unis, élaborée pendant la Révolution américaine de 1776, sépara le système politique américain entre l'Administration présidentielle, le Congrès et le pouvoir judiciaire, afin d'assurer l'équilibre entre les institutions politiques majeures du pays (Kellner, 2012).

D'autre part, pour être opérationnel, la démocratie doit reposer sur un électorat informé qui pourrait participer aux affaires politiques. Une vraie démocratie est fondée sur la souveraineté du peuple et cette idée a été définie par Abraham Lincoln comme *“le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.”*

La liberté de la presse a été initialement conçue afin qu'un peuple libéré de la monarchie, comme ce fut le cas des Américains et des Français, puisse être informé d'une manière adéquate et capable de participer au débat public, aux élections et à l'activité politique. Pour fournir un cadre pour le fonctionnement politique des démocraties, la liberté de la presse a été garantie comme un droit constitutionnel lors des révolutions démocratiques survenues aux Etats-Unis, en France et ailleurs au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans le but d'assurer que la presse ne soit pas dominée par une force politique au détriment des autres et qu'elle puisse critiquer le gouvernement afin d'initier un débat public sur les sujets qui intéressent le public. Cette liberté de la presse est alors vue comme essentielle pour que les citoyens participent à la politique (Kellner, 2012). En fait, comme le rappelle Ignacio Ramonet (2003) : *« La liberté des médias n'est que l'extension de la liberté collective d'expression, fondement de la démocratie »*.

La liberté d'expression fut ainsi consacrée dans l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui statue : *« La libre communication de ses pensées et de ses opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi »*.<sup>23</sup>

Dans le même sens, la Déclaration des droits des Etats-Unis de 1791 rappelle ce principe fondamental : *« Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement*

---

<sup>23</sup> Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-du-4-octobre-1958/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789.5076.html>

*d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis. »<sup>24</sup>*

Pour rappel, la liberté de la presse figure également dans la Constitution de la Vème République. En son article 34 : « *la loi fixe les règles concernant : les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens... »*.<sup>25</sup>

Depuis 1950, la liberté de l'expression, qui comprend naturellement la liberté de la presse, est incorporée dans l'Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme : « *Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations »*<sup>26</sup>.

Cette convention constitue un traité international, signé par les États membres du Conseil de l'Europe. Bien que cet article ne se réfère pas explicitement à la presse mais aux libertés individuelles, la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu dans une série de jugements le rôle essentiel de la presse dans une démocratie et son obligation d'agir comme un "organe de contrôle public". En même temps, a été reconnue la nécessité de l'importance d'une pluralité des médias car « *il ne peut pas avoir de démocratie sans pluralisme. La démocratie se nourrit de la liberté de l'expression »*.<sup>27</sup>

Aux Etats-Unis et dans d'autres démocraties, la presse a assumé deux fonctions, à savoir constituer un contrepoids au gouvernement afin qu'il n'acquière un pouvoir excessif et informer les citoyens sur les problèmes importants. Une presse libre constituait alors le *sine qua non* de l'existence même d'un régime démocratique. La liberté de la presse constitue en conséquence l'une des caractéristiques majeures d'une démocratie opérationnelle.

Aux Etats-Unis, la presse a préservé son indépendance dans la période qui a suivi la Révolution. La combinaison d'un haut niveau d'alphabétisation et d'une tolérance

---

<sup>24</sup> Le Premier Amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique, The Constitution of the United States of America: Analysis and Interpretation, U.S. Government Publishing Office,

<sup>25</sup> Constitution de la République française, Constitution du 4 octobre 1958, <http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/constitution.asp>

<sup>26</sup> Convention européenne des droits de l'homme (2002), Cour européenne des droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, 56p, [http://www.echr.coe.int/Documents/Convention\\_FRA.pdf](http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf)

<sup>27</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 60.

élevée de la part du gouvernement attaché aux idéaux révolutionnaires a créé un contexte très propice à la floraison de la presse libre en Amérique. On remarque à cette époque que les journaux américains ont atteint une diversité inégalée avec un tirage considérable. Ainsi, en 1840, l'Amérique comptait alors 17 millions d'habitants et avait un tirage hebdomadaire supérieur à celui de l'Europe entière, qui comptait 233 millions d'habitants. Lorsqu'Alexis Tocqueville visita les Etats-Unis à cette époque, il découvrit la pratique très régulière de la lecture de la presse, non seulement dans les villes, mais aussi dans des fermes éloignées (Starr, 2004 ; Benkler, 2006).

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les médias ont joué un rôle essentiel dans la structuration de la sphère publique dans les régimes démocratiques. Progressivement, les médias ont émergé comme une source de critiques du gouvernement, se transformant en « *une plateforme majeure qui permettait de traduire la mobilisation de mouvements sociaux en des déclarations politiques* » opérationnelles. C'est alors que les médias sont qualifiés de « quatrième pouvoir » (Benkler, 2006, p. 185).

Au XX<sup>e</sup> siècle, le principe de liberté de la presse a été étendu aux médias audiovisuels.

Dans le régime démocratique, le rôle de la presse écrite et des médias audiovisuels était de procurer des informations et des idées afin de devenir une plateforme pour débattre des problèmes ayant une signification publique et pour développer institutionnellement la démocratie. A leurs origines, les médias audiovisuels (radio et télévision) furent créés comme un bien public, les fréquences de transmission ayant été définies comme faisant partie du domaine public régulé par le gouvernement afin d'assurer que ces médias puissent fonctionner dans un cadre démocratique (Kellner, 1990).

### **Dérégulation de l'économie et des médias : genèse de la dérive anti-déontologique de la médiacratie**

Dans les années 1980, l'administration Reagan aux Etats-Unis et le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne ont lancé des campagnes de privatisations ayant pour but la dérégulation de l'économie. Ceci a conduit au démantèlement d'une grande partie des institutions de régulation en vigueur du domaine audiovisuel. En conséquence, les grands conglomérats ont pris contrôle des principales chaînes de télévision, y compris les infrastructures assurant la retransmission par câble et par satellite. Ces privatisations ont permis aux chaînes d'information par câble d'élargir leurs audiences, transformant leurs propriétaires en acteurs prépondérants de l'espace médiatique et décisionnel *de facto*.

Au résultat de la dérégulation du marché audiovisuel, les grands groupes d'affaires devenus propriétaires de conglomérats de médias géants ont réussi à concentrer le pouvoir politique entre leurs mains. Ils l'ont ensuite largement utilisé pour faire avancer leurs propres intérêts privés (Kellner, 2012).

On peut constater que, à partir des années 1990, ces empires médiatiques ont systématiquement utilisé leurs médias et l'information non seulement pour défendre sur le plan politique leurs intérêts, mais aussi ceux des hommes politiques qu'ils soutenaient. Ainsi, ces conglomérats sont devenus des acteurs politiques particulièrement puissants (ex. le groupe de médias de Rupert Murdoch, le groupe de Silvio Berlusconi) et à part entière.

C'est alors que les médias classique ont commencé à perdre ou à trahir leur rôle ou vocation démocratique au service de la nation et en collaboration avec le cadre étatique-démocratique, cessant alors d'être une plateforme du débat politique et un arbitre neutre entre divers groupes de la société au profit d'un rôle d'acteurs de pouvoir à part entière mais sans contre-pouvoirs. Ils n'exerçaient dès lors non plus un rôle de contrepoids face aux gouvernements mais dans un cadre démo-national, et abandonnèrent leur mission visant à éviter les abus et la concentration excessive du pouvoir par les partis politiques ayant gagné les élections.

On verra plus tard dans une étude de cas consacré au conglomérat de Murdoch comment la domination des intérêts privés a corrompu la démocratie et l'éthique des journalistes, en générant une crise du régime démocratique dans les pays où ce conglomérat a acquis des positions dominantes dans le domaine d'information (Kellner, 2012).

Il faut rappeler à cet égard que cette concentration a fortement impacté les sociétés occidentales. Ainsi, aujourd'hui encore, les débats contemporains dans la société américaine portent toujours l'empreinte des trois chaînes de télévision majeures qui réunissaient encore, au début des années 1980, jusqu'à 92% de l'audimat au niveau national, ces chaînes ayant été regardées pendant des heures tous les jours par des familles étatsuniennes typiques. Le chercheur imminent Robert Putnam a ainsi noté que la télévision figurait parmi les causes majeures du déclin de l'activité civique aux Etats-Unis (Benkler, 2006, p. 186).

## 1.2. LA RELATION COMPLEXE ENTRE LA DÉMOCRATIE ET LES MÉDIAS

Une relation complexe et souvent mal comprise existe entre la démocratie et la presse. Comme nous avons déjà mentionné, les médias libres et indépendants constituent l'un des piliers de la démocratie. Ainsi, Ignacio Ramonet explique que : « *la presse et les médias ont été pendant de longues décennies, dans le cadre*

*démocratique, un recours des citoyens.* »<sup>28</sup> Souvent, la presse est vue comme un acteur véritablement indépendant qui constitue un « quatrième pouvoir ». Toutefois, « *le seul principe d'une presse libre porte en lui cette idée de contre-pouvoir* » (Muhlmann, 2006).

L'articulation entre le pouvoir politique et les médias est conceptualisée sous forme de contre-pouvoir, comportant l'idée de contrepoids. En d'autres mots, « *le pouvoir politique, l'État, toute fondée que soit sa souveraineté, doit ménager un espace de regards et d'opinions extérieur à lui, échappant à son contrôle, et pouvant éventuellement le critiquer, le 'contrer'* ». En fait, dans un régime démocratique, « *où le pouvoir est sanctionné régulièrement par le vote, ce contre-pouvoir est évidemment crucial* » (Muhlmann, 2006).

Les médias sont alors approchés comme des acteurs proactifs car ils « *ne seraient plus de simples collecteurs, trieurs, transporteurs de nouvelles* ». Dans cette vision plutôt dynamique, les médias ils constitueraient « *un nouveau principe organisateur de la vie démocratique [...] par leur existence même, [et] par l'étendue de leurs performances* ».<sup>29</sup>

Les médias jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement même des régimes démocratiques car ils « *assurent l'articulation entre le pouvoir et l'électorat* » qui interagissent en permanence (Gauchet, 2004). Il faut inscrire cette interaction dans la politique qui peut être définie comme l'agrégation et l'articulation d'intérêts de divers groupes sociaux ayant pour résultat l'allocation différenciée de ressources (Almond, Powell, Dalton, and Strøm, 2008). Dans les régimes démocratiques, le pouvoir et les ressources sont distribués par le biais d'un gouvernement élu, résultant d'élections libres et qui représente d'une manière adéquate un électorat idéologiquement segmenté.

Les médias y sont censés constituer des véhicules permettant de connecter les forces politiques avec leurs électeurs respectifs. Cet interface est indispensable pour toute société démocratique car ce rapport étroit entre les médias et les régimes démocratiques gouverne le processus de communication politique. Il faut savoir qu'il n'existe pas « *de vie politique sans opinion publique et pas d'opinion publique sans communication* ». Dans les sociétés démocratiques, « *il y a forcément médiatisation et ce phénomène n'est pas nouveau* ».<sup>30</sup> D'une manière générale, il n'est

---

<sup>28</sup> Ramonet, Ignacio (2003), "Le cinquième pouvoir", Le Monde Diplomatique, octobre, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>

<sup>29</sup> Ndiaga, Loum (2002), Médias et démocratie : Le quatrième pouvoir en question, UQAM, [http://www.cawa.fr/IMG/pdf/ndiaga\\_maitrise\\_UQAM.pdf](http://www.cawa.fr/IMG/pdf/ndiaga_maitrise_UQAM.pdf)

<sup>30</sup> Les médias, un quatrième pouvoir ?, <http://media-et-politique.e-monsite.com/pages/les-medias-un-quatrieme-pouvoir.html>

pas possible « *d'imaginer une démocratie sans médias* ». Dans le même sens, si on veut développer et approfondir la démocratie, il faut absolument donner « *une importance plus grande aux médias, étant donné le rôle de liaison qu'ils tiennent entre la base et le sommet, les gouvernants et les gouvernés* » (Gauchet, 2004).

Marcel Gauchet a bien décrypté le rôle primordial que la presse a joué au cours de l'histoire dans la structuration des sociétés libérales car « *c'est parce que la démocratie moderne nécessite la représentation, qu'elle va également avoir besoin d'un système de contre-pouvoir* ». Dans ce système de mécanismes correcteurs et de création d'équilibres, le journalisme est supposé produire « *les conditions d'une compétition loyale pour le pouvoir, de l'extérieur du jeu* ». <sup>31</sup>

Comme le montre l'histoire, les trois pouvoirs traditionnels - législatif, exécutif et judiciaire - peuvent faillir, se méprendre et commettre des erreurs, non seulement dans les dictatures et les régimes autoritaires, mais également dans les démocraties, où « *de graves abus peuvent être commis, bien que les lois soient votées démocratiquement* » et où « *les gouvernements résultent du suffrage universel* » avec une justice - en théorie - indépendante (Ramonet, 2001).

De par sa nature, le journalisme diffère des trois autres pouvoirs. En fait, il n'est ni normalisé, ni institutionnalisé, mais est composé d'un grand nombre d'acteurs divers et variés, ce qui lui permet d'arbitrer le jeu avec les trois pouvoirs traditionnels. Le journalisme ne s'y ajoute pas ; il constitue leur vis-à-vis. <sup>32</sup>

Sans les médias, « *il y a un risque de dégénération des trois pouvoirs* » car s'il était identique aux autres pouvoirs, le journalisme serait inutile puisqu'il serait à l'intérieur et ne disposerait pas d'un point de vue externe <sup>33</sup>.

Dans le passé, la presse a joué un rôle décisif dans la structuration et le renforcement des pratiques démocratiques au sein des régimes autoritaires, contribuant ainsi à leur démocratisation. C'est ainsi que le « *quatrième pouvoir [...] grâce au sens civique des médias et au courage de journalistes audacieux* », a permis aux citoyens de « *critiquer, repousser, contrecarrer, démocratiquement, des décisions illégales pouvant être iniques, injustes, et même criminelles, contre des personnes innocentes* » (Ramonet, 2001).

Durant ces dernières décennies, dans un monde en pleine mutation et affecté par une mondialisation débridée, ce « quatrième pouvoir » s'est trouvé « vidé de son sens », perdant peu à peu sa fonction essentielle de contre-pouvoir. D'une part, la

---

<sup>31</sup> Gauchet (2006), p.20.

<sup>32</sup> Gauchet (2006), p.20.

<sup>33</sup> Picoche (2011).

presse écrite et la télévision n'ont plus une influence exclusive dans l'espace médiatique, exploré désormais par de nouveaux acteurs – les blogs, les réseaux sociaux et le Tweeter. De l'autre, les médias ont progressivement été intégrés dans les chaînes de valeur du business global dominé par « *un faisceau de groupes économiques planétaires et d'entreprises globales dont le poids dans les affaires du monde apparaît parfois plus important que celui des gouvernements et des Etats* » (Ramonet, 2001). La dilution du pouvoir de la mediasphère menace ainsi la démocratie et la commercialisation à outrance des médias conduisent à la baisse de qualité de l'information, à la « pipolisation » de la presse et à sa transformation en un « spectacle », qui n'est régulé désormais que par les audimats. Cette « *métamorphose décisive dans le champ de médias de masse, au cœur même de leur texture industrielle* » menace directement l'existence même des régimes démocratiques (Ramonet, 2001).

Ignacio Ramonet fait savoir à juste titre que les trois sphères autrefois séparées, à savoir la culture de masse, la communication et l'information, ont été progressivement fusionnées pour donner naissance à « *une seule et unique sphère cyclopéenne* » (Ramonet, 2001) dans laquelle opèrent des conglomérats médiatiques géants qui « *premièrement, ils s'occupent de tout ce qui relève de l'écrit, de l'image, du son, et diffusent cela au moyen des canaux les plus divers (presse écrite, radios, télévisions hertziennes, câble ou satellite, via Internet et par toutes sortes de réseaux numériques)* » (Ramonet, 2001)

### 1.3. LA MARCHANDISATION DE L'INFORMATION

La commercialisation des médias et du journalisme n'est pas un phénomène nouveau. Il semblerait que la première étape de cette commercialisation commence aux Etats-Unis dans les années 1830 avec l'industrialisation de l'impression qui permet de baisser considérablement le prix de journal à l'unité, ce qui rend la presse plus accessible au grand public. C'est alors que deux journaux newyorkais, the Sun et Herald, qui publiaient jusqu'alors des analyses politiques pertinentes, commencent à couvrir des faits divers sans une réelle importance, allant de la petite criminalité (vols à l'étalage) jusqu'aux reportages dans les tribunaux (Benkler, 2006, p. 188).

A partir du XXe siècle, d'abord aux Etats-Unis, puis partout dans le monde, un modèle commercial basé sur les revenus publicitaires est devenu prédominant dans le domaine médiatique, aussi bien dans la presse écrite que dans les médias électroniques et audiovisuels (Benkler, 2006).

Un journaliste célèbre, Jacques Kayser, qui fut très influent dans la presse française, a écrit en 1955, un ouvrage retentissant *Mort d'une liberté*, dans lequel il a exprimé

son inquiétude au sujet de l'évolution la liberté de la presse et de l'information dans le monde de l'après-guerre. Catégorique dans ses conclusions, il constate la disparition de la liberté de la presse. Pour appuyer ses conclusions, il cite les propos d'un directeur de la rédaction du *Washington Daily News*, Lowel Mellet : « *Qui détient la liberté de la presse ? Les propriétaires de journaux et personne d'autre. La liberté de la presse est une propriété* ». <sup>34</sup>

Cette tendance vers la commercialisation des médias est très visible. Dans la presse écrite, ce phénomène s'est reflété en une croissance significative du contenu commercial dans les journaux et les magazines au détriment des articles journalistiques. Il est vrai qu'à la télévision, le temps alloué à la publicité n'est pas si important par rapport à la durée totale des programmes, car ceci est dû à ce que le volume des annonces publicitaires est strictement régulé dans la plupart des Etats. <sup>35</sup>

Cette commercialisation croissante puis la dépendance des médias des annonceurs ont conduit à la production et la diffusion des sujets ayant un grand intérêt pour un public large. On peut constater également que la commercialisation affecte négativement la qualité d'information publiée par la presse écrite. Ainsi, « parce que 60 à 70 % de ses recettes proviennent de la publicité, la presse écrite elle aussi a de plus en plus recours à des méthodes de la télévision telles que l'accentuation outrancière des scandales politiques ». <sup>36</sup>

Avec l'avènement d'Internet, on peut constater une baisse des tirages de la presse écrite car on lit de moins en moins.

L'évolution du tirage des journaux quotidiens nationaux <sup>37</sup>

TITRE DE PRESSE	TIRAGE 1980	TIRAGE 1990	TIRAGE 2000	TIRAGE 2010
<b>Aujourd'hui en France</b>	346.000	500.000	485.000	460.000
<b>L'Équipe</b>	240.000	391.000	387.000	302.000
<b>Le Figaro</b>	311.000	562.000	349.000	317.000
<b>Le Monde</b>	445.000	450.000	348.000	286.000
<b>Libération</b>	41.000	282.000	161.000	113.000

<sup>34</sup> Kayser, J. (1955), *Mort d'une liberté*, Paris, Plon, 1955, Cité par J. KAYSER, op. cit., p. 25.

<sup>35</sup> Excessive commercialization of the media, The Encyclopedia of World Problems & Human Potential, UIA, <http://encyclopedia.uia.org/en/problem/156080>

<sup>36</sup> Swaelen (1994)

<sup>37</sup>Fonctionnement de la presse écrite, [http://asl.univ-montp3.fr/e22sll/9-25fonctionnement\\_de\\_la\\_presse\\_ecrite.pdf](http://asl.univ-montp3.fr/e22sll/9-25fonctionnement_de_la_presse_ecrite.pdf)

<b>Les Échos</b>			125.000	116.000
<b>La Tribune</b>			89.000	69.000
<b>L'Humanité</b>	142.000	160.000	50.000	48.000
<b>France-Soir</b>	433.000	467.000	???	75.000
<b>total</b>	1,5 million	2,3 millions	2 millions	1,8 million

L'évolution du tirage des journaux quotidiens régionaux<sup>38</sup>

TITRE DE PRESSE	TIRAGE 1980	TIRAGE 1990	TIRAGE 2000	TIRAGE 2010
<b>Ouest-France</b>	681.000	760.000	767.000	757.000
<b>Le Progrès (Rhône-Alpes)</b>	367.000	411.000	393.000	209.000
<b>Sud-Ouest</b>	365.000	419.000	337.000	296.000
<b>La Voix du Nord</b>	379.000	430.000	320.000	265.000
<b>Le Dauphiné libéré</b>	332.000	324.000	256.000	231.000
<b>La Nouvelle république du Centre-Ouest</b>	283.000	297.000	247.000	189.000
<b>L'Est républicain (Lorraine)</b>	261.000	281.000	211.000	159.000
<b>La Montagne (massif central)</b>	257.000	285.000	210.000	187.000
<b>La Dépêche du Midi (Midi-Pyrénées)</b>	256.000	278.000	206.000	185.000

<sup>38</sup>Fonctionnement de la presse écrite, [http://asl.univ-montp3.fr/e22sll/9-25fonctionnement\\_de\\_la\\_presse\\_ecrite.pdf](http://asl.univ-montp3.fr/e22sll/9-25fonctionnement_de_la_presse_ecrite.pdf)

<b>Les Dernières nouvelles d'Alsace</b>	215.000	238.000	202.000	172.000
<b>Le Télégramme de Brest</b>	168.000	206.000	189.000	205.000
<b>Le Provençal</b>	171.000	193.000	168.000	141.000
<b>Le Républicain lorrain</b>	208.000	220.000	167.000	131.000
<b>Midi libre</b>	189.000	270.000	160.000	145.000
<b>Nice matin</b>	255.000	265.000	143.000	106.000
<b>L'Union (Champagne)</b>	137.000	130.000	123.000	101.000
<b>L'Alsace</b>	126.000	136.000	111.000	94.000
<b>Paris-Normandie</b>	142.000	140.000	83.000	55.000
<b>Corse matin</b>	258.000	269.000	50.000	41.000
<b>Nord éclair</b>	188.000	194.000	43.000	25.000
<b>Total</b>	5,2 millions	5,7 millions	4,4 millions	3,7 millions

Comme on peut le voir à partir de ces statistiques, « *il ne reste à la presse écrite d'opinion et de qualité, que la marge étroite dans laquelle elle trouve sa justification économique* ». Toutefois, « *malgré un tirage limité, elle conserve pourtant son importance, parce qu'elle est lue par les leaders d'opinion* ». <sup>39</sup>

**Cette baisse des tirages n'a fait qu'augmenter la dépendance de la presse écrite et des médias audiovisuels vis-à-vis les recettes publicitaires.** Certes, l'apport des annonceurs permet de baisser les frais de production des journaux, des magazines et des émissions. Toutefois, une commercialisation excessive pourrait exercer un effet anesthésiant en ce qui concerne le contenu des nouvelles et des commentaires, car les médias pourraient montrer une prudence à l'égard des annonceurs. **La possibilité de retirer ou de menacer de retirer la publicité procure aux annonceurs la possibilité d'influencer la ligne éditoriale des**

<sup>39</sup> Swaelen (1994)

**médias** qui peuvent dépendre de tel ou tel annonceur pour une partie importante de leur budget.

Dans cette perspective, les médias cherchent à atteindre un public aussi large que possible. Pour réaliser cet objectif, ils essaient d'élargir leur spectre politique. Par ailleurs, dans certains pays où la régulation de la presse n'est pas très suivie, il est parfois difficile à distinguer entre la ligne éditoriale et les préférences des annonceurs, ce qui peut corrompre aussi bien la qualité de l'information que la pertinence des analyses journalistiques.

La concentration des médias ne date pas d'hier. Cependant, avec l'avènement d'Internet on a vu émerger des groupes médiatiques à vocation mondiale qui épousent de plus en plus des architectures foisonnantes avec une gamme très large d'activités journalistiques réunissant aussi bien des radios, des journaux (écrits ou en ligne), des plateformes Internet, que l'industrie culturelle (édition de livres, industrie cinématographique et production de musique) ainsi que les groupes de communication (entreprise de sondages, téléphonie mobile, Internet, etc.). **Dans ce monde « sans frontières », les relations entre les médias et leur public, qui jadis furent plutôt unidirectionnelles, sont désormais de plus en plus interactives.** Les journaux en ligne laissent désormais une place importante aux commentaires de lecteurs et publient également régulièrement des sondages réalisés en ligne, qui ne reflètent pas souvent une réalité objective et qui ont été conduits sans un échantillonnage préalable.

Des conglomérats géants de médias, de divertissements et de télécommunications comme News Corps, Viacom, CBS Corporation, The Walt Disney Company, Groupe Lagardère, Bouygues, Dassault, Bertelsmann (groupe RTL, M6), Vivendi, Time Warner, General Electric (cofondateur de la chaîne de télévision NBC), Disney, et Telefónica, se sont constitués. Les bouleversements technologiques leur ont ouvert de nouvelles possibilités d'expansion. Comme le rappelle Ignacio Ramonet « **la 'révolution numérique' a brisé les frontières qui séparaient auparavant les trois formes traditionnelles de la communication : son, écrit, image.** Elle a permis l'apparition et l'essor **d'Internet, qui représente un quatrième mode de communiquer,** une nouvelle façon de s'exprimer, de s'informer, de se distraire » (Ramonet, 2001).

En parlant de l'architecture traditionnelle de l'univers médiatique, fondé sur une articulation très fine entre diverses spécialisations, Ramonet explique la métamorphose numérique. Il rappelle que dans cette configuration, trois sphères préservaient une certaine autonomie : « *d'un côté, la culture de masse, avec sa logique commerciale, ses créations populaires, ses objectifs essentiellement*

*mercantiles ; de l'autre, la communication, au sens publicitaire, le marketing, la propagande, la rhétorique de la persuasion ; et enfin, l'information, avec ses agences de nouvelles, les bulletins radiodiffusés ou télévisés, la presse, les chaînes d'information en continu, bref, l'univers de tous les journalismes » (Ramonet, 2001).*

Avec l'avènement des grands groupes de médias, les activités du secteur ont été totalement reconfigurées. Ils « *ne se proposent plus, comme objectif civique, d'être un 'quatrième pouvoir' ni de dénoncer les abus contre le droit, ni de corriger les dysfonctionnements de la démocratie pour polir et perfectionner le système politique. Ils ne souhaitent même plus s'ériger en « quatrième pouvoir », et encore moins agir comme un contre-pouvoir ».* (Ramonet, 2001) Leur seul objectif est d'être rentable. Leurs actionnaires imposent une seule dimension à leur activité : la dimension financière.

Les médias ont - dans leurs derniers développements - une vocation commerciale, avec toute la série de contraintes qui en découlent, comme la nécessité d'une audience la plus large possible faisant appel à des ressorts extrêmement simples, dont le plus important est l'émotion (Gauchet, 2004).

#### 1.4. LA MÉDIOCRITÉ CROISSANTE DU JOURNALISME

Accusés d'être « partiaux », « incompetents », « voyeurs », « moutonniers », « magouilleurs », « complices des puissants », les journalistes ont aujourd'hui mauvaise presse.<sup>40</sup>

Comme le note le professeur honoraire au Collège de France Philippe Kourilsky, « *l'information est un produit manufacturé destiné à des consommateurs* ». Il s'interroge sur la question de savoir « comment ces derniers peuvent-ils être assurés de la qualité du produit ? Des produits de mauvaise qualité pourraient-ils leur faire courir des risques ? Si oui, nous nous devons d'appliquer au système médiatique – au moins par la pensée – la même démarche analytique que nous utilisons dans d'autres situations de risque ». Il conclut : « L'existence du risque informationnel est indiscutable » car « *des informations incomplètes, biaisées ou inexactes peuvent avoir un impact sur les prises de décision jusqu'au plus haut niveau de l'Etat : soit de façon directe, parce que, pour beaucoup de décideurs, les médias constituent une source majeure d'information ; soit de façon indirecte, parce que les politiques tiennent compte de l'opinion publique, de plus en plus fréquemment sollicitée par le biais des sondages* ». <sup>41</sup>

---

<sup>40</sup> Lemieux, Cyril (2000), *Mauvaise presse: une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, 466p.

<sup>41</sup> Kourilsky (1998), pp. 182-183

Kourilsky rappelle également l'influence que les médias peuvent exercer sur le système judiciaire : « Quant à l'espoir que les juges soient imperméables aux mouvements de la presse et de l'opinion, il renvoie à un idéal que ne reflète pas toujours la réalité ».<sup>42</sup>

Très critique de la qualité actuelle des médias et des journalistes, Ignacio Ramonet dresse un bilan alarmant de la sphère informationnelle. Avec une grande inquiétude, il constate que « comme la nourriture, l'information est contaminée ». Cette information d'une qualité très médiocre « empoisonne l'esprit », « pollue le cerveau », en manipulant et intoxiquant le public. Elle « tente d'instiller dans notre inconscient des idées qui ne sont pas les nôtres ». Il lance un appel à la société à « élaborer ce qu'on pourrait appeler une 'écologie de l'information' », « afin de nettoyer, de décrocher l'information de la 'marée noire' des mensonges. » (Ramonet, 2001).

Personne ne doute qu'un bon journalisme renforce les sociétés démocratiques. Or, les agences d'information dans la plupart des pays occidentaux ont abandonné un journalisme sérieux, en évoluant vers un sensationnalisme de bas de gamme qui affecte d'une manière négative la démocratie et détruit les valeurs nationales des sociétés modernes. Il est très inquiétant que près de 75% de la population dans les sociétés occidentales considèrent la télévision comme la source d'information la plus importante pour comprendre les enjeux politiques. C'est un résultat plutôt étonnant compte tenu de la médiocrité de la majorité de chaînes de télévision.<sup>43</sup>

Ainsi, « dans notre civilisation de l'image, la télévision, par son effet d'entraînement sur les autres médias, conditionne indirectement l'actualité politique ». Il faut rappeler que dans notre monde dominé de plus par l'image « le débat social n'est pas déterminé par les événements, mais par la manière dont ceux-ci sont relatés ». La télévision a connu un immense succès depuis les années 1970. Ceci est dû en partie au fait que « lire demande un effort plus important que subir les médias audiovisuels ». La télévision ayant accès à la majorité écrasante des foyers « façonne le monde selon son propre modèle : tout ce qui ne peut pas être traduit en images ne retient pas l'attention ». Ted Turner de CNN aurait dit à ce propos : « Ce que nos caméras n'ont pas enregistré et diffusé n'a pas eu lieu. C'est pourquoi des enfants kurdes affamés exhibent des banderoles en langue anglaise afin d'exister, d'appartenir à la réalité et, dès lors, de bénéficier de secours ».<sup>44</sup>

---

<sup>42</sup> Kourilsky (1998), p. 183.

<sup>43</sup> Beetham (2005) p34

<sup>44</sup> Swaelen (1994)

Toutefois, les équipes de tournage ne peuvent couvrir tous les événements dans le monde. Le Premier ministre belge Dehaene a rappelé dans un entretien comment il a essayé d'attirer l'attention du président américain, en visite à Bruxelles, sur les atrocités commises au Burundi, recevant de la part de Clinton la réponse suivante terrifiante : « Je sais que ce pays connaît de graves problèmes, mais CNN ne les a pas encore évoqués. »<sup>45</sup>

Comme le note Laurent Joffrin, à de nombreuses occasions, « *un certain nombre de médias importants (mais pas tous, loin de là) n'ont pas été à la hauteur de leurs propres principes* ». Joffrin note que « *par conformisme, par proximité excessive avec leurs sources, par osmose avec une économie de marché dont les idées, les tentations et les pressions sont croissantes, un certain nombre d'organes de presse ou de télévision ont véhiculé des thèses sommaires et orientées, négligeant d'accorder une place suffisante aux idées contraires, manquant de la pugnacité nécessaire pour déjouer le piège des conformismes et les stratégies de communication des pouvoirs* »<sup>46</sup>. Dans ces dérives des médias, « *dans le développement de 'l'information-spectacle', les structures économiques et la 'loi de l'Audimat' jouent évidemment leur rôle* »<sup>47</sup>. On ne peut que constater que « *les médias filtrent les informations et créent l'événement. Ce sont eux qui conditionnent l'actualité politique* ».<sup>48</sup>

La sociologue, Dominique Schnapper, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales a bien décrit cette évolution : « *Dans la vie publique, la médiatisation, l'immédiateté et la spectacularisation tendent à favoriser l'événement, l'immédiat, le surprenant, l'émotionnel, l'excessif et le scandaleux, plutôt que l'analyse de fond ou de structure, le nuancé, le distancé, le relatif, le contrôlé, le rationnel, en un mot, la vérité. Les analyses nuancées, la prise de distance d'avec l'émotion du moment au nom de la raison ennui, alors que la transgression fascine. Et, comme tout le monde se donne le droit de transgresser les limites, la transgression doit toujours aller plus loin, être toujours plus transgressive* ». <sup>49</sup>

Nombreuses voix se sont élevées contre cette dégradation progressive de nos médias, aussi bien la presse écrite que les médias audiovisuels. Pierre Bourdieu a lancé une critique à vitriole de la télévision qui, selon lui, n'est rien d'autre que « *un univers où on a l'impression que les agents sociaux, tout en ayant les apparences de l'importance,*

---

<sup>45</sup> Swaelen (1994)

<sup>46</sup> Joffrin, Laurent (1998), "Presse: à ceux qui se trompent de procès", *Libération*, 12.05.1998, [http://www.liberation.fr/tribune/1998/05/12/presse-a-ceux-qui-se-trompent-de-proces\\_237595](http://www.liberation.fr/tribune/1998/05/12/presse-a-ceux-qui-se-trompent-de-proces_237595)

<sup>47</sup> Joffrin (1998), Op. cit.

<sup>48</sup> Swaelen (1994)

<sup>49</sup> Schnapper, Dominique (2014), "L'école, vecteur des valeurs de la République", *Le Monde*, 28.11.2014.

*de la liberté, de l'autonomie ["] sont les marionnettes d'une nécessité qu'il faut décrire, d'une structure qu'il faut dégager et porter au jour. »<sup>50</sup>*

Le philosophe français a fortement dénoncé le monopole des journalistes manipulant à leur guise les flux de l'information : « *Les journalistes - il faudrait dire le champ journalistique - doivent leur importance dans le monde social au fait qu'ils détiennent un monopole de fait sur les instruments de production et de diffusion à grande échelle de l'information, et, à travers ces instruments, sur l'accès des simples citoyens mais aussi des autres producteurs culturels, savants, artistes, écrivains, à ce qu'on appelle parfois « l'espace public », c'est-à-dire à la grande diffusion. »<sup>51</sup>*

Dans son ouvrage consacré à la télévision, Pierre Bourdieu a été très critique quant à « *la soumission croissante du champ journalistique aux logiques commerciales* », ce qui avait des « *effets dévastateurs sur l'ensemble des autres champs* ». Il rappelait que les journalistes « *opèrent une sélection et une construction* » du réel à partir de « *lunettes* » bien particulières qui les amènent à privilégier le sensationnel et le spectaculaire, ils tendent à encourager dans le monde social les comportements qui correspondent le mieux à ces critères ». En fait, « *ils suscitent dans les différents champs qu'ils médiatisent, des stratégies nouvelles consistant à conformer toujours davantage les pratiques productives aux attentes journalistiques* ». <sup>52</sup>

Les nouvelles technologies n'ont fait qu'amplifier ce processus de dégradation de la qualité des médias. Il faut rappeler que « *l'univers virtuel renforce l'immédiateté, avec tout ce qu'elle implique de non- réflexivité. De plus, c'est un univers sans contrôle social. Or l'observation montre qu'il conduit à la licence plutôt qu'à la liberté. La détestation de l'autre, l'interprétation obsessionnelle des événements en termes de complot, la volonté de nuire s'y déploient. Le meilleur s'y exprime parfois, et, plus souvent, la haine et le mensonge. Il faudrait idéalement compter sur l'autocensure pour que l'univers virtuel devienne, ce qu'il pourrait être techniquement, un lieu de liberté. Mais on ne semble pas aller dans cette voie. Et pourtant il faut transmettre les valeurs de la République. Nous n'avons pas d'autre idée pour organiser humainement les sociétés humaines. »<sup>53</sup>*

Au lieu d'informer d'une manière objective le grand public, les médias tendent à filtrer les informations « *en se fondant, outre sur la valeur d'actualité, sur trois critères*

---

<sup>50</sup> Bourdieu, Pierre (1996), *Sur la télévision*, Liber-Raisons d'agir.

<sup>51</sup> Bourdieu (1996).

<sup>52</sup> Lemieux et al (2010)

<sup>53</sup> Schnapper, Dominique (2014), "L'école, vecteur des valeurs de la République", *Le Monde*, 28.11.2014.

principaux la dramatisation, le divertissement et la personnification » (Swaelen, 1994).

Pour apparaître dans les médias, les hommes politiques cherchent à « capter l'attention des médias, par exemple en s'accrochant à un événement spectaculaire ». La dramatisation des événements écarte « toute mise en perspective », « au profit de la mise en scène » tandis que « le débat dégénère en une caricature de débat ». Désormais, pour les journalistes, « la manière dont un événement peut être relaté est plus importante que l'événement proprement dit ». Prenons l'exemple, de la télévision, où « le journal télévisé classique (durée du message : 3 minutes) s'apparente de plus en plus à un spectacle d'actualités (durée du message : 1 minute 20 secondes) »<sup>54</sup>. Au résultat, on voit à la télévision « fatalement se développer une culture du résumé, lequel ne fournit qu'une image superficielle de faits et de situations qui ont des racines profondes ». Dans ces conditions, la surabondance d'informations nuit à la qualité de l'information car « le flux d'informations fournis sans schéma contextuel dépasse l'entendement du consommateur d'informations médiatiques ». On ne peut que constater l'émergence d'une nouvelle « société duale », dans laquelle « un fossé des connaissances sépare ceux qui peuvent gérer l'information et le savoir de ceux qui subissent passivement l'information »<sup>55</sup>.

En plus de la dramatisation, les médias misent sur le divertissement car « l'information est passionnante lorsqu'elle stimule l'imagination, lorsqu'elle sert à dénoncer, à révéler ». Malheureusement, c'est sur ce modèle de *soap opera* qu'une certaine presse se nourrit en cherchant à exploiter l'inattendu et l'inhabituel, en alimentant le voyeurisme des téléspectateurs « par des ruses et finesses, au moyen de pseudo-événements » au cours desquels les politiques « *se lancent parfois dans des interventions interminables, débitent à grande vitesse un flot de paroles, gesticulent, profèrent de gros mots, provoquent, bref, ils adaptent leur vocabulaire, leur argumentation et leur ton, ont tendance à exagérer les effets théâtraux et suscitent volontiers des incidents médiatiques* ».<sup>56</sup>

**Enfin, un dernier trait caractérisant la médiocrité de l'information est la personnification de l'information.** On sait que « les médias réduisent souvent la politique à des problèmes, des conflits et des rivalités d'ordre personnel », ce qui permet « de présenter simplement des problèmes complexes » à travers « une scène

---

<sup>54</sup> Swaelen (1994)

<sup>55</sup> Swaelen (1994)

<sup>56</sup> Swaelen (1994)

politique peuplée de soi-disant chefs de file qui élèvent le bon mot et le gag au rang d'acte politique ». <sup>57</sup>

### 1.5. LA CONCENTRATION DU POUVOIR PAR LES MÉDIAS

La concentration excessive du pouvoir par les médias résulte, comme nous avons pu le voir, de la convergence des deux processus complémentaires. Le premier concerne l'absence des contrôles externes sur l'exercice par les médias de la liberté d'expression. Le second est celui de la commercialisation excessive des médias à la suite de la création des conglomérats géants, devenues rapidement une interface entre le monde des affaires et le monde politique, permettant de manipuler l'opinion publique.

Pour mieux comprendre les responsabilités de la presse, il faut prendre en considération la nature de son pouvoir et de son influence potentielle sur la société. Le pouvoir de la presse s'explique avant tout par sa capacité d'atteindre les masses. <sup>58</sup>

La presse dispose d'un effet amplificateur, ce qui lui permet d'intervenir dans les affaires publiques afin de corriger les méfaits. En même temps, si la presse essaie de manipuler l'opinion publique d'une manière délibérée, elle peut devenir un outil dangereux pour la société, capable de saper ses fondements et agir d'une manière destructive contre les institutions politiques. <sup>59</sup>

Une presse libre, sans la censure et sans les restrictions ou pressions imposées par les hommes politiques ou les hommes d'affaires tout-puissants, peut servir l'intérêt public à travers ses investigations journalistiques et sa capacité de communiquer avec le grand public. <sup>60</sup>

Toutefois, la capacité de la presse à atteindre le grand public peut comporter des risques. <sup>61</sup> Il ne faut pas exclure la possibilité qu'un "media libre, un media libre puissant peut effectivement bloquer des voix discordantes". Ce blocage peut se faire d'une manière différente. Par exemple, la presse peut empêcher l'accès au grand public, alors que l'accès au grand public est indispensable afin que les individus puissent bénéficier de la liberté d'expression. <sup>62</sup>

Ainsi, si on refuse à un individu ou un groupe d'individus l'accès à la presse pour faire la promotion de leurs opinions, leur capacité d'atteindre le grand public est

---

<sup>57</sup> Swaelen (1994)

<sup>58</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 75.

<sup>59</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 75.

<sup>60</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 75.

<sup>61</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 75.

<sup>62</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 75.

considérée comme réduite. Les journalistes peuvent écarter les voix discordantes choisissant les idées qu'ils pensent être représentatifs des opinions de la société. Toutefois, les idées qui sont ainsi diffusées sont souvent celles des journalistes ou d'un groupe réduit d'intellectuels que les journalistes considèrent comme influents. Ce système de sélection permet ainsi de filtrer les idées vues comme peu importantes pour le grand public, ce qui réduit la panoplie d'idées et d'opinions et appauvrit le débat.

**Dans le contexte français très particulier, où des journalistes de gauche prédominent dans les médias, les idées qui constituent le corps idéologique de doctrines de la droite, à savoir les valeurs familiales, la nation, la culture, le terroir, le patriotisme et l'opposition au pouvoir supranational ou à une mondialisation débridée, toutes ces idées sont systématiquement écartées, ayant été considérées par les journalistes bien-pensants de gauche comme porteuses du nationalisme, précurseur de l'extrémisme, cela alors même que la droite patriotique représente un segment considérable des sociétés européennes et est très représentée tant dans les parlements nationaux que dans le Parlement européen.**

**Au lieu de faire écho aux idées de citoyens de droite souvent majoritaires, les journalistes, idéologiquement biaisées, font la promotion non seulement des idées dites "socialistes" inscrites depuis longtemps dans l'opposition gauche-droite en Europe, mais aussi des idées radicales, à savoir la promotion des politiques immigrationnistes, le soutien aux islamistes, la lutte contre l'Etat-Nation, vus comme le mal absolu. Ces journalistes idéologiques ne cherchent ainsi non pas à relater les flux d'idées et de faits tels qu'ils existent et circulent réellement, mais au contraire à imposer leurs postulats et flux, en se faisant en l'occurrence les défenseurs d'une "mondialisation heureuse" et d'un "monde plat" et sans frontières, en opposition farouche aux cultures nationales. La promotion du mondialisme idéalisé et idéologisé, cette propagande systématique et insidieuse, souvent faite sous les slogans de protection des droits de l'Homme, exclut *de facto* l'opinion opposée, ce qui nuit au débat et affaiblit la démocratie. Les hommes politiques de droite, aussi bien issus du centre-droite que de la droite patriotique, sont ainsi présentés comme des crypto-fascistes dont les idées sont présentées comme dangereuses pour la démocratie alors qu'en fait c'est le fait de les caricaturer et les diaboliser à outrance pour les faire sous-représenter qui nuit à la démocratie pluraliste. Ainsi, les idées radicales et extrêmes de certains journalistes issus de la gauche extrême et trotskiste sont banalisées et popularisées comme la seule pensée possible sous couvert d'anti-fascisme, tandis que les idées de la droite, pourtant beaucoup plus conventionnelles et modérées, sont décriées. On ne peut que constater que ce système**

journalistique, incarné par des « lanceurs d’alerte » comme *Mediapart*, *Politis*, *Le Monde*, ou autres organisations ou médias prétendument antiracistes et bien-pensants, est effectivement nocif pour la démocratie.

D’une manière générale, l’absence de la censure permet à tous ceux qui sont écartés des canaux de communication existants de créer leurs propres organes de presse ou d’utiliser les nouvelles technologies de communication. En réalité, ces “exclus” de l’espace médiatique ne disposent pas de ressources suffisantes leur permettant de créer leur propre canal de communication comparable de par leur capacité potentielle à atteindre le grand public ce qui les prive de soi-disant « effet amplificateur ».

En développant le thème du manque d’accès aux voix discordantes, pourtant institutionnalisées à travers le vote, les partis, les élus et les groupes parlementaires, on peut déduire que « l’intérêt public de liberté d’expression peut être affecté d’une manière négative par une presse libre, si certaines voix sont entendues plus que d’autres ». Ainsi, « dans ces conditions, la puissance de la presse comme moyen d’expression peut conduire à ce que certaines opinions deviennent dominantes dans l’espace médiatique tandis que d’autres opinions sont évincées ». <sup>63</sup>

Une autre conséquence consiste en ce que les intérêts financiers puissent assurer la promotion de certaines idées ou informations qui répondent à leurs intérêts tandis les individus et les groupes qui ne disposent pas de ressources financières voient leurs idées marginalisées, généralement dans l’immensité de la blogosphère. <sup>64</sup>

L’existence d’une presse libre et puissante peut constituer un antidote à la domination de grandes corporations et du gouvernement dans la sphère publique. **Cependant, cette presse peut potentiellement faire du tort si elle se trouve dominée ou manipulée par ces corporations.** <sup>65</sup>

En France, bien que les rédacteurs déplorent le fait que les actionnaires ne peuvent pas influencer sur la ligne éditoriale, en réalité, on peut constater que l’entrée dans le capital des médias fait partie de stratégies corporatives des conglomérats qui ne cherchent pas seulement à diversifier leurs activités en acquérant les médias, mais qui ont des objectifs moins bien visibles. Par exemple, l’acquisition par le magnat des télécoms Xavier Niel avec d’autres investisseurs, du journal *Le Monde* laisse entrevoir une complémentarité entre l’activité principale et le journalisme.

---

<sup>63</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 77.

<sup>64</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 77

<sup>65</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 77

Un effet potentiellement négatif de la presse consiste en la propagation de stéréotypes, lorsqu'un membre du groupe est présenté comme étant représentatif du groupe tout entier, ce qui permet de formater les attitudes des électeurs, en manipulant l'opinion publique.<sup>66</sup>

**L'exemple de la création des stéréotypes est la projection de l'image des groupuscules néonazis – « un ramassis de crânes rasés ou de futurs tondus »<sup>67</sup> - comme étant représentatifs de l'ensemble de la droite, ou les tentatives de connecter au nazisme toute tentative du renouveau de la droite patriotique et souverainiste en Allemagne ou en Autriche.** Il est symptomatique dans ce sens de constater que le débat qui secoue la société espagnole au sujet des racines idéologiques de la droite du centre – le Parti populaire – est souvent associé par la presse au franquisme. La fabrication des stéréotypes constitue également un danger pour la démocratie car la stigmatisation de millions d'électeurs représente une infraction très grave aux règles politiques qui gouvernent nos sociétés.

**La domination de l'espace médiatique par la gauche et l'extrême gauche ne peut qui conduire à une dictature idéologique imposée par une franche étroite et très marginale sur le plan politique de la population.**

Ce populisme de gauche peut être particulièrement dangereux, comme le montre bien l'exemple du régime chaviste au Venezuela. Certes, la dictature populiste de Chavez puis de son successeur Nicolas Maduro, constitue un cas extrême de la disparition de la démocratie, l'usurpation du pouvoir par un groupuscule d'extrême gauche bolivariste et la déliquescence de l'Etat. On constate des conséquences semblables ailleurs en Amérique latine, au Nicaragua et en Bolivie, où des leaders populistes sont arrivés au pouvoir en mobilisant les milieux populaires appauvris séduits par des promesses irréalisables. Une tendance similaire peut émerger en Europe, et plus particulièrement en France, où des cellules dormantes de la gauche extrême sont en train d'utiliser les médias infiltrés ou créés *ad hoc* (ex. *Mediapart*) pour démanteler les valeurs nationales et effacer les traditions.

La presse écrite n'est pas la seule à être infiltrée. On peut également observer l'émergence d'une caste supérieure de journalistes télévisuels, de présentateurs vedettes et de pseudo-intellectuels clamant être maîtres de nos pensées, mais en réalité ne faisant que propager une vision uniformisée de la réalité « la pensée unique » qui tue le débat et ouvre la voie royale dans la conquête du pouvoir par la gauche extrême. **C'est grâce à cette caste, « la télécratie » que, « de manière**

---

<sup>66</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 77

<sup>67</sup> Tous de gauche les journalistes, vraiment ?, Magazine Marianne, 23.08.2012, <https://www.marianne.net/societe/tous-de-gauche-les-journalistes-vraiment>

**cynique et sans programme politique sérieux ni argument convaincant, un politicien d'un genre nouveau est en mesure de séduire le téléspectateur-électeur rien qu'avec des slogans et des techniques publicitaires ».**<sup>68</sup>

Les pratiques des médias en Occident sont devenues l'objet des critiques, parfois très sévères car, « ni la démocratie dans son fonctionnement politique, ni les médias comme instruments de cette démocratie ne sont dans un état satisfaisant » (Gauchet, 2004). Il est nécessaire de comprendre le contenu de ces critiques pour appréhender les inquiétudes liées au rôle néfaste des médias, qui sans aucun contrôle externe, est devenu un énorme outil de manipulation de l'opinion publique par de puissants lobbys financiers agissant dans l'ombre pour protéger leurs intérêts individuels au détriment du bien collectif.

Le fait qu'on a qualifié les médias de « quatrième pouvoir » contribue à la confusion entourant sa nature. Ce nom « semble supposer que le journalisme dispose des mêmes possibilités que les trois autres ». Or, ce pouvoir journalistique est radicalement différent des trois autres, tout d'abord parce qu'il n'est pas institutionnalisé de la même manière, ce qui empêche toute régulation depuis l'extérieur. Ensuite, ce « quatrième pouvoir » est « issu d'une multiplicité d'agents qui ne partagent pas tous le même point de vue sur leur profession » et qui ne sont pas dotés d'une organisation hiérarchique claire. En fait, il existe une concurrence sans quartier entre ces divers électrons libres, au résultat de laquelle, certains médias et certains journalistes acquièrent une influence disproportionnée qui ne s'explique pas par leur professionnalisme. Ensuite, il ne faut pas oublier que « la presse appartient au secteur privé dont les intérêts économiques occupent une place prédominante ». Ces intérêts ne sont pas faciles à décrypter et leur la logique échappe souvent au processus démocratique. Enfin, « ce pouvoir ne dispose pas d'un réel pouvoir de contrainte », en agissant toujours d'une manière très opaque sur leurs lecteurs, auditeurs et spectateurs.<sup>69</sup>

Comme le note le sociologue français et critique des médias, Cyril Lemieux : « Parmi les très nombreuses critiques soulevées par l'explosion médiatique des années quatre-vingt, certaines émanent d'interlocuteurs qui n'admettent ni le nouveau style journalistique, ni l'intensification de la pression médiatique sur leur activité ou leur vie privée. Ce qui est visé alors, c'est le sans-gêne et l'irresponsabilité avec lesquels les

---

<sup>68</sup> Swaelen, Frank (1994), Les médias comme facteur de pouvoir dans la politique, Rapport, Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes, La Haye, 24 et 25 juin 1994, 22p.

<sup>69</sup> Picoche, Nolwenn (2011), « La presse comme contre-pouvoir », *Implications philosophiques*, 7.11.2011, <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/la-presse-comme-contre-pouvoir/>

*journalistes saccagent des univers sociaux jusque-là abrités de leur regard, en y renversant rapports d'autorité, statuts et sécurités, sans souci des conséquences. D'autres critiques réactives s'attachent à dénoncer le facteur d'aliénation que représentent des médias devenus omniprésents ».*<sup>70</sup>

Quant à lui, le sociologue américain Yochai Benkler a regroupé les critiques des médias et du journalisme en trois catégories.

Premièrement, selon Benkler, contrairement à ce qu'on peut croire et vue l'omniprésence des médias dans la sphère publique, leur apport en termes d'informations semble être très limité, ce qui s'explique par le fait que leur système de collecte d'informations, essentiellement à travers les journalistes, a une base très étroite. Après tout, le nombre de journalistes leurs sources sont très limités par rapport à la taille totale de la population. De plus, ce groupe réduit ne constitue pas un échantillon représentatif du public. On sait que les journalistes peuvent avoir une vision biaisée conditionnée par les milieux sociaux et les orientations idéologiques. En France, par exemple, on sait que la majorité des journalistes vient des milieux de gauche, bien qu'il existe des médias français idéologiquement opposés. **Si on regarde de près, les journalistes ont un nombre très limité de sources, qui ne reflète aucunement la richesse de l'actualité internationale** (Benkler, 2006, p. 197). La conjoncture politique et l'attractivité par la violence, le drame et les tragédies humaines font concentrer l'attention des médias sur des zones géographiques très limitées en délaissant toutes les autres. **En pleine intifada, un journaliste a noté que le nombre de reporters présents dans la ville de Jérusalem dépassait largement celui de journalistes travaillant sur l'ensemble du continent africain.** D'une certaine manière, pendant des années, l'Afrique subsaharienne fut délaissée par les médias internationaux.

**Le nombre réduit de points de collecte d'information conduit à ce que les journalistes laissent privés d'expression des groupes sociaux très larges, ce qui contribue inévitablement à l'appauvrissement de la palette d'opinions** et de points de vue exprimés dans la médiasphère. Cette divergence est alors noyée par un monopole des journalistes professionnels sur le traitement et la présentation de l'information à travers les canaux d'émission conventionnels. Les détenteurs des opinions alternatives par rapport à la pensée unique des médias sont ainsi écartés de l'espace médiatique et marginalisés car ils ne disposent de moyens suffisants pour accéder eux-mêmes à l'espace médiatique (Benkler, 2006, p. 197). Certes, la situation semble changer ces dernières années avec l'avènement de la blogosphère et des

---

<sup>70</sup> Lemieux (2000), p.53

réseaux sociaux qui, bien que de plus en plus politiquement influents, ne parviennent toutefois pas à remplacer les médias conventionnels.

Deuxièmement, la concentration des médias par des conglomérats géants est devenue l'objet de critiques et de préoccupations. Les propriétaires de ces conglomérats achètent en plus des médias des leviers d'influence extrêmement importants qu'ils n'hésitent plus à utiliser dans leurs propres buts ou qu'ils vendent au plus offrant, en formatant ainsi à leur guise ou sur commande les flux d'informations et les opinions publiques (Benkler, 2006, p. 197). Les propriétaires des groupes de médias sont devenus des « faiseurs des rois » tels Rupert Murdoch qui pouvait décider du résultat des élections législatives en Grande-Bretagne à travers les médias détenus par son groupe.

Troisièmement, les médias sont excessivement commercialisés car le business-modèle qui régule leur activité repose essentiellement sur les recettes publicitaires. **Or, les annonceurs cherchent un grand public. En conséquence, les médias s'écartent de plus en plus des sujets politiquement importants, complexes et importants, et se tournent vers les sujets aguicheurs ou relaxants pour le public.** Cette commercialisation révèle un conflit existant entre les intérêts d'affaires et l'éthique journalistique car ce sont les intérêts marchands qui deviennent essentiels, abaissant jusqu'à l'extrême le débat, ce qui élimine d'une manière durable toute analyse sérieuse et approfondie de l'actualité (Benkler, 2006, p. 197).

En fait, les médias sont souvent accusés de véhiculer des messages superficiels ou vides de sens, en remplissant leurs pages par des sensations afin d'attirer un public plus large pour pouvoir vendre l'espace publicitaire aux annonceurs (Benkler, 2006, p. 185).

Obligés de passer par les médias pour pouvoir s'exprimer, les hommes politiques formatent leur discours en conséquence selon les attentes des journalistes qui les interviewent et qui sont « auréolés d'un tour moralisateur et sentimental », ce qui « désarme les politiques et les empêche d'évoquer les contraintes de la réalité ». Inévitablement, ce formatage conduit à la baisse de la qualité car les hommes politiques sont « forcés de se soumettre aux médias à la fois sur la forme de leur discours et sur le fond ». Les interviewés se trouvent ainsi « dans une position de faiblesse », ce qui « contribue à l'amoindrissement du pouvoir politique ». Au résultat, « le pouvoir politique – la démocratie de contrôle – devient déficient ». <sup>71</sup>

---

<sup>71</sup> Picoche, Nolwenn (2011)

Une situation paradoxale en résulte : « *Les médias se transforment en anti-pouvoir mais ils ne disposent pas des moyens pour remplacer le politique qu'ils détruisent* ». Ainsi l'anti-pouvoir « *sécrète une dépolitisation profonde qui commence avec ce dont il traite. Il se défait avec les pouvoirs qu'il dissout* »<sup>72</sup>. En d'autres termes, « *une fois qu'il a détruit les autres pouvoirs, l'anti-pouvoir, le journalisme se retrouve seul et sa raison d'être n'est plus, il n'a plus rien à qui s'opposer [...] En passant de contre-pouvoir à anti-pouvoir, le journalisme s'est conduit lui-même à sa perte* ».<sup>73</sup>

---

<sup>72</sup> Gauchet (2006), p. 29.

<sup>73</sup> Picoche, Nolwenn (2011)

## 2. Les dérives politiques du journalisme

Ces dernières décennies, le journalisme a connu des développements très inquiétants. Les journalistes se sont éloignés du code déontologique censé réguler leurs activités. Or, on sait que la liberté d'expression des journalistes s'accompagne des responsabilités. L'article 10 (2) de la Convention européenne des droits de l'homme prévoit de nombreuses limitations au droit de la liberté d'expression : *«L'exercice de ces libertés [d'expression] comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire »*.<sup>74</sup>

L'expression sans restriction est capable de porter préjudice aux intérêts des autres, y compris à leur liberté d'expression. La presse, en tant qu'institution disposant d'une puissance considérable qu'elle exerce dans un contexte démocratique, porte une responsabilité pour les conséquences de ses choix.<sup>75</sup>

La responsabilité de la presse envers le public comporte le respect de la vérité, l'obéissance à la loi et le respect des droits et des libertés individuelles.<sup>76</sup>

### 2.1. LA COLLUSION ENTRE LES JOURNALISTES ET LES HOMMES POLITIQUES

Déjà à la fin des années 1960, le marxiste situationniste français Guy Debord a observé que nous faisons tous d'une certaine manière de la société du spectacle. Les médias et les politiques font partie du spectacle, jouant chacun leur rôle respectif. La mise en place du spectacle augmente les tirages, mais aussi la visibilité des hommes politiques, qui cherchent à communiquer avec leurs électeurs. Cette coopération a créé une relation à la fois symbiotique et toxique entre les politiques et les journalistes.<sup>77</sup>

---

<sup>74</sup> Convention européenne des droits de l'homme (2002), Cour européenne des droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, 56p, [http://www.echr.coe.int/Documents/Convention\\_FRA.pdf](http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf)

<sup>75</sup> Levenson (2012), Vol. 1, p. 76

<sup>76</sup> Levenson (2012)

<sup>77</sup> Cammaerts, Bart (2014), Excessive media power in the UK necessitates a more efficient and potent regulatory system, British Politics and Policy, LSE, 26.06.2014, <http://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/media-power-and-regulation/>

La collusion entre les journalistes et les hommes politiques prend de nombreuses formes. Le mariage ou le concubinage en font partie. Un rapport récent fait par l'OJIM (Observatoire des Journalistes et de l'Information Médiatique) « Journalistes et politiques : la proximité jusque dans l'intime » présente de nombreux couples formés en France par des journalistes et des personnalités politiques de premier rang où « se mélangent affaires de cœur et affaires d'Etat »<sup>78</sup>. Le cas le plus connu est celui de couple formé par le Président de la République François Hollande et une journaliste célèbre et influente, Valérie Trierweiler, qui représente « l'illustration symptomatique de la complicité entre la classe politique et le monde médiatique »<sup>79</sup>. Cet exemple n'est cependant pas isolé, mais assez fréquent dans le microcosme politique parisien où des journalistes fréquentent des hommes politiques et *vice versa*. Ainsi, l'hebdomadaire « The Economist » dresse, en 2012, la liste de ministres qui vivent en couple avec des journalistes

- La journaliste chez *Les Echos* Valérie de Senneville est l'épouse du ministre du Travail, Michel Sapin.
- Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, vit en couple avec Audrey Pulvar, qui fut interdite d'entretien politique sur *France Inter*.
- Le ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, est marié à la journaliste au *Nouvel Observateur*, Nathalie Bensahel.<sup>80</sup>

D'autres couples célèbres réunissant hommes politiques et journalistes vedettes sont Bernard Kouchner – Christine Ockrent, François Baroin – Marie Drucker (2006 – 2008)<sup>81</sup>, Jean-Louis Borloo-Béatrice Schönberg.<sup>82</sup>

*The Observer*, l'édition dominicale du quotidien *The Guardian*, commentait la révélation de la liaison entre Arnaud Montebourg et Audrey Pulvar : « Dans le monde anglo-saxon, accuser des journalistes de partager leur lit avec des hommes politiques est très grave. En France, c'est moins une accusation qu'un simple état de

---

<sup>78</sup> Pour "The Economist" les couples politiques / journalistes sont une spécialité française, Atlantico, 8.06.2012, <http://www.atlantico.fr/pepites/pour-economist-couples-homme-politique-femme-journaliste-sont-specialite-francaise-audrey-pulvar-arnaud-montebourg-384643.html>

<sup>79</sup> Collusion journalistes et politiques, <http://tout.canol.fr/media/bv000634.lkdoc.actu55-t.pdf>

<sup>80</sup> Pour "The Economist" les couples politiques / journalistes sont une spécialité française, Atlantico, 8.06.2012, <http://www.atlantico.fr/pepites/pour-economist-couples-homme-politique-femme-journaliste-sont-specialite-francaise-audrey-pulvar-arnaud-montebourg-384643.html>

<sup>81</sup> Baroin fut marié à la journaliste et présentatrice Valérie Broquisse qu'il divorça et avec laquelle il eut trois enfants, puis il vécut en couple avec la journaliste Marie Drucker entre 2006 et 2008. Marie Drucker est la fille de Jean Drucker qui fut un dirigeant de télévision et de Michel Drucker, un présentateur vedette

<sup>82</sup> Couple journaliste/politique : la France, un cas à part, *Nouvel Obs*, 13.12.2010, <http://tempsreel.nouvelobs.com/medias/20101210.OBS4514/couple-journaliste-politique-la-france-un-cas-a-part.html>

fait : ils sortent et dorment ensemble, s'engagent dans une relation à long terme et parfois même se marient ». <sup>83</sup>

Guy Birenbaum, l'animateur de *Ligne j@une*, interrogé par le quotidien britannique, a émis des critiques acerbes concernant les couples journalistes – hommes politiques : « C'est l'hypocrisie française. L'honnêteté et la transparence dans ce pays sont traitées comme des fautes » <sup>84</sup>.

Cette proximité entre le monde politique qui incarne les pouvoirs exécutif et législatif et les journalistes qui sont supposés représenter le « quatrième pouvoir » est inquiétante et soulève la question de l'indépendance des journalistes.

Cette proximité s'explique, selon le journaliste Jean Quatremer, entre autres, par « la fusion sociale et culturelle entre les journalistes et la classe dirigeante ». Il rappelle qu'actuellement les futurs journalistes et hommes politiques font tous les deux Sciences-Po, où ils sont formatés à la même moule de pensée. Ensuite, les journalistes complètent leur parcours universitaire par une école de journalisme, tandis que les politiciens cherchent à entrer à l'ENA, considérée comme une antichambre de l'administration publique. <sup>85</sup>

**Pour Quatremer, ces « liaisons intimes » entre la presse et le monde politique ne se limitent pas « à quelques couples emblématiques », mais « montrent une véritable endogamie », c'est-à-dire « le choix « le choix prioritaire de son époux ou de son épouse, de son compagnon ou de sa compagne au sein d'un même groupe ».** Ce phénomène révèle « l'extrême proximité qui caractérise désormais le haut journalisme parisien et la classe politique ». On ne peut que constater que « loin d'être un contre-pouvoir, le monde médiatique fait désormais partie intégrante du pouvoir par tout un écheveau de relations croisées ». <sup>86</sup>

## 2.2. LA COULEUR POLITIQUE DES JOURNALISTES

Un autre problème qui peut mettre en cause l'indépendance des journalistes est leurs sympathies politiques susceptibles des biaiser leur travail de reportage et d'analyse. **Selon les sondages, les sympathisants de la gauche sont sur-**

---

<sup>83</sup> Cité par *Nouvel Obs*, 13.12.2010,

<http://tempsreel.nouvelobs.com/medias/20101210.OBS4514/couple-journaliste-politique-la-france-un-cas-a-part.html>

<sup>84</sup> Cité par *Nouvel Obs*, 13.12.2010,

<http://tempsreel.nouvelobs.com/medias/20101210.OBS4514/couple-journaliste-politique-la-france-un-cas-a-part.html>

<sup>85</sup> Quatremer, Jean (2012), *Sexe, mensonges et medias*, Plon, 190p.

<sup>86</sup> Collusion journalistes et politiques, <http://tout.canol.fr/media/bv000634.lkdoc.actu55-t.pdf>

**représentés parmi les journalistes. Notre rapport trouve également qu'une certaine gauche, d'inspiration trotskiste, exerce une influence disproportionnée dans l'espace médiatique, en comparaison avec leur poids électoral minuscule.** Certains observateurs essaient de relativiser cette situation, en rajoutant que parmi les propriétaires de la presse et des médias audiovisuels ce sont les sympathisants de la droite qui prédominent largement.

**Le fait que cette classe socioprofessionnelle ne reflète pas les préférences électorales des Français s'explique par ce que la communauté journalistique s'est renfermée depuis un temps sur elle-même, en remplaçant le recrutement fondé sur les mérites ou les talents par la cooptation idéologique qui commence également à prédominer les écoles de journalisme en France.**

Plusieurs sondages réalisés auprès des journalistes français ont révélé qu'ils penchent largement à gauche dans leurs préférences électorales.

**En 2001, l'IFOP a réalisé un sondage pour l'hebdomadaire *Marianne*, en vue des élections présidentielles de 2002. La conclusion était la suivante : « Les journalistes sont, à une écrasante majorité de gauche ». Au résultat, "63 % des journalistes consultés avaient l'intention de voter à gauche (dont 32 % pour Lionel Jospin, qui fut éliminé dès le premier tour, Noël Mamère (13 %), Jean-Pierre Chevènement (8 %), Arlette Laguiller (5 %), Robert Hue (5 %)". Seuls 6% s'apprêtaient à voter pour le centre et la droite (Jacques Chirac (4 %), Alain Madelin (1 %) et François Bayrou (1 %)). Dans ce sondage, Jean-Marie Le Pen ne recueillit aucune intention de vote. Il est à noter que 31% ne se prononcèrent pas.**<sup>87</sup>

**« N'est-il pas étonnant au sein d'une démocratie, notait Philippe Cohen en analysant ce sondage, que 6 % seulement des journalistes osent se déclarer électeurs de droite, quand on estime qu'au moins 50% des Français votent ainsi ? Ou que 87 % des journalistes s'affirment favorables à la régularisation automatique de tous les 'sans-papiers' ? Il faudrait être quelque peu naïf, après cela, pour s'étonner du fossé abyssal qui se creuse entre la caste journalistique et la population », concluait Cohen.**<sup>88</sup>

Un autre sondage fut réalisé parmi les journalistes à l'occasion des élections présidentielles de 2012. Il a montré « un massif suffrage des journalistes en faveur des partis de gauche ». Ainsi, selon ce sondage, au premier tour, François Hollande

---

<sup>87</sup> *Marianne*, n°209, 23-29.04.2001

<sup>88</sup> Cité par Madouas, Fabrice (2012), "Pourquoi les journalistes sont de gauche", Valeurs actuelles, 12.07.2012, <https://www.valeursactuelles.com/politique/pourquoi-les-journalistes-sont-de-gauche-36909>

obtint 39% des voix, Jean-Luc Mélenchon arrivant en deuxième position avec 19% et Nicolas Sarkozy en troisième avec 18%. Au second tour, le candidat de gauche, François Hollande avait été plébiscité par les journalistes, recueillant 74% des voix.<sup>89</sup>

Comment expliquer cette inclination des journalistes pour la gauche ? Il existe certes des raisons historiques et générationnelles qui permettent d'expliquer cette dimension idéologique prédominante. Comme l'expliquait un journaliste du Monde, « L'histoire de la presse française n'est faite que de jeunes qui ont tâté de la politique et qui ont pour politique suivi dans le journalisme, expliquait en 2002 un journaliste du Monde. De 1960 à 1980, les militants étaient tous à l'extrême gauche. À une certaine époque, chaque groupuscule avait son quotidien ou son hebdomadaire. Des centaines de journalistes se sont ainsi formés sur le tas », avant d'être accueillis au sein d'autres rédactions, celle de Libération d'abord, puis du Monde – entre autres.<sup>90</sup>

**L'entrisme des journalistes trotskistes et leur capacité à faire de belles carrières dans le monde des médias s'expliquent par le fait qu'ils « avaient dans leur bagage politique trois outils très efficaces pour s'imposer au sein des rédactions : une appréhension intellectuelle du monde, le sens de l'organisation et le goût du pouvoir symbolique ».**<sup>91</sup>

### 2.3. LES MÉDIAS COMME ACTEURS POLITIQUES

De par leur portée, la presse et les médias audiovisuels « influencent aussi la politique de manière directe ». Toutefois, « cette influence est difficilement mesurable » (Swaelen, 1994). Beaucoup d'observateurs croient que le magnat de médias Rupert Murdoch pourrait décider le résultat des élections en soutenant un candidat contre un autre. On pense ainsi que la victoire du conservateur David Cameron aux législatives est largement due au fait qu'il avait été massivement soutenu par les titres de presse du groupe de Murdoch.

**Un exemple plus proche géographiquement et plus récent est celui des élections présidentielles françaises en 2017. Le candidat Emmanuel Macron, qui manquait de tout pour conduire une campagne électorale, avait été porté aux bouts des bras par la presse. Ce soutien fut si visible qu'il est devenu « le candidat des médias » qui se sont acharnés d'abord contre François Fillion au premier tour, puis contre Marine Le Pen. Fillion fut d'abord harcelé par les médias qui ont monté de toutes pièces le « Penelopegate », au sujet de l'emploi fictif**

---

<sup>89</sup> Revel, Renaud (2012), « 74% des journalistes ont voté François Hollande », L'Express.fr, 14.06.2012

<sup>90</sup> Nick, Christophe (2002), *Les Trotskistes*, Fayard.

<sup>91</sup> Roucaute, Yves (1994), *Splendeurs et Misères des journalistes*, Calmann-Lévy.

de son épouse en tant qu'assistante parlementaire, puis « médiatiquement assassiné » lorsque les médias révélèrent en continu des pièces d'enquête judiciaire à charge. Discrédité par la presse, Fillon fut abandonné par une partie de ses sympathisants, ce qui a réduit sa base électorale en l'empêchant de passer au second tour.

La Présidente du Front national Marine Le Pen fut elle aussi harcelée par la presse de la même manière, en se focalisant sur l'affaire de soi-disant emplois fictifs d'assistants parlementaires. Cette manipulation s'est faite à travers la judiciarisation d'une affaire politique par les médias français.

**Un autre exemple de l'ingérence des médias dans le processus électoral fut l'élection présidentielle américaine en 2016, lorsque tous les principaux journaux étatsuniens ont soutenu la candidate du Parti démocrate, Hillary Clinton, tandis que Donald Trump fut discrédité en boucle à la fois à la télévision et dans les journaux.** Pour élargir son audience et éviter la dépendance des médias qui lui étaient d'emblée hostiles, le candidat du Parti républicain a mobilisé les réseaux sociaux et le Tweeter qui échappaient à la censure des journalistes.

Tout au cours de cette campagne, les médias étatsuniens n'ont fait que ridiculiser Donald Trump, en le présentant comme un perdant du scrutin, comme un psychopathe dangereux, comme un candidat sans aucune expérience politique et comme un ultranationaliste dangereux aussi bien pour l'Amérique que pour le reste du monde. Ce dénigrement fut également dirigé contre son électorat présenté comme des chauvins dangereux, des racistes, des nationalistes, bref comme une populace facilement manipulable par un discours populiste habile. Il s'agissait ici d'une attitude plutôt insultante des médias américains qui n'ont pas hésité à diaboliser la moitié de la population américaine qui a voté pour Donald Trump. **Cet acharnement s'est poursuivi à coup d'investigations journalistiques alimentées par des pièces du dossier d'instruction du FBI sur le soi-disant piratage informatique russe ayant pour but favoriser la candidature de Trump, dont l'arrivée au pouvoir était alors vue par le Kremlin comme positive.**

Comme le rappelait en 2009, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, « les médias et le journalisme influencent l'opinion publique et par là la démocratie elle-même, ce qui signifie que leur portée et puissance ne doivent pas être sous-estimées ». <sup>92</sup>

---

<sup>92</sup> The Economist, 16.05.2005, p.15,81-83.

On peut se demander comment les journalistes et les médias entretiennent une relation sociale avec la société civile et les sources de pouvoir. On sait que les médias, à tort ou à raison, sont vus tantôt comme « le quatrième pouvoir », tantôt comme un « contre-pouvoir », « des chiens de garde » de nos démocraties ou comme « une courroie de transmission » entre citoyens et dirigeants politiques.<sup>93</sup>

Il existe « tout un univers de relations sociales complexes auquel participent autant les journalistes que les classes dirigeantes ». D'une certaine manière, « le mariage des médias avec les différentes sources de pouvoir » constitue un danger pour la démocratie car ceci perturbe le jeu démocratique en favorisant les uns et en marginalisant les autres.<sup>94</sup>

Il faut rappeler que « les contraintes politiques et économiques ont des effets importants autant sur l'organisation du travail des journalistes que sur la marchandisation de l'information et la concentration de la presse ».<sup>95</sup>

Il existe une relation complexe entre les journalistes et les hommes politiques. Dans une démocratie, les médias devraient constituer un « facteur d'influence politique direct limité » à travers la presse d'opinion qui perd de plus en plus du terrain et « facteur d'influence politique indirect, du fait que ce sont eux qui conditionnent principalement l'actualité politique » à travers l'inscription dans l'ordre du jour (*agenda setting*) en se focalisant d'une manière délibérée sur un sujet particulier.<sup>96</sup>

Dans certains contextes, « il arrive que les médias influencent directement la politique » ayant un effet plutôt positif. Ainsi, en Espagne postfranquiste, la presse a « catalysé les aspirations du peuple espagnol pendant la période de transition vers la démocratie », tout en évitant une nouvelle guerre civile. Cependant, « les hommes politiques soulignent, à juste titre, que c'est à eux - et non pas aux journalistes - qu'il appartient de déterminer le débat politique. En effet, la responsabilité politique leur incombe, puisqu'ils ont été élus, même s'ils ne sont pas toujours à la hauteur de leur tâche »<sup>97</sup>.

#### 2.4. LE POUVOIR EXCESSIF ET ABUSIF DES MÉDIAS

Les médias, souvent perçus comme un « quatrième pouvoir », voire un « méta-pouvoir », sont tour à tour soupçonnés de collusion avec le pouvoir politique ou

---

<sup>93</sup> Gingras (2008)

<sup>94</sup> Gingras (2008)

<sup>95</sup> Gingras (2008)

<sup>96</sup> Swaelen (1994)

<sup>97</sup> Swaelen (1994)

encore de manipulation des opinions des citoyens. Ils sont source de toutes les méfiances. Ils sont souvent accusés d'être de plus en plus « sous contrôle », ce qui pourrait aux yeux de certains leur faire perdre ce qui fait leur force, c'est-à-dire leur autonomie<sup>98</sup>.

Ce pouvoir abusif des médias provient de quatre facteurs qui sont reliés entre eux : (1) une imbrication des élites politiques et des journalistes ; (2) le caractère opaque de l'exercice du pouvoir par les médias ; (3) l'absence totale d'un cadre éthique permettant de réguler l'activité des médias (comme le déplorait Karl Popper); et (4) le rejet, par la plupart des médias, de toute forme de régulation imposant la responsabilité et la déontologie.<sup>99</sup>

On peut alors dresser un constat alarmant sous forme de question : « Le « quatrième pouvoir », supposé exercer un contre-pouvoir, aurait-il outrepassé son rôle visant à constituer un contrepoids aux institutions démocratiques ? On est en droit de se demander en effet si les médias ne seraient-ils pas devenus au fil du temps, le « juge suprême du politique », formulant la sanction et exerçant en même temps l'application de la peine ? Cette montée en puissance des médias sans contre-pouvoirs et agissant comme des procureurs à charge, ce que l'on constate de façon emblématique au sein de la télévision, semble inexorable, au point de « modifier l'écosystème de la démocratie ».<sup>100</sup>

### **Deux facteurs expliquent la montée en puissance des médias procureurs et omnipotents : l'ascension de la télévision et le journalisme d'investigation.**

Dans ses débuts, lorsque la télévision n'avait encore connu la multiplication des chaînes et la fragmentation du public, l'apparition du petit écran a pu offrir un contact puissant et immédiat avec le peuple. L'ascension de la télévision a alors métamorphosé le paysage politique, car depuis les années 1970, le débat démocratique, surtout dans les pays développés, s'est organisé en fonction des impératifs télévisuels. La télévision a alors commencé à régner en maître sur le monde politique. Les politiques se sont prêtés au jeu, et se sont improvisés en acteurs sur le petit écran. Etant donné qu'ils sont désormais omniprésents sur les plateaux de télévision, on peut considérer à certains égards que les politiques sont devenus des marionnettes – ce qu'ils sont d'ailleurs rapidement devenus de façon

---

<sup>98</sup> Vaचेz, Nathalie (2013), « Quelles relations entre les médias et la politique ? », Ré à la Hune, 22.08.2013, <http://www.realahune.fr/quelles-relations-entre-les-medias-et-la-politique/>

<sup>99</sup> Cammaerts, Bart (2014), Excessive media power in the UK necessitates a more efficient and potent regulatory system, British Politics and Policy, LSE, 26.06.2014, <http://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/media-power-and-regulation/>

<sup>100</sup> Pingaud, Denis, & Poulet, Bernard (2006), « Du pouvoir des médias à l'éclatement de la scène publique. » Le Débat, n°138, janvier-février, p. 6- 16.

concrète sur Canal + - la télévision la plus infiltrée par les milieux trotskistes d'ailleurs avant le récent rachat par le groupe Bolloré - à travers notamment les « Guignols de l'info » ou autres, dans les grilles de plusieurs programmes.<sup>101</sup> **Le « quatrième pouvoir » se rêve désormais être devenu par conséquent comme le « premier pouvoir ».**

### **Le coup d'Etat médiatique : la presse, le premier pouvoir qui échappe à tout contrôle**

En parallèle à l'ascension de la télévision qui est devenue un vecteur très puissant de la politique, les journalistes se sont sentis tout-puissants après l'affaire du Watergate en 1974, lorsque la presse est parvenue à faire tomber le président américain Richard Nixon, alors pourtant considéré comme l'homme le plus puissant du monde. **Plusieurs médias ont depuis tenté d'imiter ce modèle de journalisme d'enquête et de procureurs à charge capables de décider du sort d'un homme politique et de faire ou défaire les rois, dont *Libération* et *Le Monde*, où s'est fait son nom un certain Edwy Plenel. C'est alors que « de quatrième pouvoir, la presse et l'ensemble des médias vont peu à peu convaincre et se convaincre qu'ils sont devenus le premier pouvoir ».**<sup>102</sup>

Les médias vont désormais, à coups d'investigations et de révélations, traquer les abus de tous les autres pouvoirs, en particulier ceux des politiques, mélangeant les grandes affaires comme le Watergate aux révélations sur la vie privée des politiciens.<sup>103</sup>

Quant à elle, la France n'échappe pas à cette tendance qui a vu la conclusion d'une nouvelle alliance entre la justice, la police et les médias, et qui a bouleversé de fond en comble les traditionnels rapports de force au sein de la démocratie devenue « médiacratie ». **On assiste alors à une dégringolade lorsque « les juges, principalement les magistrats, les instructeurs et, dans une moindre mesure, les policiers, violant délibérément le secret de l'instruction, fournissent informations et dossiers aux 'journalistes d'investigation' ».**<sup>104</sup> Edwy Plenel y excellera lorsqu'il deviendra, en 1982, chargé des affaires de police et des services secrets pour le quotidien *Le Monde*. Dans son activité d'investigation, il mobilisera un impressionnant réseau de contacts qu'il a établis lorsqu'il faisait partie de sa formation militante trotskiste, la LCR. Il a alors ses entrées au ministère de l'Intérieur, à la Justice et à Matignon. **Plenel acquiert alors rapidement une**

---

<sup>101</sup> Pingaud & Poulet (2006)

<sup>102</sup> Pingaud & Poulet (2006)

<sup>103</sup> Pingaud & Poulet (2006)

<sup>104</sup> Pingaud & Poulet (2006)

**célébrité en accumulant, semaine après semaine, des scoops qui bouleversent le paysage politique français (les Irlandais de Vincennes, Pechiney, Chaumet, Carrefour du développement, etc.).**<sup>105</sup>

Avec la désacralisation de la politique, les hommes politiques, tous sans exception, deviennent vulnérables et s'exposent au journalisme d'investigation qui évolue progressivement vers une « prédation médiatique ». **Plenel vise alors très haut en s'attaquant à des chefs d'Etat et à des ministres.**

Avec l'émergence du « pouvoir médiatique », les médias deviennent « à leur tour l'enjeu d'une lutte pour le pouvoir ». Durant cette période, on assiste à « une lutte de castes, d'abord, entre les intellectuels et les journalistes pour savoir qui exercera le magistère de l'autorité et de l'arbitrage de la morale. C'est sur ce terreau que poussera cet étrange hybride qu'on a baptisé « l'intellectuel médiatique' ».<sup>106</sup>

## 2.5. LES MÉDIAS COMME MANIPULATEURS PROFESSIONNELS

Les médias sont souvent perçus comme des grands manipulateurs de l'opinion publique et de l'espace politique, agissant parfois contrairement à l'intérêt public et défendant souvent aussi les intérêts individuels. La globalisation de l'espace médiatique a facilité les flux d'information, générant de ce fait une société fondée désormais sur de nouvelles technologies d'information et devenue manipulatrice. La société globale prétend en effet exercer une influence absolue sur les événements en se basant sur le savoir scientifique, débarrassé de son contenu spirituel et moral.<sup>107</sup>

La question qui se pose à ce stade de notre analyse, est de savoir **comment, dans cette société, certains médias parviennent-ils à jouer un rôle subversif, en justifiant ce qui doit être considéré comme inconcevable et dans le même temps en diabolisant des formations politiques ou des nations tout entières jugées du mauvais côté.**<sup>108</sup>

Une autocensure « invisible » régulée par les prescripteurs de bienfaisance et de pensée unique est exercée à l'échelle globale sur les flux d'information. Les médias politiquement engagés ne font ainsi que suivre les orientations imposées par les

---

<sup>105</sup> Péan & Cohen (2003)

<sup>106</sup> Pingaud & Poulet (2006)

<sup>107</sup> Herman, E.S. (1999), *The myth of the liberal media: An Edward Herman reader*, New York: Peter Lang.

<sup>108</sup> Palevic, Milan, & Djordjevic, Srdjan (2013). "Freedom of information and abuse of media in the process of globalization." *Webology*, 10(1), Article 104. Available at: <http://www.webology.org/2013/v10n1/a104.html>

centres du pouvoir politique, les milieux corporatifs et les multinationales, en appauvrissant la conscience, l'esprit critique, la vitalité et la créativité des citoyens.

Un exemple de cette autocensure est la couverture, par les médias, de guerres considérées comme étant de bon droit dans le monde d'après-guerre-froide dominé par l'hyperpuissance américaine. Les médias les ont présentées comme « nos guerres », « les guerres contre le terrorisme » ou comme des « interventions humanitaires » ayant pour objectif de combattre un ennemi réel et imaginaire qui menacerait l'ordre global imposé par la vision anglo-américaine du monde.<sup>109</sup>

Ces guerres « humanitaires » sont alors justifiées et présentées comme « normales », tandis que « l'ennemi », non pas au sens stratégique du terme de celui qui nous agresse et menace, mais au sens du récalcitrant à l'ordre occidental anglo-saxon atlantiste, est diabolisé. Cette vision dualiste, en noir et blanc, foncièrement manichéenne, qui prévaut dans la médiasphère et son pendant politique, est basée sur une dichotomie entre « notre bien » et « leur mal », « nos bonnes intentions » et « leurs desseins criminels ». **Les médias suggèrent à leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs que les Autres incarnent la menace majeure à leur sécurité et bien-être.** Dans ces conditions, le recours à la force est présenté comme « inévitable » et « acceptable ». Ce postulat exonère ceux qui commettent les crimes de guerre les plus cruels, commis notamment par les forces de l'OTAN et par d'autres formations armées d'Etat trop puissants pour être attaqués. On sait que ces forces militaires atlantistes furent largement impliquées, par exemple, dans les meurtres de civils afghans et irakiens.<sup>110</sup>

**La même attitude médiatique a justifié la diabolisation des Serbes, systématiquement présentés comme des perturbateurs de l'Ordre mondial établi, irresponsables, voire génétiquement prédisposés à incarner « mal absolu », car meurtriers de musulmans.** Ainsi, pendant les guerres en ex-Yougoslavie, les Serbes furent décrits par les médias comme ceux qui violaient des femmes en masse et comme des hommes qui avaient (re)créé des camps d'extermination. **Un journaliste américain a même écrit que les Serbes, à l'instar de la solution finale de l'Allemagne nazie, acheminaient leurs prisonniers dans les camps de la mort.** Certes, ces camps pour prisonniers de guerre existaient en Bosnie, mais ils furent mis en place par toutes les parties prenantes de cette guerre – par les Bosniaques, les Croates et les Serbes. **Toutefois, seuls les Serbes furent accusés de l'avoir fait par les médias occidentaux. Pire, d'une manière délibérée, les journaux occidentaux ont fabriqué des photographies fausses reproduites à travers le monde entier, ce qui n'a fait**

---

<sup>109</sup> Palevic & Djordjevic (2013).

<sup>110</sup> Palevic & Djordjevic (2013).

**que stigmatiser davantage le peuple serbe. On pense bien sûr à la célèbre photo montrant des hommes amaigris derrière les fils de barbelés. Il a été démontré par la suite que cette photo fut un faux fabriqué sciemment dans un but de manipulation flagrante afin de créer une illusion d'un camp de concentration.<sup>111</sup>**

Photos des soi-disant « camps de concentration » serbes en Bosnie et de Milosevic présenté comme le chef nazifiant d'une Nation de nationalistes racistes durant les guerres yougoslaves

---

<sup>111</sup> Palevic & Djordjevic (2013)

Un camp où l'on purifie les ethnies,  
ça ne vous rappelle rien ?



HALTE AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ DES NATIONALISTES SERBES

Les discours sur la purification ethnique,  
ça ne vous rappelle rien ?



HALTE AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ DES NATIONALISTES SERBES

Dans le même sens, il faut interpréter les mantras diffusés constamment par les journalistes occidentaux sur « la destruction barbare de Dubrovnik et le siège de Sarajevo » par les « agresseurs serbes ». Ces manipulations médiatiques ont facilité la condamnation politique et morale de la Serbie.

Pendant le conflit du Kosovo, lorsque l'OTAN lançait des bombardements contre la République fédérée de Yougoslavie, les médias européens et nord-américains furent inondés d'images de femmes et d'enfants victimes de « nettoyages ethniques ». L'utilisation sélective de ces clichés a permis de justifier l'agression contre le peuple serbe.<sup>112</sup>

A cet égard, la photo du fameux « charnier de Raçak, au Kosovo, qui fut hypermédiatisée juste avant le déclenchement des bombardements de l'OTAN contre la Serbie durant l'hiver 1998-1999, est à mettre dans les annales de la désinformation politico-médiatique, et l'équipe du monde participa allègrement à la diffusion des accusations selon lesquelles les Serbes se comportaient comme les nouveaux « nazis » coupables de « génocider » les musulmans albanophones.

« Charnier de Raçak »

---

<sup>112</sup> Palevic & Djordjevic (2013).



### MASSACRES A TIMISOARA<sup>113</sup>

En décembre 1989, l'agence de presse est-allemande ADN, citant des Roumains qui vivent en RDA, révèle qu'à la suite d'une sanglante répression, les manifestations qui viennent d'avoir lieu à Timisoara, une ville de l'ouest de la Roumanie, ont fait entre trois à quatre mille morts. Deux jours plus tard, la même agence avance des chiffres plus précis : 4 600 morts, 1 860 blessés. L'agence yougoslave Tanjug parle de son côté de 4 700 morts. Le même jour, l'AFP signale que des témoins interrogés par la télévision hongroise ont évoqué la découverte dans les faubourgs de Timisoara d'une fosse contenant 4 630 cadavres.

Ce n'est cependant que dans la soirée que parviendront en Occident les premières images de cette découverte macabre : plusieurs cameramen bulgares sont parvenus à filmer assez longuement quelques-uns des quatre mille cadavres qui ont été exhumés. Bien que l'image soit assombrie (la scène a été tournée de nuit à la lueur de torches), on distingue plusieurs corps dénudés et criblés de balles, notamment celui d'une femme sauvagement assassinée portant sur le ventre le cadavre de son bébé. La télévision française va diffuser ces images, tout comme les organes de radio et de presse écrite reprendront amplement l'information. Avant que l'on n'apprenne

---

<sup>113</sup> Lemieux (2000)

quelques jours plus tard qu'en fait de victimes de la répression, la quarantaine de cadavres qui ont été filmés par les cameramen bulgares ont été pour certains, exhumés de la fosse commune de la rue Lipovei (située dans le « cimetière des pauvres »), pour d'autres, retirés de la morgue où ils venaient d'être autopsiés suite à une mort le plus souvent naturelle. La femme au bébé avait succombé à une crise d'éthylisme. Le bébé posé sur son ventre n'était pas le sien.

**Les leçons des désinformations relatives aux guerres yougoslaves ou à la révolution roumaine sont que l'utilisation abusive de la liberté d'expression et des médias affectent d'une manière négative les droits de l'homme. Ceci est d'autant plus grave lorsque les médias font la promotion des guerres et de la violence, ou plus exactement lorsque les médias exonèrent les auteurs des crimes de guerre ou relativisent le mal.**

Il faut reconnaître qu'une parole parue dans un journal peut être aussi meurtrière qu'une épée et qu'elle pourrait « tuer » une personne. La globalisation des médias n'explique pas tout. L'utilisation des médias dans le but de la propagande politico-idéologique ou stratégique puis le processus de diabolisation de l'Autre pour consolider le « nouvel ordre » annoncé triomphalement par George H. Bush en 1990 qui a annoncé l'avènement d'un monde postmoderne, rappelle étrangement à certains égards l'instrumentalisation des médias par des régimes totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle.<sup>114</sup>

Le CAS DE LA MERE DE ROMAN POLANSKI<sup>115</sup>

En avril 1993, le magazine *Voici* révélait, photos à l'appui, que le cinéaste Roman Polanski était en train de délaisser totalement sa mère qui vivait à Cracovie en Pologne, et que celle-ci se laissait mourir de chagrin.

Peu de temps après, Roman Polanski faisait parvenir à la presse la mise au point suivante : sa mère est morte en 1942 dans la chambre à gaz du camp d'extermination d'Auschwitz où elle a été déportée par les nazis. L'hebdomadaire indiqua alors que son « erreur » résultait d'une succession d'intermédiaires et d'une mauvaise traduction.

*Voici* avait acheté ce reportage sur Roman Polanski à l'agence Gamma avec laquelle le magazine avait l'habitude de travailler. Mais Gamma l'avait elle-même reçu de l'agence autrichienne Weco qui avait déjà vendu cet article au magazine allemand

<sup>114</sup> Palevic & Djordjevic (2013).

<sup>115</sup> Lemieux (2000)

*Bunte*. « Nous avons eu tort de ne pas vérifier cette information. Mais compte tenu du flot de textes et de photos que nous recevons et du fait que l'article et les photos avaient déjà été reproduits sur une double page dans *Bunte*, nous étions plutôt portés à la confiance », devait déclarer pour sa défense le directeur de la rédaction de Gamma.

La capacité des médias à inciter à déclencher des conflits et à provoquer leur escalade consécutive après avoir fait monter la tension n'est malheureusement pas régulée par les institutions politiques et par aucune instance ou « ordre » comme cela existe dans les professions libérales (ordre des médecins, des avocats, etc). Les journalistes comme ceux qui ont diffusé les fausses informations décrites précédemment, et qui ont joué un rôle majeur en contribuant à l'escalade de nombreux conflits locaux et régionaux, essentiellement de nature ethnique ou nationaliste, étaient dépourvus de scrupules éthiques et de toute conscience professionnelle.<sup>116</sup>

**Dans des situations marquées par des tensions et conflits internes, les médias constituent un champ de bataille virtuel (« théâtre d'opération mental ou représentationnel », dicit Bruno Lussato), où les journalistes jouent le rôle de soldats de première ligne.** Après avoir perdu le sens de l'éthique et du professionnalisme déontologique, certains journalistes deviennent ou sont d'emblée eux-mêmes les victimes de la désinformation qui parfois les dépasse, tandis que d'autres se transforment en complices des opérations manipulatoires visant à couvrir des crimes, voire des criminels d'Etat, en justifiant des guerres. La violence, qui est propre à tout conflit armé, affecte les reporters présents sur le champ de bataille à tel point qu'ils génèrent eux-mêmes de la violence en l'alimentant avec la diffusion d'images à travers les écrans de télévision, ce qui est le cas notamment de la propagande jihadiste-terroriste et de la diffusion d'images horribles et de revendications, que les médias assurent au grand bonheur et selon les calculs stratégiques des terroristes salafistes. Les médias et les journalistes participent ainsi aux conflits armés en prenant parti pour les centres du pouvoir politique, en incitant à la violence « justicialiste » et en la rendant « légitime ». Les journalistes doivent souvent faire face au dilemme moral qui consiste à choisir entre être bon journaliste ou bon patriote, fidèle à la vérité ou à son pays.<sup>117</sup>

---

<sup>116</sup> Hamelink, C.J. (2008), "Media between warmongers and peacemakers", *Media, War & Conflict*, 1(1), pp. 77-83.

<sup>117</sup> Palevic & Djordjevic (2013).

3. *Mediapart* comme « justicialiste » de la démocratie française et courroie de transmission d'enquêtes de police transmises illégalement

Médiapart occupe une place à part dans la sphère médiatique française. Ce media est perçu par le beau monde politique parisien comme un outil manipulé par des forces maléfiques qui tentent de redécouper l'échiquier politique français par des coups tordus, des campagnes d'harcèlement, des tentatives de dénigrement et des "meurtres médiatiques", le tout étant largement alimenté par des fouilles dans les poubelles ou des infractions systématiques de la loi. En réalité, la réalité est bien plus complexe, et nous verrons que *Mediapart* n'est pas le tueur du système politique, mais le noyau-dur et le bras armé d'une tendance politique propre, aux idées cohérentes et très orientées, donc un acteur politique à part entière.

*Mediapart* semble entretenir des liens occultes avec des magistrats et des policiers qui n'hésitent pas à lui transmettre des pièces d'instruction, à l'utiliser comme « poisson pilote » et haut-parleur opportun, ce qui constitue certes une violation flagrante du secret d'instruction, mais est un phénomène classique qui a connu des sommets avec le journal *Le Monde* tel que l'a révélé le *La face cachée du Monde* de Pierre Péan et Cohen (voir *infra*). La justice française, ou au moins une de ses parties les plus idéologisées et les plus radicalisées, notamment celles ayant un penchant évident vers la gauche, voire l'extrême gauche, y compris trotskiste. **Comme le rappelle très justement Daniel Schneidermann dans son ouvrage *Le cauchemar médiatique*, paru en 2003 dans le sillage de l'enquête de Péan et Cohen *La face cachée du Monde*, « les 'scoops' les plus retentissants [de Plenel] ne seraient souvent que des réécritures de procès-verbaux judiciaires fournis par des juges ou des avocats qui instrumentalisent ainsi le journaliste à leurs propres fins »<sup>118</sup>.**

Cette symbiose contre-nature entre, d'une part, les trotskistes au départ hostiles aux forces de l'ordre, et, de l'autre, les forces de police ou la justice, qui s'est réalisée au résultat de l'entrisme des groupuscules trotskistes dans les médias, les universités, la justice et la fonction publique d'une manière plus large, dont le renseignement intérieur, représente selon nombre d'analystes un réel danger pour la démocratie en France. **Il s'agit ici d'un phénomène devenu visible certes plus récemment, mais qui existant en réalité depuis de nombreuses années, un phénomène qui résulte en fin de compte d'un hold-up de la médiasphère sur la vie politique.** Cet hold-up ou coup d'Etat médiatico-idéologique a été réalisé en silence et en toute opacité par des réseaux occultes qui prétendent agir en fait comme des défenseurs de la démocratie et lutter vertueusement contre la corruption qui aurait métastasé notre classe politique et nos gouvernants, mais qui en réalité ne sont rien

---

<sup>118</sup> Schneidermann (2003).

d'autre qu'une « machine de guerre » médiatique, agressive,, orientée, qui choisit les méchants corrompus de façon très sélective, selon des critères purement idéologiques, en épargnant les personnalités idéologiquement favorables, et qui agit sans scrupules pour monopoliser son emprise sur les médias afin de renforcer toujours plus son influence sur la classe politique à travers des coups tordus.

Qui est derrière cette « guerre médiatique » que *Mediapart* délivre afin de « gauchiser » le paysage politique français et orienter les débats sociétaux en lançant des coups toujours plus destructeurs contre, notamment la droite catholique ou conservatrice, sans toutefois épargner non plus la gauche classique non subversive, tout cela pour avancer la cause des groupuscules trotskistes, largement minoritaires, mais qui sont en plus actifs et agressifs, déterminés et même fanatisés ? L'un des éléments de réponse est que **l'objectif de cette action militante de type idéologique et « justicialiste » n'est ni plus ni moins que de déstabiliser la société française, l'Etat-nation régalien, puis de démolir par un travail de sape continu, les partis traditionnels, aussi bien à gauche classique républicaine que de droite, dans le but stratégique de long terme visant à préparer une transformation sociétale violente, selon le modèle chaviste, qui a réussi à détruire complètement un Etat (le Venezuela), pourtant prospère et détenteur de grandes ressources pétrolières. La logique de ce justicialisme anti-régalien et subversif est par conséquent très cohérent et poursuit un objectif politico-idéologique évident, à savoir l'impératif de faire la révolution permanente, chère aux groupes trotskistes, puis de déstabiliser l'Etat-Nation et la démocratie afin de créer les conditions d'un chaos sur lequel pourra un jour être édifiée une société sans classes et sans Etats, c'est-à-dire l'utopie anarchisante finale du marxisme trotskiste et internationaliste.**

Sur le plan politique, on observe cette stratégie chez un autre ex-trotskyte allié à l'ancien parti stalinien par opportunisme, **Jean-Luc Mélenchon, lequel a consacré sa vie à la destruction du Parti socialiste. De par son profil, Edwy Plenel s'inscrit en partie lui aussi dans cette vision destructrice de la politique qui obéit à une vraie cohérence doctrinale.** Il affirme certes avoir coupé depuis longtemps le cordon ombilical avec la très active communauté trotskiste française. En réalité, on sait que comme nombre d'anciens trotskistes, il n'a jamais réellement renoncé à cette idéologie révolutionnaire délétère et dangereuse pour la société française et la république. **Il a en partie dissimulé son vrai visage idéologique en suivant la stratégie d'entrisme très efficace (*Le Monde*) qui l'a conduit aux sommets de la respectabilité journalistique aux yeux des intellectuels français, jusqu'à devenir incontournable et courtisé**

**même par ses ennemis idéologiques qui craignent par-dessus tout son pouvoir de nuisance.**

Cette « respectabilité » acquise à force d'entrisme et d'infiltration de longue date, a été instrumentalisée par lui et par ses acolytes dans l'objectif stratégique de saper et détruire les fondements mêmes des valeurs nationales de la nation française et de l'Occident, perçus par les trotskistes de l'Hexagone et d'ailleurs comme l'obstacle principal, l'ennemi naturel à démanteler afin de réaliser la propagation de leur idéologie révolutionnaire sur les ruines de l'Etat-nation souverain.

### **Trotskisme et islamisme radical, les deux facettes de la subversion**

**Paradoxalement, Edwy Plenel reproduit la stratégie de dissimulation pratiquée systématiquement par des islamistes radicaux qui se fondent dans les sociétés d'accueil en Occident, en feignant d'accepter les us et les coutumes des populations locales pour ensuite s'attaquer à elles et saper par leur communautarisme sécessionniste les fondements mêlés des sociétés « mécréantes honnies ».** Dans l'univers chiite, on connaît ce phénomène sous le nom de "*taqiya*", ou art de la dissimulation que les djihadistes ont repris à leur compte d'après des textes de la Sharià permettant la « ruse de guerre » et la « tromperie pour le jihad », et manient à merveille. Il semblerait par exemple que Mohamed Merah, le tueur de Toulouse et Montauban, aurait déclaré, le 22 mars 2012, « ce n'est pas l'argent le nerf de la guerre, c'est la ruse ! », avant d'être abattu par le Raid qui donnait l'assaut de son appartement »<sup>119</sup>.

La *taqiya* « désigne 'l'art de dissimuler sa véritable pensée pour arriver à la victoire', expliquait à TF1 François-Bernard Huyghe, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), au printemps 2015. Selon le juge anti-terroriste Marc Trévidic, la sphère djihadiste s'est formée à cet "art" dès les années 1990, lorsqu'Al-Qaida a commencé à initier ses troupes<sup>120</sup> ».

Edwy Plenel emprunte aux djihadistes cette *taqiya*, qui destine le militant subversif et révolutionnaire à être rusé, à feindre, et à tromper, ainsi que l'a écrit le juge Marc Trévidic dans son ouvrage *Terroristes, les sept piliers de la déraison*. Il puise pour cela dans l'arsenal de la guerre « mentale », très étudiée et théorisée dans l'univers doctrinal trotskiste de ses premiers amours idéologiques.<sup>121</sup> Ces emprunts ne sont pas dus au hasard, mais s'expliquent par des similitudes entre les trotskistes et les islamistes. Les deux mouvances ultra-radicales, chacune dans son contexte,

---

<sup>119</sup> La "*taqiya*", ou l'art de la dissimulation des djihadistes, *Europe 1*, 29.07.2016, <http://www.europe1.fr/societe/la-taqiya-ou-lart-de-la-dissimulation-des-djihadistes-2810476>

<sup>120</sup> Ibidem.

<sup>121</sup> Trévidic, Marc (2014), *Terroristes : les sept piliers de la déraison*, Le Livre de Poche, 288p.

constituent des organisations « révolutionnaires » antisystèmes qui cherchent à démanteler coûte que coûte l'ordre sociopolitique existant. Les deux se positionnent comme étant également anti-élites : elles rejettent non seulement les élites existantes, mais également l'ensemble du corpus idéologique dont elles sont porteuses, y compris les valeurs de la nation. **Les jihadistes et les trotskistes rejettent l'existence de toute frontière : pour les uns, ces frontières sont en contradiction avec le projet du califat planétaire, pour les autres, les frontières ne font aucun sens dans le projet de la révolution prolétaire mondiale, car les prolétaires n'ont de patrie comme l'affirmait jadis Karl Marx.** On trouve dans l'un des ouvrages fondateurs du marxisme cette négation de la nation car « [...] *tandis que la bourgeoisie de chaque nation possède encore des intérêts nationaux particulier, la grande industrie créa une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps* ». <sup>122</sup>

En raison des stratégies similaires, selon le principe « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », les deux mouvances radicales se sont souvent retrouvées alliés de circonstance depuis des décennies, car toutes deux s'attaquent à la Nation. **Des passerelles entre l'extrême gauche et les islamistes se sont ainsi créées en France, ce qui explique les positions systématiquement prises par Edwy Plenel et Mediapart en faveur des islamistes et d'une manière générale en faveur de l'immigration musulmane présentée comme un bloc positif, une réalité globalement vertueuse impossible à refuser et qu'il serait criminel, raciste et intolérable de dénigrer.**

Il ne s'agit ici également de considérations électoralistes qui ont poussé par exemple le Parti socialiste – dont sa composante ex-trotskyiste proche de Benoist Hamon et Harlem Désir – à prendre des positions pro-islamistes de manière conjoncturelle ou récurrente, tombant même parfois ainsi « dans une idolâtrie sans faille pour le voile islamique » <sup>123</sup> pour ne pas froisser son électorat de confession musulmane. Le fameux islamologue et politologue Gilles Kepel a bien décrit cette stratégie électorale pro-musulmane et même pro-islamiste dans son analyse de l'émergence de l'électorat confessionnel concentré dans les banlieues françaises. <sup>124</sup>

Cette « alliance rouge-verte » découle ici d'une vision plus militante, fondée sur le rejet de l'Etat, considéré comme illégitime, car incarnant la domination de la

---

<sup>122</sup> Marx, Karl et Engels, Friedrich (1976), *L'Idéologie allemande*, Éditions Sociales, p. 59.

<sup>123</sup> Bruckner (2017b), p. 55.

<sup>124</sup> Kepel, Gilles, Jardin, Antoine (2015), *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français* Gallimard, 330 p.

« bourgeoise » (minoritaire) sur le prolétariat (minoritaire). Il s'agit ici des détruire ici les fondements même du « monde ancien » pour construire un « monde nouveau » et un « homme nouveau », sans l'exploitation et l'épanouissement des prolétaires, bref, sur le principe de la *tabula rasa*. Nous verrons que Plénel et ses acolytes n'ont pas hésité, dans ce contexte d'alliance rouge-verte subversive contre l'Etat-nation, à soutenir une idéologie totalitaire foncièrement anti-occidentale, et à instrumentaliser les musulmans posés en victimes absolues des « croisés-sionistes », ceci afin de réaliser leurs objectifs stratégiques néfastes. **Ce n'est pas un hasard si *Le Figaro-Magazine* a classé Edwy Plénel comme faisant partie de la nébuleuse pro-islamiste en le qualifiant d'« agent d'influence de l'islam »,<sup>125</sup> notamment ainsi qu'on peut le lire dans l'ouvrage de Plénel, « *Pour les Musulmans* », véritable plaidoyer victimaire tiersmondiste pro-islamiste qui dépeint l'ensemble des musulmans comme une communauté sans tâche qui n'aurait aucunement besoin de se remettre en cause ou en questions et qui serait la cible des nouveaux racistes par excellence que seraient les « islamophobes », non pas incarnés par la seule extrême-droite raciste xénophobe mais en général par les forces régaliennes laïques et les défenseurs des valeurs de l'Occident judéo-chrétien.**

A cette dimension pro-islamiste de *Mediapart* ajoute ses liens opaques avec des acteurs extérieurs qui soutiennent l'enracinement de l'islamisme dans nos banlieues et dans les milieux intellectuels bien-pensants et droit-l'hommistes qui cherchent à extirper les racines et les valeurs nationales françaises. On verra que Plénel s'inscrit dans la mouvance frériste (Frères musulmans) qui infiltre depuis des décennies le champ politique et intellectuel français à coups de lux de financements quasi-ininterrompus arrivant principalement du sponsor attitré des Frères qu'est le Qatar (aux côtés de la Turquie et du Koweït, depuis que l'Arabie saoudite a cessé de les financer pour des questions de pouvoirs et de rivalités inter-islamistes).

**Ce couple trotskisto-islamiste ne lésine pas sur les moyens pour atteindre ses objectifs, en faisant recours à des méthodes contraires à toute déontologie journalistique. On verra que Mediapart s'est transformé en un justicier qui se positionne au-dessus de la justice, de l'Etat et des normes qui régissent le journalisme.**

Si l'on inscrit le phénomène Mediapart dans notre analyse d'une manière plus large, on peut observer qu'il s'agit d'une excroissance de ce virus du journalisme de procureurs à charge qui détruit peu à peu tout débat démocratique par l'instauration de l'intimidation, de la terreur intellectuelle et des menaces et attaques ad hominem

---

<sup>125</sup> Nouzille, Vincent, & Waintraub, Judith (2017), Politiques, journalistes, intellos: enquête sur les agents d'influence de l'islam, *Le Figaro-Magazine*, 06.10.2017

fatales. Ce mutant offensif et socialement mortel issu du croisement délibéré des Wikileaks et du Murdochgate aboutit à une réalité post-démocratique et médiocratique qui a substitué le journalisme de manipulation et de la pensée unique au journalisme déontologique et neutre, dans le cadre d'une stratégie de sape des valeurs traditionnelles et des principes régaliens étatiques, c'est-à-dire à l'encontre de la nation française et de la nation occidentale tout court perçue par cette gauche doctrinaire et révolutionnaire comme un terreau nourricier pour le nationalisme qu'elle abhorre et qu'elle réduit au « fascisme », voire même au nazisme.

### 3.1. Un lien très ancien entre les trotskistes et les islamistes : les frères musulmans

**Le 27 septembre 2017, invité de l'émission « Elie sans interdit » de la chaîne israélienne I24, Pascal Bruckner n'a pas hésité à affirmer que « Mediapart est entre les mains des Frères musulmans ».**<sup>126</sup> L'ingénieur Mohamed Louizi, ancien membre des Frères musulmans,<sup>127</sup> s'est prononcé sans le même sens en février 2016, lorsqu'il a décidé de suspendre son blog sur Mediapart en raison de la « complaisance et de la complicité » de son directeur, Edwy Plenel, avec l'islamisme, les Frères musulmans et notamment l'intégriste Tariq Ramadan. **Selon Louizi, qui est musulman et issu de Mediapart, donc constitue une voix accusatoire crédible et « interne », Mediapart et Plenel seraient devenus un « instrument de propagande fréro-salafiste antilaïcité et anti-république », accusation très grave et d'une rare virulence.**<sup>128</sup>

En mars 2016, Mohamed Louizi, a expliqué sa décision de quitter Mediapart et de dénoncer cette alliance rouge-verte par le fait que « **la ligne éditoriale, plus que complaisante envers l'islamisme et particulièrement envers les Frères Musulmans, que défend notamment Edwy Plenel, [...], pose d'énormes problèmes déontologiques** ». Pour lui, chez Mediapart « l'idéologique se mélange au journalistique » alors qu'il « promettait une certaine exemplarité et de se tenir loin de tout conflit d'intérêts ». Or, Mediapart entretient très clairement « des proximités avec des composantes islamistes » radiales. Louizi admet le fait que « l'islam politique ait le droit de cité dans une quelconque démocratie, par ses propres instruments de propagande », mais **il considère « inadmissible et insoutenable à tout point de vue » que « Mediapart devienne, par le fait d'une minorité dirigeante, un instrument de cette propagande frérosalafiste anti-laïcité et anti-République », « car lorsque l'on reprend les éléments de**

---

<sup>126</sup> Emission « Elie sans interdit », I24, 27.09.2017, <https://www.youtube.com/watch?v=GQP2CNvWPVw>

<sup>127</sup> Louizi (2016a)

<sup>128</sup> Bruckner, Pascal (2017a), *Un racisme imaginaire : la quelle de l'islamophobie*, Grasset, 272p.

langage des 'frères musulmans' (islamophobie) pour empêcher tout débat serein, l'on est plutôt au service des 'frères' contre les intérêts communs de la communauté nationale et aussi des citoyens de foi et/ou de culture musulmane »<sup>129</sup>.

Dire non aux Frères musulmans, #Je\_me\_désabonne\_MDP



Source : Louizi (2016)

Bruckner défend quant à lui l'idée tout aussi grave, selon laquelle l'extrême gauche - et plus particulièrement celle trotskiste - entretient historiquement des relations de connivence avec les islamistes. Ainsi, dans une tribune parue dans le *Figaro-Magazine*, il constate qu'actuellement « **ex-communistes, trotskistes, maoïstes rivalisent dans leur allégeance à la bigoterie pourvu qu'elle soit portée par les adeptes du Coran** ». Pour lui, ces révolutionnaires apprentis devenus des « réactionnaires de gauche », « **haïssent la France non parce qu'elle opprimerait les musulmans, mais parce qu'elle les libère** ». Pour cette mouvance d'extrême-gauche, l'ennemi est « **la laïcité et surtout les dissidents de l'islam qui veulent en finir avec la chape de plomb cléricale, avoir le droit de croire ou de ne pas croire, de vivre comme ils l'entendent** ».<sup>130</sup>

<sup>129</sup> Louizi, Mohamed (2016), "Je me désabonne", *Savoir ou se faire avoir*, 5.03.2016, <http://www.blog.sami-aldeeb.com/2016/03/30/je-me-desabonne/>

<sup>130</sup> Bruckner (2017b), p. 55.

**Les sympathies des trotskistes envers les musulmans et l'islam politique remontent en fait aux guerres anticoloniales.** Dans son ouvrage *Les camarades des frères : Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, l'historien français Sylvain Pattieu retrace avec beaucoup de précision l'implication de l'extrême gauche française dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Ce soutien a pris des formes multiples allant de l'impression de tracts à la fabrication de faux papiers, en passant par la construction d'une usine d'armes au Maroc, les groupuscules trotskistes ont établi des liens très étroits avec le Front de libération nationale (FLN). **Les trotskistes français croyaient sincèrement que la guerre d'indépendance se transformerait rapidement en une révolution socialiste.** Or, ils ont largement négligé « le fait que le FLN est une organisation militarisée tournée vers l'indépendance et non la révolution socialiste ».<sup>131</sup>

**Plus tard, en 1994, un trotskiste britannique, Chris Harman, dans un article « Le Prophète et le Proletariat », expliquait le soutien de sa formation politique des revendications communautaristes des musulmans par le fait que sous la pression grandissante des contradictions sociales la communauté musulmane se détournerait de la religion pour adhérer au marxisme.**<sup>132</sup> Evidemment, cette prédiction s'est révélée être erronée. Non seulement, les musulmans ne se sont pas détournés de l'islam. Au contraire, l'islamisme n'a fait qu'élargir pendant les deux décennies dernières sa base. On a vu, par exemple, qu'à la suite des printemps arabes qui se sont succédés depuis 2011, ce sont les partis socialistes qui ont profité de ces changements de régime et non les progressistes socialisants.

**En plus de son pronostic sur le caractère potentiellement révolutionnaire des islamistes, Harman fait, dans son article, une longue analyse sur l'islamisme des années 1990 afin de définir quelle attitude les formations trotskistes doivent avoir à l'égard de l'islam politique.** Il explique que « *par le passé, la gauche a commis deux erreurs face aux islamistes. La première a été de les considérer comme fascistes, avec lesquels rien de commun n'était possible. La seconde a été de les considérer comme des "progressistes" qu'il ne fallait pas critiquer.* »<sup>133</sup>

Pour Harman, qui écrit son papier en 1994, la montée de l'islamisme constitue tout d'abord plus « une réaction politique, sociale, et anti-impérialiste » que « un succès ex-nihilo des idées intégristes ». **Sans l'avouer, le SWP « considère que la gauche**

---

<sup>131</sup> Pattieu, S. (2014). *Les camarades des frères: Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*. Syllepse

<sup>132</sup> Harman, Chris (1994), "The prophet and the proletariat", *International Socialism Journal*, vol. 64, n°2, <https://www.marxists.org/archive/harman/1994/xx/islam.htm>

<sup>133</sup> Harman (1994)

et l'extrême gauche laïques ont été battues dans les pays arabes, et que désormais la contestation sociale y est véhiculée par les 'partis islamistes de masse' que sont par exemple le FIS (Front islamique du salut) en Algérie (en 1994, quand Harman écrit) et les Frères musulmans en Egypte. » Pour les trotskistes britanniques, « loin d'être les agents directs de l'impérialisme, ces mouvements ont repris à leur compte des slogans anti-impérialistes qui ont considérablement gêné de très importants intérêts capitalistes nationaux et internationaux »<sup>134</sup>.

D'une manière détaillée, Harman tente d'expliquer que les islamistes pourraient constituer des alliés du mouvement révolutionnaire trotskiste. Il rappelle que les membres de la mouvance islamiste *«naissent de groupes sociaux très nombreux qui souffrent dans la société actuelle. Leurs sentiments de révolte pourraient être canalisés vers des objectifs progressistes, si une direction leur était offerte par une montée de luttes ouvrières. Même lorsque le niveau de luttes ne s'élève pas, beaucoup de ceux qui sont attirés par des versions radicales de l'islamisme peuvent être influencés par les socialistes»*<sup>135</sup>.

On retrouve le développement de cette idée dans un papier, publié par Dave Crouch, en 2003, dans la Socialist Review, mensuel du Socialist Workers Party (SWP), groupe trotskyste britannique, où il revient sur la Belle Époque de la révolution russe pour les trotskystes (les années 1917-1923). Crouch **«veut accrédi-ter l'idée que, la charia (la loi islamique) a pu vivre en bonne intelligence avec les soviets (sous-entendu le pouvoir des travailleurs) et que donc aujourd'hui l'histoire pourrait se répéter»**.<sup>136</sup>

Il faut toutefois comprendre que cet exemple historique avait un objectif politique immédiat, à savoir la légitimation des alliances politiques conclues aujourd'hui dans la politique intérieure avec les formations islamistes telle la Muslim Association of Britain. En même temps, Dave Crouch a cherché à blanchir les islamistes à l'international avec lesquels le SWP collabore, comme c'était le cas lorsque le groupe trotskiste britannique a participé aux deux conférences internationales « anti-impérialistes » du Caire aux côtés des Frères musulmans égyptiens.<sup>137</sup>

---

<sup>134</sup> Harman (1994)

<sup>135</sup> Harman (1994)

<sup>136</sup> Crouch, Dave (2003), « Bolsheviks and Islam: Religious Rights », Socialist Review, December 2003 (280), <http://socialistreview.org.uk/280/bolsheviks-and-islam-religious-rights>

<sup>137</sup> Le SWP et l'Islam ou les silences des agneaux (trotskystes), Mondialisme.org, 30.12.2010, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1598>

Ces prises de positions pro-islamistes se sont matérialisées lorsque en 2004, le SWP, en vue des élections locales et européennes, a formé une **coalition électorale nommée Respect qui a intégré en plus des syndicalistes, des écologistes, des travaillistes en rupture de ban, la Muslim Association of Britain (MAB, Association des musulmans de Grande-Bretagne), affiliée aux Frères musulmans.**<sup>138</sup>

En France, les trotskistes ont en fait établi des liens avec les islamistes à partir des années 1980. **Ainsi, en 1983, la « Marche des beurs » a été récupérée des formations trotskystes.** En évoquant cette période, **Bernard Godard explique l'émergence de la question musulmane dans la mouvance de gauche en France : « Dans le gauchisme l'islam a commencé à occuper une place importante en raison du vivier intéressant que pouvait représenter les jeunes des « banlieues », de plus en plus socialisés par les mouvements islamistes, en particulier « fréristes » ».**<sup>139</sup>

Les trotskistes français de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), rebaptisée en 2009 « Nouveau parti anticapitaliste », bien qu'affirmant ne pas pouvoir considérer les islamistes comme des alliés, ont toutefois trouvé des convergences de vues avec eux : **“nous voyons dans la brutalité du capitalisme et des puissances impérialistes l'ennemi principal. Puisque les mouvements islamistes ont surgi comme une réponse à cette domination impérialiste, nous pouvons nous trouver dans les mêmes luttes aux côtés de certains de ces mouvements, sans faire des concessions politiques.**

Dans ces luttes, il peut être possible de convaincre de jeunes islamistes que les idées révolutionnaires répondent infiniment mieux à leur besoin de lutter contre l'impérialisme. C'est pour cela que c'est une erreur grave, et malheureusement courante en France, d'exclure par principe toute organisation musulmane de la lutte contre l'impérialisme.”<sup>140</sup> **On retrouve ainsi de nombreux exemples d'accointances idéologiques entre les islamistes et les trotskistes français. On sait par exemple que la LCR a décidé très tôt de s'opposer à la loi du voile à l'école, au grand dam des militantes féministes, elles-mêmes militantes de ce mouvement.**

---

<sup>138</sup> Davranche, Guillaume (2004), “Extrême-gauche : "Unité d'action" avec les islamistes ?”, Solidarité Irak, <http://solidariteirak.org/spip.php?article132>

<sup>139</sup> Godard, Bernard (2015), La Question musulmane en France, Fayard, 352p.

<sup>140</sup> Socialisme international, printemps 2004

**Les trotskistes tentent ainsi « d’exploiter le potentiel révolutionnaire des musulmans »** (selon les mots de John Molyneux, ancien membre du SWP).<sup>141</sup> **Les islamistes sont reconnaissants pour toute l’aide dans leur mission qui consiste en l’islamisation des nations européennes.**

Comme le rappelle le « repenti » des Frères musulmans et de Mediapart, Mohamed Louizi, **« dans tous les pays où se trouvent des Frères musulmans, en Orient comme en Occident, le projet islamiste est le même depuis la création de la mouvance par Hassan Al-Banna en 1928. Il s’agit de rétablir le califat islamique aux frontières historiques, y compris là où l’islam avait une présence en Europe. Ce projet a un nom : le projet *Tamkine*. [...] Les Frères musulmans s’emploient depuis le début des années 1980, sur le vieux continent, à acquérir divers ‘territoires’ privés pour inscrire, dans la durée, leur récit islamiste comme élément du récit national de chaque pays de l’Europe. Cette opération s’appelle le ‘Tawtine’. Elle est exécutée par la construction de mosquées-cathédrales, par des acquisitions immobilières diverses et variées, des constructions d’établissements scolaires privés, etc. « Sans le ‘Tawtine’, le projet panislamiste ne peut être mené efficacement. Si le Tawtine est l’objectif territorialiste d’une étape, le Tamkine est le but ultime pour que la loi d’Allah, telle qu’elle est comprise par les idéologues et oulémas des frères, domine l’Europe et l’annexe à l’Etat Islamique tant rêvé par les Frères ».** Réfutant en bloc la nature pacifique et légaliste des Frères, **Louizi rajoute que « le frère musulman, par définition, ne peut être que jihadiste, en opération, ou réserviste caressant le rêve de faire le jihad armé un jour.** Lorsqu’il est au stade de réserviste, il doit soutenir par tous les moyens ceux qui partent faire le jihad : soutien financier, soutien médiatique, soutien par les prêches, par les invocations ».<sup>142</sup>

### 3.2. Un (post ?) trotskiste aux commandes de Mediapart

« Journaliste emblématique des années Mitterrand, mis sur écoute par l’Elysée dans l’affaire des Irlandais de Vincennes », Edwy Plenel a été pendant dix ans aux commandes du quotidien *Le Monde*, et a été considéré comme figurant parmi les journalistes les plus influents de France. **Un coup dur lui a toutefois été porté à la suite de la publication du livre *La face cachée du Monde* de Pierre Péan et de Philippe Cohen, qui ont révélé un vaste système de manipulations**

---

<sup>141</sup> Cité par Murphy, Paul Austin (2013), *The New Orientalism: Why Posh Leftists Adore Muslims & the Muslim World*, New English Review, [http://www.newenglishreview.org/Paul\\_Austin\\_Murphy/The\\_New\\_Orientalism%3A\\_Why\\_Posh\\_Leftists\\_Adore\\_Muslims\\_%26\\_the\\_Muslim\\_World/](http://www.newenglishreview.org/Paul_Austin_Murphy/The_New_Orientalism%3A_Why_Posh_Leftists_Adore_Muslims_%26_the_Muslim_World/)

<sup>142</sup> Devecchio, Alexandre (2016), “UOIF, Frères musulmans, salafisme : le dessous des cartes”, *Le Figaro*, FigaroVox, 05.02.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2016/02/05/31003-20160205ARTEFIGoo415-uoif-freres-musulmans-salafisme-le-dessous-des-cartes.php>

**idéologiques, monté par des groupuscules trotskistes, qui ont pris contrôle du journal le plus réputé du pays.** Plénel est souvent décrit comme « redresseur de torts autoproclamé », un « journaliste d’investigation aux méthodes contestées » et un « revanchard militant peu soucieux de la vérité pour les autres »,<sup>143</sup> voire “un manipulateur et un truqueur”<sup>144</sup>.

**Dans le même sens, il est décrit par le journaliste Emmanuel Lemieux qui le qualifie d’« intimidant », « suggérant », « intoxicant ».** Lemieux rappelle que « pour ses détracteurs, Edwy Plénel ressemble à Charlot dictateur, jouant du popotin avec la mappemonde. On y verrait plutôt un dessin à la pointe sèche, éclaboussé de taches noires pour les cheveux et cette moustache années 30. Froid, clandestin, assez dur et un peu inquiet. »<sup>145</sup>

**Le directeur de *Marianne*, Maurice Szafran a également critiqué vertement Edwy Plénel : « Plénel avec une rage d’imposer ses idées et son autorité [...], avait transformé *Le Monde* en un quotidien militant, parfois sectaire, excluant volontiers la contradiction, accentuant les clivages de la société française, menant des combats et même des campagnes, y compris contre des individus [...]. Le code du *Monde* était de la sorte transformé ».**

Quant à lui, le journaliste emblématique et spécialiste des médias, **Daniel Schneidermann, fait une description très négative du patron de Mediapart : « L’indéniable brutalité humaine dont fait preuve Edwy Plénel, écrit-il, sa difficulté à fixer lui-même des bornes à son pouvoir sont d’autant plus déroutantes qu’elles s’entremêlent étroitement à une sincère autoreprésentation en victime (de son dévouement à la collectivité, de la logique de la raison d’État, des complots mitterrandiens et néo-mitterrandiens) [...]. Ainsi s’est créée et s’entretient dans la rédaction [du *Monde*] une atmosphère d’infantilisation impossible à résumer dans une légende noire médiatique, subtil mélange de pression brutale et de chantage affectif [...]. »**<sup>146</sup>

Bien qu’il ait quitté *Le Monde* depuis longtemps et ait fondé son propre média en ligne, Mediapart, devenu rapidement très influent, **la dimension trotskiste de Plénel reste essentielle pour comprendre ses prises de positions idéologiques radicales et particulièrement nocives pour la démocratie, à**

---

<sup>143</sup> Edwy Plénel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

<sup>144</sup> Péan & Cohen (2003)

<sup>145</sup> Lemieux, Emmanuel (2003), “Qui veut la peau de Edwy P.?” , *Technikart* n°69, février 2003, <http://www.technikart.com/qui-veut-la-peau-de-edwy-p/>

<sup>146</sup> Schneidermann, Daniel (2003), *Le cauchemar médiatique*, Denoël.

**savoir la destruction systématique de la république et ses sympathies islamistes à peine dissimulées par une rhétorique antiraciste et pro-immigrationnistes.**

Comme il est bien noté dans son portrait présenté par *l'Observatoire du journalisme*, **« il est difficile de dissocier, du moins en son début, le parcours professionnel d'Edwy Plenel de son parcours politique. Son engagement politique à la Ligue Communiste Révolutionnaire et sa profession de journaliste sont en effet intimement liés, puisqu'Edwy Plenel commence à écrire sous le pseudonyme de Krasny, dès 1969 »**.<sup>147</sup>

La question qui se pose est de savoir **si Edwy Plenel a effectivement abandonné la mouvance trotskiste à laquelle il avait été affilié pendant des années, ou si, comme Péan et Cohen l'affirment, il demeure un « agent d'influence » des trotskistes dans la médiasphère et plus particulièrement dans *Le Monde* avant d'avoir fondé son propre Mediapart ?**

Dans son ouvrage "Secrets de jeunesse" paru en 2001, **Plenel assume pleinement son expérience en tant que militant trotskiste**: « Il n'y a pas de mystère, et encore moins de raison d'en faire des manières : j'ai été trotskiste, et je n'ai même été que cela pendant dix ans ». <sup>148</sup> Il reconnaît que cette idéologie continue à exercer sur lui une certaine influence : **« Le trotskisme comme expérience et comme héritage, fait à jamais partie de mon identité, non pas comme un programme ou un projet, mais comme un état d'esprit, une vieille critique faite de décalage et d'acuités, de défaites et de fidélités. »**<sup>149</sup>

Son camarade, Pierre Rigoulout, comme lui ancien trotskiste, émet des doutes en ce qui concerne les prises de distance annoncées par Plenel avec son groupe trotskiste : **« Étrange... Nous avons tous habillé notre foi en un monde meilleur de toutes sortes d'oripeaux. Et nombre d'entre nous ont ensuite jeté leur défroque de militant révolutionnaire sans regret. (...) Plenel, lui, a peu changé. Et comme s'il sacrifiait toujours aux rites de son ancien groupe, il règle son compte en priorité à ses frères ennemis. Il consacre ainsi des pages entières à la secte lambertiste, concurrente de la sienne, secte dont 99,99 % des habitants de la planète se moquent comme de leur première chemise. Mais pour Plenel, il**

---

<sup>147</sup> Edwy Plenel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

<sup>148</sup> Plenel, Edwy (2001), Secrets de jeunesse, Ed. Stock.

<sup>149</sup> Plenel (2001)

**est important de montrer qu'il existe de bons et de mauvais trotskistes, ou plutôt de vrais et de faux trotskistes ».**<sup>150</sup>

On sait que, sur le plan idéologique, Edwy Plenel évolue logiquement vers le trotskisme dans le sillage de son père, tiers-mondiste convaincu qui avait été militant indépendantiste martiniquais et sympathisant convaincu de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Comme l'explique un journaliste de Libération, «l'obsession du contre-pouvoir provient avant tout du père. En décembre 1959, des émeutes éclatent en Martinique. Alain Plenel, vice-recteur, proteste contre la répression. Il n'appartient à aucun parti, mais fréquente les milieux indépendantistes antillais. [...] Rappelé en 1960, il lui est interdit de sortir de métropole. ».<sup>151</sup> **Dans cette ambiance insurrectionnelle, le jeune Plenel a passé sa jeunesse et adolescence à Martinique et en Algérie qui ont laissé une très forte empreinte sur son engagement tiers-mondiste qu'il combine très naturellement avec le trotskisme, qui comme nous l'avons démontré historiquement avait été un allié du FLN.**<sup>152</sup>

Dans les années 1970, Edwy Plenel a milité dans les rangs de la **Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale - Secrétariat unifié**. Cette formation trotskiste fut connue sous le nom de Ligue communiste depuis sa fondation en 1969 jusqu'en 1973, avant de changer de nom pour « Front communiste révolutionnaire » en 1973, **pour finalement devenir la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le nom qu'elle porta entre 1974 et 2009, lorsqu'elle se transforme en « Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ».** On constate qu'après l'avoir formellement quittée, Plenel ne l'a jamais réellement abandonnée.

Afin de brouiller les pistes, Plenel affirme d'avoir coupé les ponts avec la mouvance trotskiste, **mais il entretient l'ambiguïté, en clamant qu'il reste un « trotskiste culturel »**, ce qui équivaut à « un gramscisme de carte postale ». Dans son ouvrage autobiographique, il développe cette thèse sur « le trotskisme » culturel : « Le trotskysme comme expérience et comme héritage fait à jamais partie de mon identité, non pas comme un programme ou un projet, mais comme un état d'esprit, une veille critique faite de décalage et d'acuités, de défaites et de fidélités ».<sup>153</sup>

**Son ami trotskiste, Daniel Bensaid, qui avait été le numéro deux de la LCR, explique que Edwy Plenel « a un trotskisme sans racines ». On sait que**

---

<sup>150</sup> Cité par Lemieux (2003)

<sup>151</sup> Lançon, Philippe (1997), «Le possédé», Libération, 7.10.1997, [http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede\\_218782](http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede_218782)

<sup>152</sup> Pattieu (2014).

<sup>153</sup> Plenel, Edwy (2001), Secrets de jeunesse , Paris, Stock.

**Bensaid est toujours resté en contact avec le patron de Mediapart, et n'a pas eu de problème pour diffuser ses idées dans les colonnes du *Monde* lorsque Plenel y était aux commandes.**

**Dans la mouvance trotskiste, Edwy Plenel avait été protégé par Alain Krivine, Jeannette Habel et Daniel Bensaid, « son mentor à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ».<sup>154</sup>**

### **Alain Krivine**



Source :

[http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/4403/ALAIN\\_KRIVINE\\_home.html](http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/4403/ALAIN_KRIVINE_home.html)

**Pour rappel, Alain Krivine a fait une carrière remarquable dans le microcosme communiste et trotskiste parisien. D'abord, en 1956, il est affilié aux Jeunesses communistes (aile de jeunesse du PCF) avant d'être élu dans à la direction de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1958. Il soutient clandestinement le FLN en Algérie et adhère au mouvement trotskiste et à sa Quatrième Internationale, ce qui conduit à son exclusion du PCF en 1966. Il participe à la gestation d'une première alliance entre les trotskistes français et un mouvement musulman, le FLN.<sup>155</sup>**

Alain Krivine fonde en 1966, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), qui s'oppose à la guerre du Vietnam et participe très activement à la révolte de Mai 68. La JCR est dissoute par le gouvernement français, tandis que Krivine fait un séjour en prison. A sa sortie, en 1969, il participe à la création de la Ligue communiste, où Edwy Plenel allait le rejoindre en 1970.

---

<sup>154</sup> Lançon, Philippe (1997), "Le possédé", *Libération*, 7.10.1997, [http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede\\_218782](http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede_218782)

<sup>155</sup> Pattieu, S. (2014). Les camarades des frères: Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie. Syllepse

Plus tard, il se présente aux élections présidentielles en 1969 et 1974<sup>156</sup> puis est élu au Parlement européen (1999 – 2004) sur la liste LO - LCR.<sup>157</sup>

## Janette Habel



Source : <https://www.rts.ch/play/radio/linvite-du-12h30/audio/linvite-du-12h30-janette-habel-et-la-visite-historique-de-barack-obama-a-cuba?id=7568822&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

Jeannette Habel faisait partie de la direction de l'Union des étudiants communistes de 1958 à 1960 à l'époque d'Alain Krivine, avec qui elle cofonde la JCR et participe à la mouvance trotskiste. Plus tard, en 2014, elle rejoint le Mouvement pour la sixième République de Jean-Luc Mélenchon. Elle est connue comme la spécialiste de Cuba en France à travers sa carrière universitaire en tant qu'enseignante à l'Institut des hautes études d'Amérique latine à Paris III, et elle fait également partie du Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes de l'université Aix-Marseille. Elle entretient depuis plusieurs décennies des relations ambiguës avec le régime castriste qu'elle avait commencé à fréquenter en tant que militante trotskiste. Depuis la fin de l'Union soviétique, elle a toutefois modéré son soutien au régime cubain qu'elle continue à défendre, tout en dénonçant l'hypocrisie américaine concernant les droits de l'homme. **Ainsi, elle explique que le maintien des droits sociaux et plus important que celui des droits politiques dans une tribune publiée à *L'Humanité*.**<sup>158</sup>

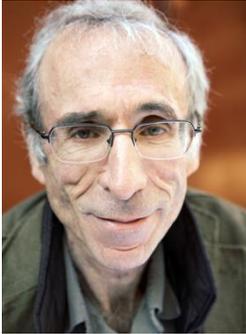
---

<sup>156</sup> Laurent, Agnès (2016), "Panique à la caserne: Alain Krivine est candidat à la présidentielle de 1969", L'Express, 20.12.2016, [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/panique-a-la-caserne-alain-krivine-est-candidat-a-la-presidentielle-de-1969\\_1862153.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/panique-a-la-caserne-alain-krivine-est-candidat-a-la-presidentielle-de-1969_1862153.html)

<sup>157</sup> Parlement européen, [http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/4403/ALAIN\\_KRIVINE\\_home.html](http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/4403/ALAIN_KRIVINE_home.html)

<sup>158</sup> Habel, Janette (2000), « Cuba : de quels droits parle-t-on ? L'Humanité, 25.04.2000, <https://www.humanite.fr/node/226409>

## Daniel Bensaïd



Daniel Bensaïd (1946 – 2010) était un philosophe et théoricien du trotskisme français, ainsi qu'un dirigeant historique de la LCR et de la Quatrième Internationale. Il évolue dans la JCR puis à la LCR aux côtés d'Alain Krivine, avec qui il participe aux événements de Mai 1968 puis, peu avant sa mort, il participe à la refondation de la mouvance trotskiste française à la suite de la fondation du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, avec qui il a coécrit un manifeste « Prenons parti pour un socialisme du XXIe siècle ».

**Sous la protection de Krivine, Habel et Bensaïd, Plenel fait une carrière fulgurante au sein de la LCR, en devenant membre de son comité central.<sup>159</sup> Puis il devient journaliste à « Rouge », l'organe de la LCR. L'ancien membre de la LCR, Philippe Pignarre, qui connaissait bien Plenel dans les années 1970, se souvient que celui-ci « était sans aucun doute le meilleur journaliste de Rouge, sachant soigner tous ses réseaux d'informateurs. Dans les syndicats, et même au ministère, on découpait ses articles de référence. »<sup>160</sup> Sa carrière dans le journalisme trotskiste culmine en 1978 lorsqu'il assure la direction du mensuel des JCR « Barricades ».**

Comme le rappelle le journaliste Emmanuel Lemieux en 2003, Plenel a refusé de lui parler de son trotskisme, considérant qu'il s'agissait d'un problème plutôt sensible. En commentant les attaches des trotskistes à leur formation idéologique », **le producteur de cinéma Romain Goupil, cofondateur des Jeunesses communistes révolutionnaires, explique : « Personne ne raconte quoi que ce soit sur son trotskisme, parce que l'on sait quand on y entre mais on ne dit jamais quand on en est sorti »,<sup>161</sup> ce qui est probablement une référence au**

---

<sup>159</sup> Enoc, Louis-Marie et Cheneseau, Xavier, (2002), *Les Taupes rouges, Les trotskistes de Lambert au coeur de la République*, Manitoba, 217p.

<sup>160</sup> Cité par Lemieux (2003)

<sup>161</sup> Lemieux (2003)

**fort degré de fanatisation propre aux membres de cette mouvance d'extrême gauche.**

Depuis le début des années 1980, après une décennie du militantisme, **Plenel rejoint *Le Monde*, jouant sur les amitiés et les réseaux issus de la IVe Internationale.** Cependant, il n'arrive pas à se détacher véritablement de cette mouvance. **Dans les années 1980 et 1990, Plenel continue à s'afficher régulièrement aux côtés des trotskistes, accorde des interviews à « Rouge », l'organe de la LCR et participe comme orateurs à l'université d'été du NPA en 2011.**<sup>162</sup>

Rapidement, il se spécialise dans le journalisme d'investigation en s'attaquant systématiquement au monde politique. Ses attaques insistantes deviennent insidieuses à la limite du harcèlement, ce qui lui vaut la haine viscérale de la part du Président François Mitterrand. Plus tard, lorsqu'il lance Mediapart, il se focalise sur le Président Nicolas Sarkozy. **Il cultive des réseaux politiques aussi bien à gauche, en se rapprochant de François Hollande, interviewé par Plenel dans un livre d'entretiens,<sup>163</sup> qu'à droite, en devenant proche de Dominique de Villepin, mais une droite gaulliste anti-américaine avec laquelle des passerelles sont possibles, mais pas une droite chrétienne et « civilisationnelle » honnie par-dessus tout.**

**Suivant la plus pure tradition trotskiste, il transforme le journalisme en une arme de destruction massive ayant pour but l'affaiblissement du pouvoir étatique, considéré par lui comme forcément corrompu, « fasciste », bourgeois, et devant par conséquent être affaibli.**

### **L'entrisme permanent comme arme de guerre**

Les journalistes **Pierre Péan et Philippe Cohen** parlent dans *La face cachée du Monde*, de l'existence d'une section clandestine de la LCR qui pratique l'entrisme dans les médias, les universités et l'administration, afin de mettre en place des canaux d'influence invisibles de cette mouvance trotskiste radicale et largement minoritaire sur l'échiquier politique français.<sup>164</sup> Plus précisément **Bernard Poulet<sup>165</sup>, d'une part, et surtout de Pierre Péan et Philippe Cohen,<sup>166</sup> de l'autre, sont parvenus à démontrer que *Le Monde* avait**

---

<sup>162</sup> Website officiel du NPA, <https://npa2009.org/content/universit%C3%A9-d%C3%A9t%C3%A9-du-npa-port-leucate>

<sup>163</sup> Hollande, François (2006), *Devoirs de vérité*, Dialogue avec Edwy Plenel, Stock, 204p.

<sup>164</sup> Péan & Cohen (2003)

<sup>165</sup> Poulet, Bernard (2003), *Le pouvoir du Monde. Quand un journal veut changer la France*, Paris, La Découverte.

<sup>166</sup> Péan & Cohen (2003)

**été infiltré au résultat de « la plus importante opération d'entrisme de l'histoire du trotskisme français » conduite au sein de l'une des institutions françaises les plus influentes ».**<sup>167</sup>

Dans leur enquête, Péan et Cohen affirment que « certains rédacteurs avaient décelé, au *Monde*, l'action secrète d'une véritable cellule trotskiste ».<sup>168</sup> Pour Péan et Cohen (2003), Edwy Plenel est bien « un agent infiltré dans le journal de référence de la 'bourgeoisie' française » et « la tête de pont la plus importante d'entrisme au sein d'une des institutions médiatiques les plus influentes ». Il a fait « dériver ce grand quotidien du soir de contre-pouvoir en abus de pouvoir en mettant en place toute une machinerie au service de son mystérieux dessein ».<sup>169</sup>

Dans ses enquêtes, le journaliste le plus influent de France, Plenel, qui est rédacteur du *Monde* entre 1996 et 2004, s'attaque directement à l'Etat considéré comme le mal absolu. Il agit désormais comme « journaliste inquisiteur » et « juge shérif ». Dans son ouvrage *Le pouvoir du Monde*, Bernard Poulet l'accuse de vouloir affaiblir la démocratie,<sup>170</sup> en démontrant que le *Monde* manipulé par Plenel s'érige progressivement « en arbitre du bien et du mal, et non du vrai et du faux ».<sup>171</sup>

Se focalisant sur les années Plenel, Bernard Poulet décrypte les dérives du journal : « *Le Monde* ne cherche pas à 'prendre le pouvoir', il veut être le seul pouvoir au-dessus de tous les pouvoirs » afin de devenir le « grand inquisiteur », « celui qui décide ce que l'on peut dire ou faire, ce qui est bien ou mal, et non ce qui est vrai ou ce qui est faux ».

C'est alors que *Le Monde* se spécialise dans le « meurtre médiatique » ou ce que l'on nomme à Paris la « tricardisation » ou « l'assassinat social ».

Tout un groupe de personnes a ainsi été dénigré de façon fatale et souvent définitive par *Le Monde* dans les années 1990-2000, comme par exemple, Renaud Camus, qui fut « brutalement traité d'antisémite par *Le Monde* à la sortie de son livre *Journal de campagne* » et qui fut à jamais banni des médias par la suite. Cet écrivain, qui n'était connu que par un public assez réduit et qui était « un peu

---

<sup>167</sup> Hubberson, Laurent (2008), *Enquête sur Edwy Plenel*, Le Cherche midi

<sup>168</sup> Péan et Cohen (2003), p.139.

<sup>169</sup> Hubberson, Laurent (2008), *Enquête sur Edwy Plenel*, Le Cherche midi

<sup>170</sup> Poulet (2003)

<sup>171</sup> Mallaval, Catherine et Costemalle, Olivier « ""Le Monde"" , ce grand inquisiteur », Libération, 2.10.2003, [http://www.liberation.fr/medias/2003/10/02/le-monde-ce-grand-inquisiteur\\_446741](http://www.liberation.fr/medias/2003/10/02/le-monde-ce-grand-inquisiteur_446741)

réactionnaire », mais jouissait d'une relative respectabilité, « a fait l'objet d'une véritable campagne de dénigrement pendant plusieurs mois ».<sup>172</sup>

## ● Sur votre agenda

★ **Mardi 19 janvier** - A l'initiative de l'Appel pour les droits de l'homme au Maroc et du Comité Amaoui, un meeting aura lieu, mardi 19 janvier, à 20 h, Maison du Maroc, Cité universitaire, boulevard Jourdan (M<sup>o</sup> Cité universitaire), à Paris, en présence de représentants syndicaux de la CDT et de l'UGTM, **pour le respect des droits syndicaux et démocratiques au Maroc, pour la libération de Noubir Amaoui et Driss Laahghnimi.**

★ **Jeudi 21 janvier** - 21 janvier 1993, bicentenaire de l'exécution du roi. Le comité du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris de l'Appel des 250 organise une soirée « **Pour une nouvelle citoyenneté et l'égalité des droits** », et on... tirera les rois ! Forums-débats avec Albert Jacquard, Jean Ristat, Daniel Bensaïd, Michel

Vovelle. Musique, chansons, animations. Participation aux frais : 50 F ; chômeurs : 30 F ; galette citoyenne et boisson comprises.

★ **Jeudi 21 janvier** - *Ras l'Front* et l'Appel des 250 organisent l'Université antifasciste, au cinéma *La Clef*, 21, rue de la Clef, à Paris (M<sup>o</sup> Censier) : « 1934-1993, électoralisme, antiparlementarisme. Des ligues au national-frontisme ». Avec Edwy Plenel, René Monzat et Maurice Rajsfus. Participation aux frais : 25 F.

★ **Samedi 23 janvier** - « **Les années Mitterrand** », rencontre-débat avec Edwy Plenel, organisée par l'association Agir et Débattre à Nanterre (ADN), à 14 h 30, salle Soufflot, 17, rue Soufflot, à Nanterre.

L'agenda de *Rouge* du 14 janvier 1993 : Edwy Plenel n'a jamais véritablement rompu avec la Ligue. En 2011, il participait encore à l'Université d'été du NPA.

<sup>172</sup> Mallaval, Catherine et Costemalle, Olivier « "Le Monde", ce grand inquisiteur », Libération, 2.10.2003, [http://www.liberation.fr/medias/2003/10/02/le-monde-ce-grand-inquisiteur\\_446741](http://www.liberation.fr/medias/2003/10/02/le-monde-ce-grand-inquisiteur_446741)



### 3.3. La montée de Mediapart, le « néo-*Le Monde* 2.0 »

Après être licencié avec fracas du *Monde* en 2005 et suite à plusieurs tentatives de s'infiltrer dans des publications existantes, Plenel « annonce, en 2007, un projet de site d'information et d'investigation participatif sur internet »<sup>173</sup>. Ce projet est fondé sur l'enthousiasme de l'ancien rédacteur du *Monde* qui voit dans les NTIC et le Net un outil favorisant un plus fort militantisme planétaire à l'époque de la démocratisation de l'information.

#### Mediapart et les appuis politiques qui ont permis son décollage

Le 16 mars 2008, Plenel lance donc *Mediapart*. Il se veut alors original en annonçant un nouveau « business-modèle » fondé sur une relation interactive entre le journal et ses lecteurs, et sur l'indépendance « totale » de *Mediapart* (« Jamais les services de l'État ne s'aventureront à contrôler le site. *Mediapart* est intouchable. »<sup>174</sup>). Il se prévaut alors de sa forme hybride (« journal sans papier ni frontière. »<sup>175</sup>) pouvant s'adapter facilement à un environnement difficile face à la presse imprimée en crise. Plenel « réussit à lever quatre millions d'euros ». *Mediapart* entend « inventer un nouveau partenariat journaliste-lecteur ». Pour cela, le site annonce vouloir « fortement améliorer l'écriture

---

<sup>173</sup> Edwy Plenel. Trotskyiste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

<sup>174</sup> L'Express, 23.10.2013.

<sup>175</sup> Slogan de Mediapart

plurimédia », « réinventer des traitements journalistiques » et réserver à ses lecteurs « des surprises ». <sup>176</sup>

En réalité, depuis le début, le succès fulgurant de Mediapart ne doit pas tout au « génie » marketing de Plenel, mais il a bénéficié d'appuis politiques de très haut niveau, notamment celui de Ségolène Royal, pour qui Plenel a servi de plume pendant la campagne présidentielle de la candidate socialiste en 2007. **Le projet de Mediapart fut en fait officiellement annoncé le 16 mars 2008 par Edwy Plenel et ses trois amis et anciens militants trotskistes, à savoir Laurent Mauduit, François Bonnet et Gérard Desportes (qui a quitté Mediapart en 2010).**

**Peu après l'annonce, Ségolène Royal a envoyé un email aux militants de son courant au sein de la formation socialiste en leur demandant de prendre un abonnement chez Mediapart car, selon elle, « Toutes les initiatives audacieuses qui tentent de changer la situation de la concentration de la presse méritent d'être soutenues ».** <sup>177</sup>

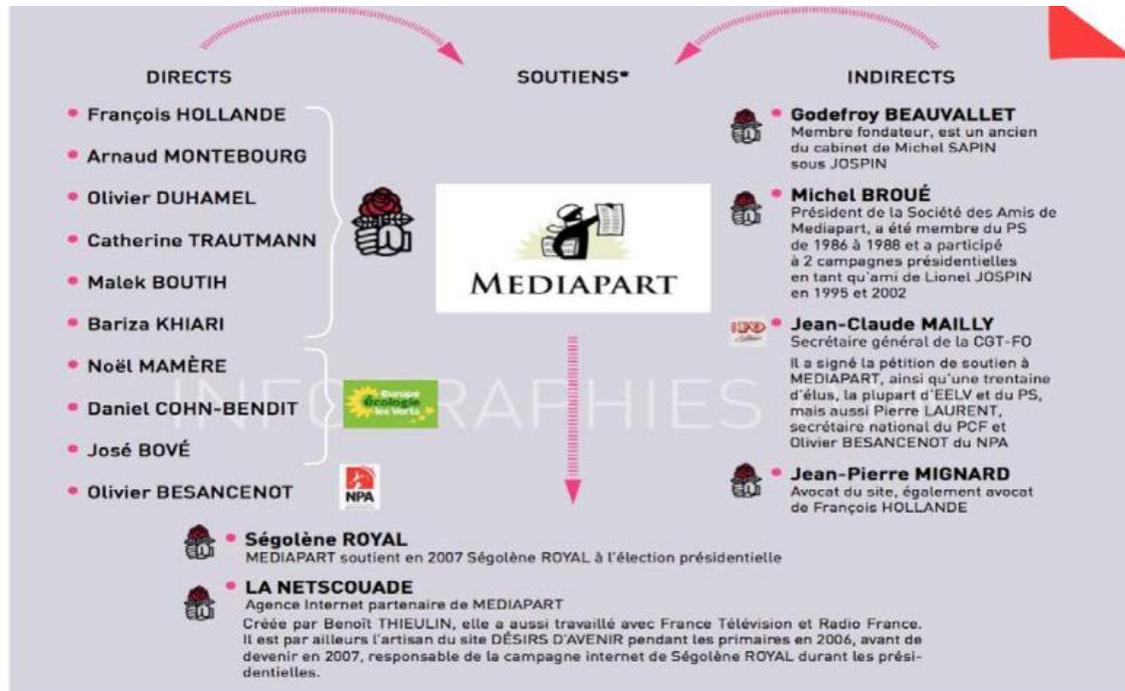
D'autres individus du cercle proche de Royal ont participé à l'aventure Mediapart. Premièrement, Benoît Thieulin, qui a géré l'interface du site, et qui a été l'ancien responsable Internet de la campagne présidentielle de la candidate socialiste en 2007. Deuxièmement, **la conseillère spéciale de Royal, Sophie Bouchet-Petersen, une amie très proche de l'épouse de Plenel, Nicole Lapierre, elle-même ancienne militante de la LCR qui a soutenu la candidate socialiste en 2007.**

**Soutiens politiques à Mediapart :**

---

<sup>176</sup> Edwy Plenel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

<sup>177</sup> Rue89, 14 décembre 2007.



Source: Observatoire des Journalistes et de l'Information Médiatique, May 2014

La montée de Mediapart s'explique également par un flux constant de « révélations fracassantes qui visent le monde politique, mais aussi le monde des affaires au sens large du terme », ce qui place le site en ligne comme « une alternative à une presse traditionnelle sinistrée ».<sup>178</sup>

Ce sensationnalisme mobilisant la curiosité malsaine de lecteurs essentiellement de gauche, fascinés par la série interminable d'affaires démasquant le mal absolu de leurs adversaires idéologiques, a fait émerger « un média de propagande, au service d'une idéologie collectiviste éculée, qui a longtemps bercé l'engagement politique de Plenel et de ses acolytes, et qui visiblement les berce encore quand on lit entre les lignes ».<sup>179</sup>

Mediapart suit ainsi les pas de la presse de caniveau, mais il a été boosté par Internet. Ainsi, Plenel révèle « les folles dépenses de la ministre Rachida Dati » en 2008, puis l'affaire Bettencourt, suit en 2010 « montrant des liens entre Éric Woerth, alors ministre du budget, la milliardaire Liliane Bettencourt et le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy »<sup>180</sup>.

<sup>178</sup> L'imposture Mediapart !, *Le Monde selon Jane*, 13.03.2014, <https://janeymard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>179</sup> L'imposture Mediapart !, *Le Monde selon Jane*, 13.03.2014, <https://janeymard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>180</sup> Edwy Plenel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

En 2012, Mediapart lance « une campagne sur un compte en banque suisse qu’aurait possédé pendant un temps Jérôme Cahuzac, ministre du budget de Jean-Marc Ayrault »<sup>181</sup>. Ce scandale conduit à la chute de Cahuzac.

**Ce sont les affaires Bettencourt et Cahuzac qui ont élargi la base de lecteurs de Mediapart. On sait que le nombre d’abonnés a triplé dans le sillage de l’affaire Bettencourt.**

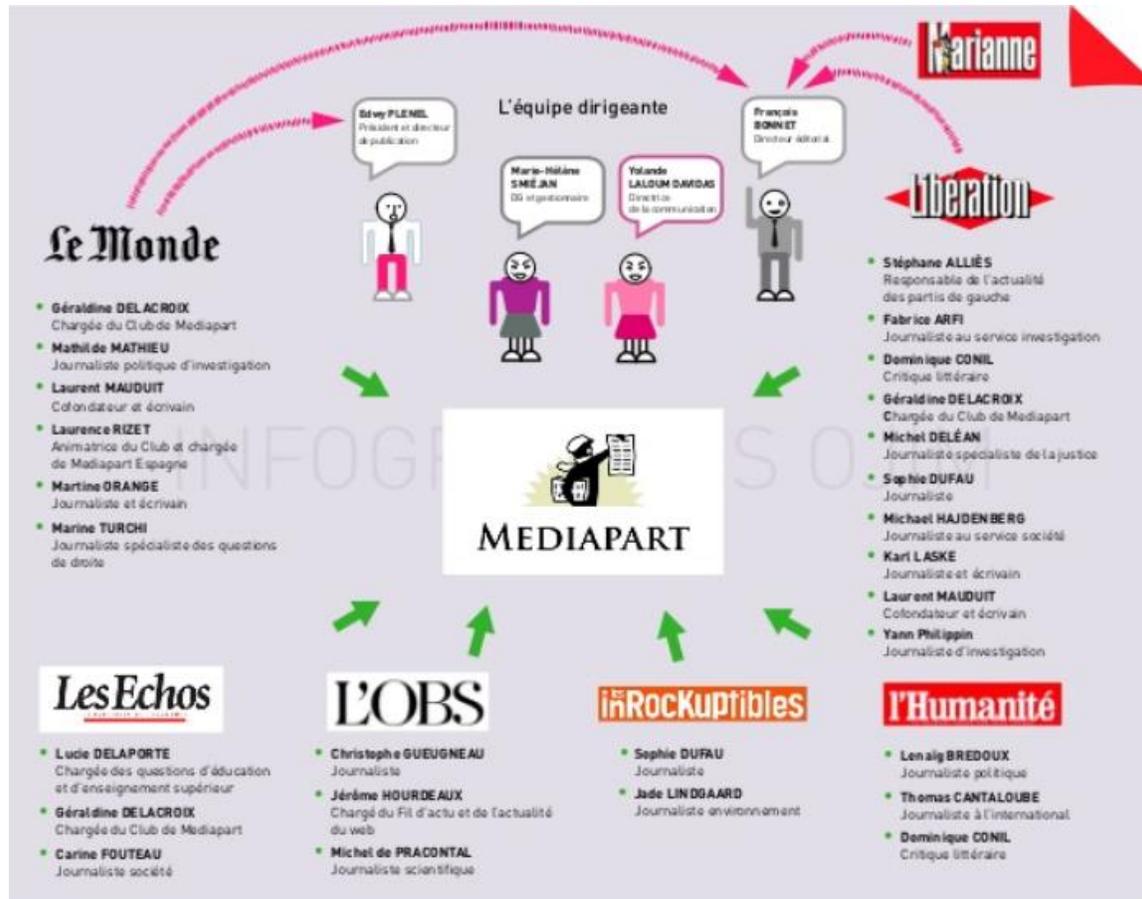
Dans leur enquête consacrée aux nouveaux médias en ligne, les journalistes de *Télérama* détaillent la stratégie de racolage malsaine pratiquée par Mediapart, « qui drague l’abonné – tape sur l’antéchrist Sarkozy ; vend ses scoops en feuilleton, façon *Les Feux de l’amour* : Bettencourt, Karachi, Takieddine ; alpague le client dans ses newsletters. Depuis votre boîte mail, « Fabrice Arfi de Mediapart » vous emmène dans les couloirs sombres de la République »<sup>182</sup>.

### **Les origines des principaux journalistes**

---

<sup>181</sup> Edwy Plenel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

<sup>182</sup> Anizon, Emmanuelle et Tesquet, Olivier (2011), “Les “pure players” ou le pari de la presse en ligne”, *Télérama*, 8.11.2011, <http://www.telerama.fr/medias/les-pure-players-ou-le-pari-de-la-presse-en-ligne.74902.php>



Source : OJIM (2014)

### 3.4. L'actionnariat de Mediapart

Avec un capital social de départ de 1 325 000 euros, Mediapart a été fondé par un groupe de personnes physiques et de personnes morales. Parmi eux, on trouve quatre journalistes - François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel - ainsi que deux concepteurs du site - Marie-Hélène Smiéjan et Godefroy Beauvallet. Ceci a permis d'affirmer à Edwy Plenel que « Mediapart est un journal de journalistes dont le capital est contrôlé par son équipe fondatrice, elle-même composée majoritairement de journalistes ». <sup>183</sup>

<sup>183</sup> Gindensperger, Sophie (2008), « Mediapart ouvre ses comptes à ses lecteurs. Mais un peu moins que lepoint.fr », Arrêt sur images, 07.03.2008, <https://www.arretsurimages.net/articles/2008-03-07/MediaPart-ouvre-ses-comptes-a-ses-lecteurs-id516>

Ainsi, le **capital de la société est détenu à 33% par ses cofondateurs**. En 2008, Mediapart avait fourni le montant de cet apport : 1,35 million d'euros. Et *Lepoint.fr* avait donné le détail de l'apport de cinq des six fondateurs : 550 000 euros chacun pour Edwy Plenel et Marie-Hélène Smiejean, 100 000 euros pour Laurent Mauduit, 80 000 euros pour François Bonnet et 40 000 euros pour Gérard Desportes (parti depuis au *Point*).<sup>184</sup>

Cette version n'est pas complète, **car à ces six individus s'ajoutent deux autres types d'actionnaires. Le premier groupe est composé d'investisseurs partenaires, apportant un capital jusqu'à à 500 000 euros**. En 2008, deux principaux actionnaires dans ce groupe étaient Jean-Louis Bouchard (société Ecofinance) (qui a revendu ensuite une grande partie de ses actions aux journalistes fondateurs) et Thierry Wilhelm (société Doxa), qui avait déjà investi dans plusieurs médias. Ce dernier est un ancien actionnaire de *Politis*, magazine très à gauche et porte-voix des idées trotskistes. Il soutient également le mensuel d'Élisabeth Lévy, Causeur.

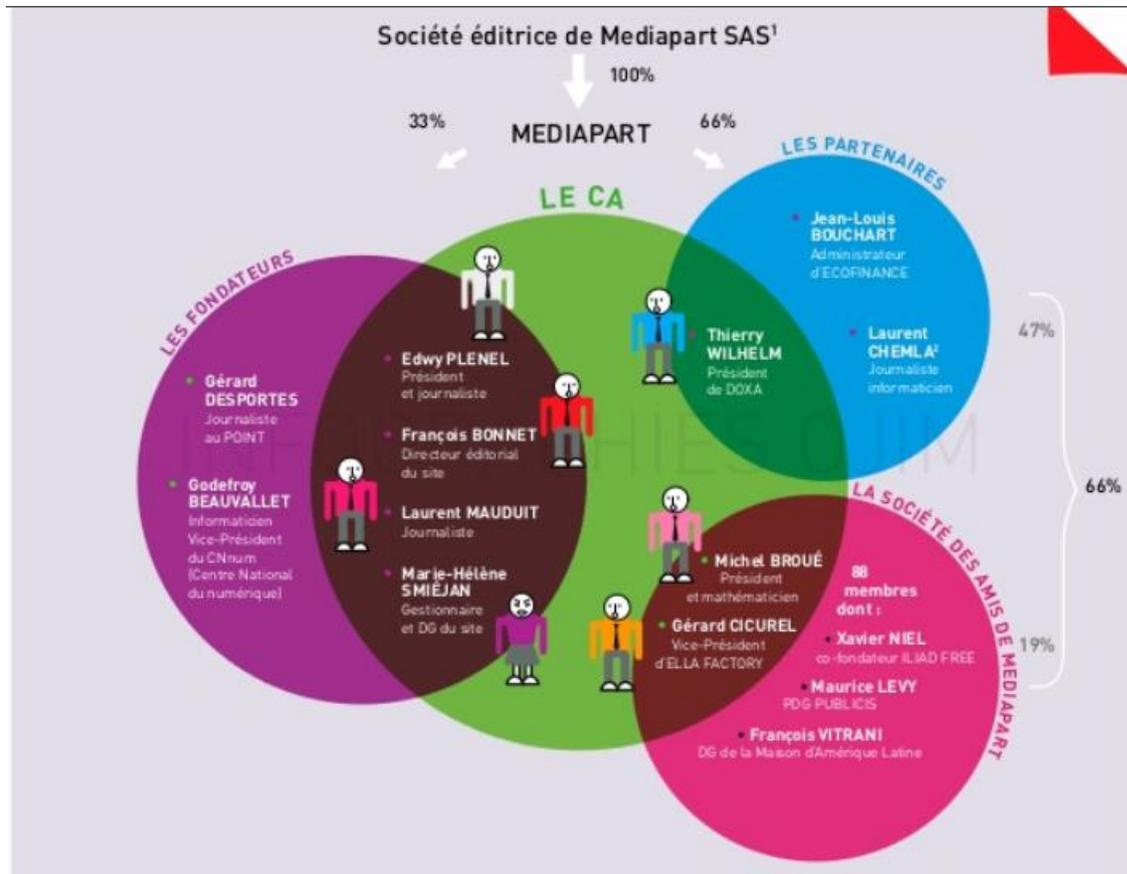
**Le second groupe correspond à la Société des amis de Mediapart, un groupement d'actionnaires, où on retrouve divers acteurs venant de divers horizons, y compris de grandes entreprises de publicité et de télécommunications.**

L'analyse de ces différents actionnaires, personnes physiques et personnes morales, révèle un **réseau faisant interface entre le monde politique et le monde des affaires**, fortement orienté vers les nouvelles technologies d'information et de communication, où se mêle des conglomérats géants qui ont pignon sur rue et qui font du lobbying multicanal et des acteurs économiques moins visibles et plus modestes qui soutiennent avec une grande discrétion des médias inconvencionnels qui pèsent de par leur influence journalistique sur le microcosme parisien, mais aussi au niveau national. Il est difficile de décrypter leurs stratégies de communication multidirectionnelles. **On ne peut que supposer qu'en soutenant financièrement la « machine de guerre » médiatique de Plenel, ils y trouvent leur compte.**

**Les instances dirigeantes et actionnariat de Mediapart (2014)**

---

<sup>184</sup> Henni, Jamal (2017), "Combien vaut Mediapart?", BFM Business, 9.03.2017, <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/combien-vaut-mediapart-1118339.html>



Source : OJIM (2014)

Cet aperçu rapide est en forte contraste avec l'image d'Épinal que le patron de Mediapart cherche à diffuser auprès du grand public en se présentant comme un média indépendant du « grand capital » des annonceurs et libre à choisir ses cibles, indépendamment de leur couleur politique. Sur le plan politique, « la quasi-totalité des financiers du site, mais aussi des « amis de Mediapart » (l'association de soutien du site) ont eu à un moment ou l'autre maille à partir avec le PS. ».<sup>185</sup>

L'actionnariat de Mediapart révèle les réseaux composites avec un fonctionnement « loin des valeurs trotskistes, mais plus proche du cynisme capitaliste des grandes chaînes privées américaines qui engrangent des fortunes avec leurs soap opera ». Afin de « capter son lectorat, Mediapart saucissonne avec soin l'ensemble des informations délivrées en une suite sans fin de promesses de révélations pour le

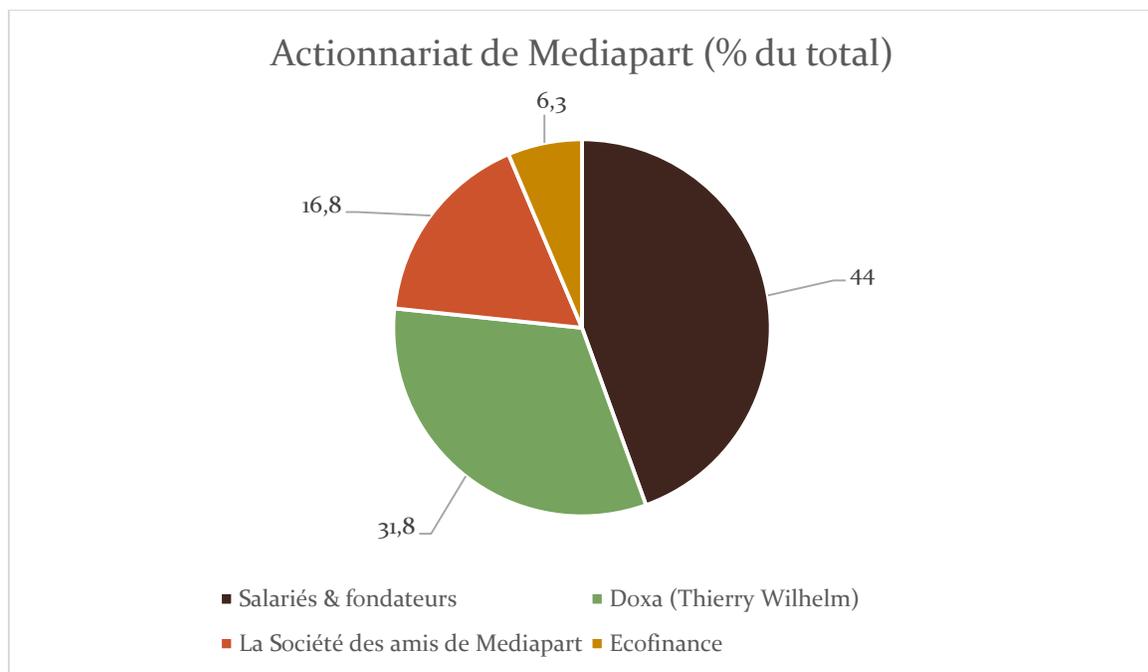
<sup>185</sup> Les liaisons dangereuses de Mediapart avec le parti socialiste, *24actu*, 2.05.2012, <http://24heuresactu.com/2012/05/02/les-liaisons-dangereuses-de-mediapart-avec-le-parti-socialiste/>

lendemain, toutes plus fracassantes les unes que les autres, pour créer une addiction ». <sup>186</sup>

### Une surreprésentation des anciens trostkistes au sein de Mediapart

La dimension trotskiste transparait facilement à travers la texture même de Mediapart, car son équipe de journalistes et d'actionnaires est composée en une grande partie de (anciens ?) militants trotskistes : Edwy Plenel, Laurent Mauduit, François Bonnet, Gérard Desports (qui a quitté Mediapart en 2010) et Michel Broué. Comme l'avoue Plenel, lui-même, en commentant son passé trotskiste : « Ce qui nous lie [Broué et lui], tout comme avec Benjamin Stora et, sans doute, bien d'autres à l'instar de Laurent Mauduit, qui lui aussi a partagé cette histoire [trotskiste], c'est de ne pas renier ce passé et de le revendiquer ». <sup>187</sup>

Cette approche trotskiste explique entre autres la dérive de Mediapart vers un journalisme agressif sans aucune contrainte et limite et en rupture avec les règles basiques de déontologie du journalisme.



Source : Henni, Jamal (2017), "Combien vaut Mediapart?", BFM Business, 9.03.2017, <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/combien-vaut-mediapart-1118339.html>

<sup>186</sup> L'imposture Mediapart !, Le Monde selon Jane, 13.03.2014, <https://janeaynard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>187</sup> Plenel (2012).

## Marie-Hélène Smiejan-Wanneroy fait – Direction administrative et financière



Source : [https://www.women-equity.org/ce-que-nous-proposons/entrepreneuriat-feminin/article/club-we-marie-helene-smiejan-wanneroy-compter-sur-un-partenaire-financier-pour-soutenir-son-developpement\\_787](https://www.women-equity.org/ce-que-nous-proposons/entrepreneuriat-feminin/article/club-we-marie-helene-smiejan-wanneroy-compter-sur-un-partenaire-financier-pour-soutenir-son-developpement_787)

Marie-Hélène Smiejan-Wanneroy, actionnaire fortement impliquée financièrement dans Mediapart, en assure la direction administrative et financière et fait partie du conseil d'administration. Elle est diplômée de la très prestigieuse école de commerce parisienne ESSEC et est également titulaire d'une licence de chinois de l'INALCO, ce qui l'a amené à faire ses études à l'Université de Pékin, où elle établit des relations avec le monde politique local et les milieux communistes-maoïstes.

Au début de sa carrière elle créé sa propre société de financement informatique, qui fut rachetée plus tard par la Société Générale<sup>188</sup>. Ensuite, elle travaillé comme cadre dans le privé chez IBM France et Econocom France, et elle fit partie du groupe de l'homme d'affaires Jean-Louis Bouchard (ECS, Econocom) qui figure, à travers sa société, Ecofinance, parmi les actionnaires de Mediapart <sup>189</sup>

En plus de ce lien hautement stratégique avec le monde des affaires, elle entretient une autre relation essentielle dans l'entreprise de Plenel, ce qui explique sa nomination au poste de directrice général de Mediapart. **Elle est mariée à Jean-Marie Smiéjan, un ami d'enfance de Michel Broué, issu comme Plenel et sa clique de la mouvance trotskiste.**

Marie-Hélène Smiéjan s'est faite également connaître comme entrepreneur. **Grâce à ses liens aux réseaux politiques du Parti communiste chinois, elle sert d'intermédiaire pour les hommes d'affaires français qui veulent investir en Chine.** C'est pour procurer ce type de services qu'elle a fondé, au début des années 2000, une société de conseil pour l'implantation en Chine et l'organisation

---

<sup>188</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

<sup>189</sup>

d'évènements à Pékin. Elle rejoint ensuite Mediapart en 2008 dont elle constitue l'un des piliers.<sup>190</sup>

### Laurent Mauduit – Co-fondateur et journaliste



Source : <https://www.babelio.com/auteur/Laurent-Mauduit/180746>

Journaliste, co-fondateur et membre du conseil d'administration de Mediapart, Laurent Mauduit a entretenu des liens de longue durée avec Edwy Plenel sur le plan professionnel (*Le Monde*) et idéologique (**comme lui, Mauduit a milité dans une organisation trotskiste**). *Il est souvent qualifié de membre du groupe des soi-disant « bébés Plenel », qui constituaient le cercle proche du rédacteur du Monde à l'époque.*<sup>191</sup>

**Au cours de sa carrière professionnelle, ce journaliste a évolué dans des journaux de gauche. Pendant un temps, il a dirigé le service économique chez Libération, puis, en 1995, il est passé au Monde, où il connaît une ascension rapide grâce aux réseaux trotskistes qui ont également infiltré ce quotidien.** Mauduit y dirigera le service politique économique avant d'être nommé directeur adjoint de la rédaction en 2003 tout au début du scandale provoqué par le livre « *La face cachée du Monde* ». Ce protégé de Plenel parvient à survivre dans le journal après le départ de son protecteur. Toutefois, il perd son poste de directeur adjoint en 2006, lorsqu'il est nommé-rétrogradé en « éditorialiste ». Quelques mois plus tard, il quitte *Le Monde* sous prétexte de désaccord avec la ligne éditoriale. En réalité, la raison de ce départ s'explique probablement par les purges lancées contre le réseau de Plenel.

**Sur le plan politique, Laurent Mauduit a dirigé pendant un temps l'UNEF, un syndicat étudiant très orienté à gauche. On sait qu'il a été un militant très actif de cette même UNEF pendant des années. C'est dans cette période qu'il se rapproche également de la mouvance trotskiste. Il devient alors**

---

<sup>190</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

<sup>191</sup> Marianne, 4.12.2004

**journaliste au journal de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), Informations Ouvrières. Cette formation trotskiste (OCI) est d'obédience lambertiste, dont il sera un membre très actif.<sup>192</sup>**

**En toute probabilité, Mauduit et Plenel appartenaient à la même cellule trotskiste décelée au *Monde* par certains rédacteurs, ce qui fut révélé par l'enquête de Péan et Cohen en 2003.<sup>193</sup>**

**Un autre fait troublant réside dans le fait que Mauduit et Broué, ces deux piliers de Mediapart, sont issus de la même organisation lambertiste (OCI), ce qui renvoie le plus probablement à une relation très ancienne.**

**François Bonnet – Co-fondateur et directeur éditorial**



Source : <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

**François Bonnet, lui aussi ancien trotskiste et ami de longue date d'Edwy Plenel, a connu une longue carrière journalistique, en exerçant tout d'abord dans *VSD*, et *Libération* (1986-1994) puis au journal *Le Monde* (1995-2006), où il fut pendant un temps le correspondant à Moscou avant d'être nommé au poste de rédacteur en chef du service international. Bonnet fut également pendant un temps directeur adjoint de *Marianne*. C'est chez *Marianne* qu'il a appuyé l'initiative de Jean-François Khan qui proposa à Edwy Plenel d'intégrer *Marianne* en 2007, deux ans après son licenciement du *Monde*. Cette tentative échouera toutefois en raison d'une forte opposition des journalistes.<sup>194</sup>**

**Bonnet est l'un des piliers de Mediapart, dont il est l'un des co-fondateurs. Il siège également à son conseil d'administration, en assurant sa direction éditoriale.**

**Son engagement trotskiste est peu connu. Généralement, il est pudiquement présenté comme étant un journaliste « marqué à gauche ». Péan et Cohen (2003)**

---

<sup>192</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

<sup>193</sup> Péan et Cohen (2003), p.139.

<sup>194</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

le décrit comme l'un des « bébés Plenel », ce qui indique le plus probable à sa participation à la cellule clandestine trotskiste qui avait infiltré *Le Monde* dans les années 1980 – 1990.<sup>195</sup>

### Gérard Desportes – Co-fondateur et journaliste



Ancien militant trotskiste lambertiste, Gérard Desportes a été syndicaliste à Force ouvrière.<sup>196</sup> Grâce à ses réseaux de l'extrême gauche (il fut membre de l'Organisation communiste internationaliste tout comme son ami Laurent Mauduit)<sup>197</sup>, il a fait une carrière impressionnante dans la presse écrite, travaillant successivement au quotidien *Le Monde* 2, et au *Quotidien de Paris*. Il a également occupé le poste de rédacteur en chef de *Libération*. Il faut rappeler que parmi les lambertistes figuraient également nombreux dirigeants de gauche comme Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Christophe Cambadélis ou des personnalités comme l'historien Benjamin Stora et le metteur en scène Alain Corneau, qui figurent tous parmi les personnalités qui ont encouragé ou aidé Mediapart à ses débuts.<sup>198</sup>

Même après avoir coupé les ponts avec la formation trotskiste, il se distingue par ses critiques acerbes du Parti socialiste dans les ouvrages coécrits avec Laurent Mauduit, en dénonçant sa dérive sociale-démocrate et le renoncement des socialistes aux vraies valeurs de la gauche.

Proche de la cellule trotskiste du *Monde*, Desportes participe à l'aventure Mediapart, faisant partie des premiers cofondateurs. Toutefois, il quitte Mediapart en 2010 à la suite des désaccords avec Plenel au sujet de la ligne éditoriale.<sup>199</sup>

---

<sup>195</sup> Péan et Cohen (2003), p.139.

<sup>196</sup> Bourseiller, Christophe (1997), *Cet étrange monsieur Blondel : enquête sur le syndicat Force ouvrière*, Paris, Bartillat, p. 201.

<sup>197</sup> Campinchi, Philippe (2001), *Les Lambertistes : Un courant trotskiste français*, Balland, 382p.

<sup>198</sup> Campinchi (2001)

<sup>199</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

## Godefroy Beauvallet – Co-fondateur actionnaire



Source : <https://fr.linkedin.com/in/beauvallet/fr>

**A travers l'aide du spécialiste des systèmes d'information Godefroy Beauvallet, qui appartient au groupe des premiers co-fondateurs de Mediapart, le site de Plenel a eu accès aux réseaux politiques socialistes, et plus précisément à la célèbre promotion Voltaire. Il a également participé à la conception de Mediapart.**

Diplômé de l'Ecole polytechnique et de Télécom ParisTech, ingénieur des Mines, Godefroy Beauvallet a débuté sa carrière chez Gemplus avant d'intégrer la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). En 1997, il rejoint le ministère de l'Industrie, pour intégrer ensuite, en 2000, en tant que conseiller pour le numérique dans le cabinet du ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, Michel Sapin, qu'il connaît très bien.<sup>200</sup>

Il faut rappeler que Michel Sapin est une personnalité de gauche influente qui a été député (1981 – 1986 ; 2007 – 2012) et occupé des postes ministériels dans le gouvernement Jospin (2000 -2002), mais aussi pendant le quinquennat (2012 – 2017). **Cette carrière politique plutôt réussie s'explique par le fait qu'il fait partie de la célèbre promotion Voltaire de l'École nationale d'administration (ENA) qu'il avait intégrée en 1978. Il y fréquente François Hollande, Ségolène Royal, Dominique de Villepin (toujours épargné par Mediapart malgré le fait qu'il est payé par le Qatar), Renaud Donnedieu de Vabres, Henri de Castries, Jean-Pierre Jouyet, Pierre Mongin et Pierre-René Lemas.<sup>201</sup>**

---

<sup>200</sup> <https://www.frenchweb.fr/les-personnages-clefs-de-mediapart/103651>

<sup>201</sup> Dusseaulx, Anne-Charlotte (2016), « ENA : découvrez le classement de la promo Voltaire de François Hollande », JDD, 1.08.2016, <http://www.lejdd.fr/Politique/ENA-le-classement-et-le-bal-des-enveloppes-800443>

Aujourd'hui directeur de Fonds d'AXA pour la recherche, il minimise sa participation à l'aventure Mediapart.<sup>202</sup>

### **Laurent Chemla - actionnaire**



Source : <https://www.babelio.com/auteur/Laurent-Chemla/14865>

**Laurent Chemla, pionnier d'Internet et pirate informatique repent<sup>203</sup>, est un actionnaire et la cheville-ouvrière de Mediapart.** Il s'est fait une fortune en tant que web-entrepreneur. C'était lui qui a mis en place le site. Cependant, son rôle dépasse largement la dimension technique.

**Il se positionne clairement à gauche comme un idéologue d'Internet. A l'époque de Plenel, *Le Monde* lui ouvre ses colonnes pour faire la promotion d'une vision d'Internet gauchisante qui comprend un monde numérique sans frontières et règles établies.** Il s'oppose à la commercialisation croissante d'Internet et défend une « nouvelle économie » du web : « Sur l'Internet, de nombreux particuliers, par générosité ou passion de l'informatique, offrent gratuitement des services vendus par des entreprises commerciales. On ne compte plus les pages personnelles qui proposent un service de veille juridique ou des paroles de chansons. Des entreprises se retrouvent ainsi contraintes de réduire leurs prix ou d'améliorer leur offre, concurrencées qu'elles sont par des particuliers proposant de petits services qui, mis bout à bout, proposent une véritable solution de remplacement au système marchand. »<sup>204</sup>

---

<sup>202</sup> Mediapart, "Officine" financée par "de riches amis de François Hollande"? Trois actionnaires "de gauche" passés au crible, Vitrolles Info, 1.05.2012, <http://jbavitrolles.blogspot.fr/2012/05/mediapart-officine-financee-par-de.html>

<sup>203</sup> Laurent Chemla, le premier Français condamné pour piratage, utilisait un Minitel, Huffington Post, 29.06.2012, [http://www.huffingtonpost.fr/2012/06/29/interview-laurent-chemla-minitel-piratage\\_n\\_1636656.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/06/29/interview-laurent-chemla-minitel-piratage_n_1636656.html)

<sup>204</sup> Chemla, Laurent (2002), Confessions d'un voleur, Internet: liberté confisquée, Denoël

Il s'attaque violemment à HADOPI, remettant ainsi en cause - d'une manière méthodique - la notion de propriété intellectuelle.<sup>205</sup> **Il oppose volontiers un Internet « ultralibéral » à un Internet « libertaire, condamné à devenir le lieu du combat ultime entre le totalitarisme capitaliste et l'utopie sociale où l'être humain devient responsable de lui-même au-delà des lois et des Etats ».**<sup>206</sup>

Chemla fut également le premier hacker français à avoir été inculpé de piratage à partir d'un Minitel. Il décrit cette aventure : « Informaticien programmeur, associé d'une toute petite société de services informatiques, j'ai toujours été passionné par les réseaux télématiques. Une passion qui m'a valu, en 1986, d'être le premier inculpé pour le piratage d'un ordinateur en France, piraté à partir d'un Minitel, certes, mais après tout, on a les gloires qu'on peut ? Comme il n'existait pas encore de loi contre le piratage informatique, j'ai été inculpé de vol d'énergie. Tout cela s'est terminé par une relaxe mais, quand même, voilà de quoi lancer une belle carrière de voleur ».<sup>207</sup>

**L'approche militante d'Internet de Chemla est complémentaire de la vision de « journalisme justicier » et agressif épousée par Edwy Plenel qui, non seulement s'inspire de l'idéologie du web trotskiste de Chemla, mais lui laisse la possibilité de s'exprimer dans les colonnes de Mediapart**<sup>208</sup>.

**Thierry Wilhelm – actionnaire et membre du Conseil d'administration, à travers Doxa**

A travers son entreprise Doxa, cet homme d'affaires très discret détient actuellement 31.8% du capital social de Mediapart. Selon Mediapart, il fait partie des « partenaires, dont les deux principaux contributeurs sont des entrepreneurs en nouvelles technologies (Jean-Louis Bouchard et Thierry Wilhelm), qui apportent près de 1,2 million d'euros pour ce nouveau projet.<sup>209</sup>

Thierry Wilhelm est un ancien actionnaire de *Politis*, le mensuel altermondialiste de Bernard Langlois, très à gauche, qu'il avait sauvé de la faillite en 2000.<sup>210</sup> **La revue *Politis* a une réputation plutôt sulfureuse en ce qui concerne ses financiers.**

---

<sup>205</sup> Chemla, Laurent (2010), "Pourquoi les ventes de disques baissent-elles ?", *Internet, révolution culturelle, Manière de voir*, n°109, février - mars 2010, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/109/CHEMLA/19340>

<sup>206</sup> Chemla, Laurent (2005), "Internet est l'objet qui révolutionne un monde qui se cherche et qui va devoir décider pour longtemps de l'avenir qu'il souhaite.", *Kitettoa*, 31.12.2005, <http://www.kitettoa.com/Pages/Textes/Interviews/20051231-interview-laurent-chemla-avenir-du-net-bilan-des-annees-passees.shtml>

<sup>207</sup> Blanc, Sabine, Noor, Ophelia (2012), *Hackers: Bâtisseurs depuis 1959*, OWNI.

<sup>208</sup> Site d'Internet officiel de Mediapart, <https://blogs.mediapart.fr/laurent-chemla>

<sup>209</sup> Mediapart, <http://presite.mediapart.fr/contenu/quels-sont-vos-actionnaires>

<sup>210</sup> Marie-Christine Blandin verte de colère, *Agriculture & Environnement*, 7.05.2008, <https://agriculture-environnement.fr/actualites,12/marie-christine-blandin-verte-de-colere>

**Elle semble « habituée aux ‘fonds occultes’ et aux ‘montages financiers’, à en croire les propos de l’un de ses anciens journalistes, Fabrice Nicolino ». Selon ce dernier, « dès le début des années 1990, Bernard Langlois n’aurait pas hésité à profiter de son amitié avec le Premier ministre de l’époque, Michel Rocard, pour tenter d’obtenir une aide providentielle grâce à « un complexe montage financier ». Ce montage aurait été organisé par le directeur de cabinet du Premier ministre, Jean-Paul Huchon. Lorsque ce montage a capoté, *Politis* est allé chercher de l’aide auprès de Thierry Wilhelm, homme d’affaires sympathisant de la gauche radicale. Il est à noter qu’en 2006, *Politis* a été à nouveau repêché par des généreux donateurs de gauche dont Laurent Chemla, un autre actionnaire de Mediapart.**<sup>211</sup>

Wilhelm soutient également le mensuel d’Élisabeth Lévy, *Causeur*. Peu de choses sont connues à son sujet. On sait qu’il avait été coactionnaire de *Politis* avec *le Monde diplomatique*.

En plus de *Mediapart*, de *Causeur* et de *Terra Eco*, Wilhelm est entré en 2013 dans le capital de *MyEurop.info*.<sup>212</sup> Il faut rappeler que Wilhelm est actionnaire de *Causeur* aux côtés d’un autre actionnaire de *Mediapart*, Xavier Niel, qui a également investi dans *Le Monde*.<sup>213</sup>

**La presse spécialisée le qualifie d’« homme d’affaires de gauche ». Thierry Wilhelm fut pendant un temps le principal actionnaire du *Yagg.com*, un site Internet homosexuel.**<sup>214</sup>

**On apprend que Wilhelm est dirigeant de *Doxa*, un fonds d’investissements basé à Paris avec un capital social de 4.25 millions d’euros, et de *Connection*, une autre entreprise parisienne spécialisée dans l’édition de périodiques avec un capital social de 1 million d’euros.**<sup>215</sup>

---

<sup>211</sup> Marie-Christine Blandin verte de colère, *Agriculture & Environnement*, 7.05.2008, <https://agriculture-environnement.fr/actualites,12/marie-christine-blandin-verte-de-colere>

<sup>212</sup> Le petit empire de Thierry Wilhelm, *La Lettre A*, n°1597, 20.06.2013, <https://www.lalettrea.fr/journalistes--medias/2013/06/20/le-petit-empire-de-thierry-wilhelm.107965569-ARL>

<sup>213</sup> Ferret, Yoann (2011), Xavier Niel investit dans le journal *Causeur*, *Freenews*, 16.02.2011, <https://www.freenews.fr/freenews-edition-nationale-299/iliad-6/xavier-niel-investit-dans-le-journal-causeur-9843>

<sup>214</sup> La presse gay en coma avancé, *Observatoire du journalisme*, 24.09.2016, <https://www.ojim.fr/la-presse-gay-en-coma-avance/>

<sup>215</sup> DOXA. Rapport d’investigation du réseau d’affaires des dirigeants, <http://french-leader.com/report.php?siret=44180317800025>

## Jean-Louis Bouchard – actionnaire (à travers Ecofinance)



A travers son entreprise Ecofinance, cet homme d'affaires français détient une part du capital social de Mediapart. Très lié à la gauche Jean-Louis Bouchard a un réseau développé auprès des collectivités locales. Il contrôle Econocom Group (au niveau de 41%) spécialisé dans le secteur de services informatiques qui a connu un certain succès ces dernières années, ce qui lui a permis de devenir la 125<sup>e</sup> fortune de France en 2016 lorsque sa fortune personnelle est passée de 360 millions d'euros en 2015 à 360 millions d'euros en 2016, correspondant à une croissance annuelle de 55,56% (!). Pour rappel, avec un effectif de 10 000 employés, son groupe a un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros en 2016 et possède un certain nombre d'actifs non cotés en bourse.<sup>216</sup>

C'est à travers Marie-Hélène Smiejan qui avait travaillé dans l'une de ses sociétés qu'il a investi dans Mediapart.

### La SAM (Société des Amis de Mediapart)

Cette structure constitue un fonds de placement enregistré à la même adresse que Mediapart et qui est présidée par l'ancien trotskiste Michel Broué.

A l'origine, la SAM réunissait 46 membres fondateurs anonymes dont le nombre est passé à 88 ensuite. Il s'agit d'une structure très opaque conçue par Plenel, soi-disant pour permettre une indépendance éditoriale de Mediapart vis-à-vis ses investisseurs.

La liste d'investisseurs membres de la SAM n'a jamais été révélée par Mediapart. En revanche, *Le Point* a réussi à se procurer une liste partielle en 2008,

---

<sup>216</sup> Jean-Louis Bouchard, Challenges, [https://www.challenges.fr/classements/fortune/2016/fiche/jean-louis-bouchard\\_1189](https://www.challenges.fr/classements/fortune/2016/fiche/jean-louis-bouchard_1189)

l'année de la fondation de Mediapart. **A ce moment, la SAM a apporté 504 000 euros, dont le plus généreux donateur était Xavier Niel, le fondateur de Free (100 000 euros).** Mais on y trouve également d'autres personnalités liées au monde de médias et des communications, comme Maurice Lévy, le patron de *Publicis* (5 000 euros) et Mathias Leridon, le président de Tilder, un spécialiste de la communication (40 000 euros).<sup>217</sup> Comme l'explique le journaliste de *l'Express* Emmanuel Paquette, « **les autres [investisseurs de la SAM] sont demeurés plus discrets, à l'image de feu le résistant Stéphane Hessel, le président de la Convention pour la VIe République, Paul Alliès, le réalisateur Luc Dardenne, ou encore la photographe Sarah Moon** ». <sup>218</sup>

**La question qui se pose est donc pourquoi Mediapart n'a-t-elle jamais divulgué tous les noms des 88 membres de la SAM ? Cette opacité n'est pas surprenante vue la clandestinité des cellules trotskistes "entristes" qui n'hésitent pas à mobiliser des capitaux des hommes d'affaires sympathisants de leur cause.** Plenel a expliqué cette situation par le fait que "Mediapart n'a pas demandé la carte d'identité de ceux qui nous soutiennent", en affirmant que "parmi les 88, il y a des personnes qui ont voté Sarkozy et qui le soutiennent encore".<sup>219</sup>

En plus de Xavier Niel et Maurice Lévy, révélés par *Lepoint.fr* en 2008 comme membres investisseurs de la SAM, Edwy Plenel n'a jamais confirmé d'autres identités de cette liste partiellement dévoilée, ni n'a donné d'autres identités des "Amis de Mediapart". Pour lui, ces investissements s'expliquent avant tout par "des engagements citoyens" et que les donateurs ne veulent pas forcément les étaler en public. **Bien que Plenel clame que les actionnaires de la SAM ne peuvent influencer sur la ligne éditoriale de Mediapar** Thierry Wilhelm est un ancien actionnaire de *Politis*, **t, en réalité la SAM est bien représentée par l'ancien trotskiste, Michel Broué et cette nomination ne fut pas un hasard vue la similitude de son parcours avec ceux des quatre fondateurs journalistes principaux eux-mêmes anciens trotskistes.**<sup>220</sup>

---

<sup>217</sup> Berretta, Emmanuel (2008), "Edwy Plenel a investi 550 000 euros dans MediaPart", *Le Point*, 6.03.2008, <http://www.lepoint.fr/actualites-medias/2008-03-06/edwy-plenel-a-investi-550-000-euros-dans-mediapart/1253/0/226958>

<sup>218</sup> Paquette, Emmanuel (2013), "Mediapart: d'ombre et de lumière", *L'Express*, 23.10.2013, [http://www.lexpress.fr/actualite/medias/mediapart-d-ombre-et-de-lumiere\\_1293219.html](http://www.lexpress.fr/actualite/medias/mediapart-d-ombre-et-de-lumiere_1293219.html)

<sup>219</sup> Mediapart, "Officine" financée par "de riches amis de François Hollande"? Trois actionnaires "de gauche" passés au crible, *Vitrolles Info*, 1.05.2012, <http://jbavitrolles.blogspot.fr/2012/05/mediapart-officine-financee-par-de.html>

<sup>220</sup> Mediapart, "Officine" financée par "de riches amis de François Hollande"? Trois actionnaires "de gauche" passés au crible, *Vitrolles Info*, 1.05.2012, <http://jbavitrolles.blogspot.fr/2012/05/mediapart-officine-financee-par-de.html>

La proximité des membres de la SAM, et « notamment des plus influents, avec le pouvoir socialiste, ne va pas sans poser la question de la liberté éditoriale ». S'y rajoute « le rôle militant très médiatisé de certains d'entre eux pendant la campagne présidentielle de 2012, ainsi que le contenu très anti-sarkozyste du site », ce qui tend à « démontrer que finalement Mediapart a un ancrage éditorial très à gauche, non assumé du fait de son positionnement marketing ». <sup>221</sup>

*Michel Broué – actionnaire et membre du Conseil d'administration*



Source : <http://nyuad.nyu.edu/en/academics/faculty/michel-broue.html>

**Broué est membre du conseil d'administration de Mediapart et président de la SAM. Ce mathématicien de renom a joué un rôle important dans la création de Mediapart à travers ses réseaux politiques. En fait, il connaît très bien Lionel Jospin (alors, lui-même trotskiste), car c'est grâce à lui qu'il est entré chez les trotskistes lambertistes à l'Organisation communiste internationaliste (OCI) en 1971. Après avoir été un militant très actif chez les lambertistes, Broué passe au groupe « Convergences Socialistes » avant de s'en éloigner pour des divergences portant sur le FN.**

En 1995 et 2002, il faisait partie de l'équipe du candidat socialiste Lionel Jospin. <sup>222</sup> Il s'y affichait alors comme ami de Lionel Jospin. <sup>223</sup>

**En 2001, il est aux côtés de Plenel et de l'historien Benjamin Stora (avec qui il a milité dans l'OCI), membre du Club Mémoire et Politique, qu'il a présidé jusqu'à sa dissolution en 2005. En 2005, dans *Le Monde*, il a pris fermement**

---

<sup>221</sup> L'imposture Mediapart !, Le Monde selon Jane, 13.03.2014,

<https://janeaynard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>222</sup> Mediapart, "Officine" financée par "de riches amis de François Hollande"? Trois actionnaires "de gauche" passés au crible, Vitrolles Info, 1.05.2012, <http://jbavitrolles.blogspot.fr/2012/05/mediapart-officine-financee-par-de.html>

<sup>223</sup> Mediapart, "Officine" financée par "de riches amis de François Hollande"? Trois actionnaires "de gauche" passés au crible, Vitrolles Info, 1.05.2012, <http://jbavitrolles.blogspot.fr/2012/05/mediapart-officine-financee-par-de.html>

**position en faveur d'Edwy Plenel, accusé par Roland Dumas d'être un agent de la CIA lors du procès des écoutes de l'Elysée.**

En 2007, il a mené campagne publique et active en faveur de Ségolène Royal, dans les médias, et en prenant la parole lors du meeting de la candidate au gymnase Japy. Puis en 2012, il signe une tribune publiée par le *Nouvel Obs* en soutien de la candidature de François Hollande.<sup>224</sup>

**Michel Broué est trotskiste de « deuxième génération », par son père, l'historien Pierre Broué, qui fut après un passage par le PCF pendant la guerre, depuis le début des années 1950, une figure de proue de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Parti Communiste internationaliste.**

En commençant à publier depuis les années 1960, Pierre Broué, devint « au fil des ans l'un des principaux historiens du mouvement ouvrier, communiste et trotskyste ». **A partir de 1968, Broué fut aussi « un dirigeant de premier plan de l'Organisation Communiste Internationaliste de Pierre Lambert et Stéphane Just ».** Militant à Grenoble, Pierre Broué « y gagne des jeunes par dizaines au trotskysme ». **Son fils suivra fidèlement les pas de son père en rejoignant la même formation trotskiste lambertiste.**<sup>225</sup>

Selon les dires de Plenel, **“Michel Broué est un ami cher, comme un frère d'élection. Son soutien a été décisif”** dès le lancement de Mediapart. **Le patron de Mediapart explique qu'en tant que “président de la Société des Amis de Mediapart, il incarne, avec François Vitrani et Muriel Mesguich qui s'en occupent aussi, ce petit noyau dur de vieux amis chers et fidèles qui furent au rendez-vous”.**<sup>226</sup>

Il est également à prendre en considération le fait que **Broué est aussi le père de Caroline Broué, journaliste à France Culture, ce qui élargit indirectement les relais journalistiques de Mediapart.**<sup>227</sup>

---

<sup>224</sup> TRIBUNE. "Pour une nouvelle république", *Nouvel Obs*, 19.04.2012, <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2012/20120418.OBS6489/tribune-pour-une-nouvelle-republique.html>

<sup>225</sup> Pierre Broué (1926 – 2005), l'Archive Internet des Marxistes, Section française, <https://www.marxists.org/francais/4int/bios/broue.htm>

<sup>226</sup> Plenel, Edwy (2012), “La presse et son honneur”, Mediapart, 16.03.2012, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/160312/la-presse-et-son-honneur/commentaires>

<sup>227</sup> Plenel (2012)

*François Vitrani – actionnaire et membre du Conseil d’administration*



Source : <http://my.pictomos.com/2209h37153/-Vernissage-de-l-exposition/Fran%C3%A7ois-Vitrani,-Directeur-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-la-Maison-de-latine-et-J-Alberto-Navas>

**Directeur général de la Maison de l’Amérique Latine, François Vitrani a transformé l’institution qu’il dirige en une véritable vitrine de la révolution bolivarienne, en s’affichant systématiquement aux côtés des responsables de l’ambassade vénézuélienne à Paris dans des événements ayant pour objectif la promotion du régime Chavez/Maduro en France.**

**Edwy Plenel avoue que Vitrani aux côtés de Michel Broué et de Muriel Mesquich fait partie de « ce petit noyau dur de vieux amis chers et fidèles qui furent au rendez-vous, dans la diversité de leurs itinéraires, de leurs sensibilités et de leurs relations »<sup>228</sup>.**

**L’apport de François Vitrani (5 000 euros à lui seul) et de sa famille, notamment Filomena Vitrani (100 000 euros), Christine Vitrani (25 000 euros) et Marie-Aude Vitrani (5 000 euros), a été considérable dans le lancement de Mediapart.<sup>229</sup>**

---

<sup>228</sup> Plenel, Edwy (2012), “La presse et son honneur”, Mediapart, 16.03.2012,

<https://www.mediapart.fr/journal/economie/160312/la-presse-et-son-honneur/commentaires>

<sup>229</sup> Berretta, Emmanuel (2008), “Edwy Plenel a investi 550 000 euros dans MediaPart”, Le Point, 6.03.2008, <http://www.lepoint.fr/actualites-medias/2008-03-06/edwy-plenel-a-investi-550-000-euros-dans-mediapart/1253/0/226958>

*Xavier Niel - actionnaire*



**Comme l'affirme Mediapart, Xavier Niel « détient une faible part du capital de Mediapart et de manière indirecte. » Ainsi, en 2013, « à titre personnel, l'apport de l'homme d'affaires - 200 000 euros - représente 12,88 % de la Société des amis de Mediapart, laquelle détient 12,99 % du capital de Mediapart. Il n'a pas souscrit à l'augmentation de capital de 2009 »<sup>230</sup>.**

Toutefois, loin d'être spontanée, cette participation s'inscrit dans une stratégie réfléchie ayant pour but de rajouter des médias au téléopérateur Free, dont Niel est principal actionnaire. C'est ainsi qu'en plus de Mediapart il est devenu copropriétaire du journal *Le Monde*, de *Télérama*<sup>231</sup> et du *Nouvel Observateur*.<sup>232</sup>

**Niel détient la neuvième fortune de France, avec 9.7 milliards de dollars (2014, Challenges) et est la 129<sup>e</sup> fortune mondiale (2016, Forbes).**

Ce lien avec un milliardaire peut paraître très étonnant pour un media contrôlé par un groupuscule d'anciens trotskistes qui a déclaré une croisade contre l'Etat et les riches. Le lien existant entre Mediapart et *Le Monde* à travers Xavier Niel est d'autant plus surprenant que ce dernier avait déjà subi les dégâts considérables au résultat de l'enquête *La face cachée du Monde* de Péan et Cohen en 2013, qui conduisit à licencier Plenel.

---

<sup>230</sup>Berretta, Emmanuel (2013), "Exclusif. Mediapart et Niel: le bras de fer commence", Le Point, 7.01.2013, [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/emmanuel-berretta/exclusif-mediapart-et-niel-le-bras-de-fer-commence-07-01-2013-1609262\\_52.php](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/emmanuel-berretta/exclusif-mediapart-et-niel-le-bras-de-fer-commence-07-01-2013-1609262_52.php)

<sup>231</sup> Ternisien, Xavier (2011), "Atlantico, nouveau site d'information, refuse l'étiquette 'de droite' », Le Monde, 28.02.2011, [http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/02/28/atlantico-nouveau-site-d-information-refuse-l-etiquette-de-droite\\_1486350\\_3236.html](http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/02/28/atlantico-nouveau-site-d-information-refuse-l-etiquette-de-droite_1486350_3236.html)

<sup>232</sup> "Le Figaro", "Libé", "l'Obs"... qui possède la presse française ?, Le Nouvel Obs, 16.10.2015, <http://tempsreel.nouvelobs.com/infographies/20151015.OBS7723/le-figaro-libe-l-obs-qui-possede-la-presse-francaise.html>

Quant à la participation de Niel dans Mediapart, très marqué à gauche, et dans *Atlantico*, marqué clairement à droite, on peut supposer qu'elle a pour but de chercher à renforcer sa capacité d'influence dans l'espace médiatique français.

*Maurice Lévy - actionnaire*



Source : <http://adage.com/article/agency-news/levy-run-publicis-groupe-part-a-duo-sadoun/309208/>

**Président du directoire de *Publicis Groupe* jusqu'en mai 2017, ce patriarche de la pub française détient une fortune importante de 260 millions d'euros.<sup>233</sup> Sa participation assez modeste dans Mediapart constitue une passerelle entre un média non conventionnel et le monde publicitaire. On ne peut que s'interroger sur les raisons qui ont poussé Lévy à investir dans Mediapart à travers la SAM.**

Comme l'a rappelé *Le Monde Diplomatique*, à l'occasion du bonus de 16 millions d'euros accordé à Maurice Lévy lors de son départ de *Publicis*, Lévy est un homme très influent dans l'espace médiatique : « Dans l'univers de la presse, M. Lévy est intouchable. Il sait pouvoir compter sur un faisceau d'amis et d'intérêts bien compris. Hormis *Le Canard enchaîné* et *Marianne* — qui dénonça sur une pleine page l'outrance d'un super-pactole —, bien peu de titres se risquèrent à mettre en cause le patron du troisième groupe publicitaire mondial, garant d'une part non négligeable de leurs revenus ». <sup>234</sup>

**Il faut rappeler ici que l'actionnaire principal du troisième groupe publicitaire mondial (*Publicis*), Elisabeth Badinter, femme du célèbre avocat artisan de l'abolition de la peine de mort, Robert Badinter, détient une**

---

<sup>233</sup> *Publicis: l'incroyable vie de Maurice Lévy qui a basculé après un incendie*, BFM, 31.05.2017, <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/publicis-l-incroyable-vie-de-maurice-levy-qui-a-basculé-apres-un-incendie-1175306.html>

<sup>234</sup> Intouchable président-directeur general, *Le Monde Diplomatique*, novembre 2012, <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/11/BENILDE/48385>

**fortune de 1,58 milliard de dollars, la 31<sup>e</sup> fortune française<sup>235</sup>. Badinter est connue comme la « milliardaire féministe » dont l'agence s'est pourtant occupée de la communication du gouvernement saoudien, ce qui lui a valu quelques critiques...<sup>236</sup>**

**Publicis a des entrées auprès des Socialistes, et ses entrées expliquent comment l'agence a réussi à remporter l'appel d'offre lancé par le Service d'information du gouvernement (SIG) en 2012 après l'élection de François Hollande.<sup>237</sup>**

### **3.5. Liens très troublants avec les réseaux et personnalités islamistes**

Sous les slogans de l'antiracisme, Edwy Plenel soutient d'une manière systématique l'action sournoise des islamistes en France. **Parmi les faits les plus évocateurs, on peut mentionner l'affaire de Mehdi Meklat, avec *Le Bondy Blog*. Meklat est ce fameux blogueur sulfureux qui écrivait des appels à la haine anti-juive et à l'assassinat des flics et des blancs, et qui, malgré moult preuves d'incitations à la haine, a été soutenu en personne par Plenel qui le considère comme un « exemple positif » des banlieusards qui réussissent et qui exerceraient une « influence positive » sur les jeunes musulmans.** Ce soutien n'est pas un hasard, car la gauche cherche depuis longtemps à fidéliser ce prolétariat de substitution musulman arabo-africain, notamment à travers toutes sortes d'initiatives d'ordre culturel, sportif ou social visant à améliorer l'intégration de ces milieux souvent affectés massivement par le chômage et impliqués dans le trafic de stupéfiants et le banditisme. **Comme le rappelle très justement le philosophe français Pascal Bruckner, « la gauche extrême qui a tout perdu, l'Union soviétique, le tiers-monde, la classe ouvrière, voit dans l'islam radical un prolétariat de substitution à mobiliser contre les forces de marché ».**<sup>238</sup>

Affiche d'une conférence conjointe de Plenel et Ramadan, le 17 janvier 2015.

---

<sup>235</sup> The World's Billionaires List Forbes, Forbes.com, 2016,

<https://www.forbes.com/profile/elisabeth-badinter/>

<sup>236</sup> Elisabeth Badinter critiquée pour un contrat de Publicis avec l'Arabie Saoudite, Libération, 5.04.2016, [http://www.liberation.fr/direct/element/elisabeth-badinter-critiquee-pour-un-contrat-de-publicis-avec-larabie-saoudite\\_34450/](http://www.liberation.fr/direct/element/elisabeth-badinter-critiquee-pour-un-contrat-de-publicis-avec-larabie-saoudite_34450/)

<sup>237</sup> Publicis remporte un appel d'offre pour la communication du gouvernement, La Croix, 26.11.2012, [https://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Publicis-remporte-un-appel-d-offre-pour-la-communication-du-gouvernement- NG\\_-2012-11-26-880384](https://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Publicis-remporte-un-appel-d-offre-pour-la-communication-du-gouvernement- NG_-2012-11-26-880384)

<sup>238</sup> Bruckner (2017b), p. 55.

Dans le cadre de nos actions, l'association **APMSF** organise une conférence

**EDWY PLENEL & TARIQ RAMADAN**

**CONFÉRENCE & DÎNER SOLIDAIRE**  
Samedi 17 janvier 2015  
de 16h00 à 23h00

**Salle 91**  
15, rue des Roussillon  
91220 Brétigny-sur-Orge

**16h00-19h00 : Accueil du Public**  
Participants : Durrizemart, Orientel et APMSF  
• Pot d'accueil  
• Présentation des associations et des partenaires.  
• Présentation des projets : « Processus de l'insertion » et « Éducation à la réussite ».  
• Animations  
• Collecte de fonds

**19h00-23h00 : Conférence**  
Éducation : Le droit à l'insertion pour tous  
Les difficultés de la jeunesse musulmane en France  
Participants : Edwy Plenel, Tariq Ramadan  
• Présentation d'APMSF et introduction des invités par un animateur  
• Intervention d'Edwy Plenel  
• Intervention de Tariq Ramadan  
• Questions/Réponses aux invités et débats

**FRAIS DE PARTICIPATION 50€**  
officielle des 19h00

LES THÈMES DE LA JOURNÉE  
**ÉDUCATION : LE DROIT À L'INSERTION POUR TOUS**  
**LES DIFFICULTÉS DE LA JEUNESSE MUSULMANE EN FRANCE**

APMSF  
INSTITUTION ÉDUCATIVE

France Maghreb2  
MAGHREB DÉBATS

Source : [http://wiki.damocles.co/wiki/Fichier:Edwy\\_Plenel\\_1.jpg](http://wiki.damocles.co/wiki/Fichier:Edwy_Plenel_1.jpg)

Ce milieu est devenu également une cible de prédicateurs islamistes de tout genre, les salafistes, les fréristes ou les jihadistes associés directement à Al-Qaïda et à Da'ech. Depuis plusieurs années, des intellectuels français, comme Pierre-André Taguieff, Alain Finkielkraut ou Georges Bensoussan, constatent la prolifération des idéologies islamistes dans les banlieues, et dénoncent leurs aspects les plus exécrables, le racisme anti-mécréants, leur christianophobie et leur antisémitisme.

Dans le cadre de leur alliance rouge-verte, les journalistes et groupes d'extrême-gauche comme Edwy Plenel refusent systématiquement de dénoncer cette montée du radicalisme, soi-disant au nom de leur refus de « stigmatiser l'Islam ». Dans la vision déformée qu'il véhicule, le racisme ne pourrait avoir pour origine que les erreurs et fautes de la société d'accueil occidentale « islamophobe », tandis que les immigrés qui en sont des « victimes » seraient exempts de toute responsabilité de dérives radicales, racistes ou antisémites.

Sur le plan politique, la théorie de la « convergence des luttes » postule que le combat pour leurs droits de tous les groupes opprimés à savoir, les minorités musulmanes, les femmes et les homosexuels, est commun, et que l'extrême gauche trotskiste pourrait guider cette alliance des « opprimés » dans leur indignation révolutionnaire. En fait, faute de prolétariat local, érodé par la mondialisation, la désindustrialisation et les délocalisations, les révolutionnaires trotskistes ont besoin urgente de reconstituer leur base électorale

qui leur permettrait de survivre, même d'une manière minimaliste, dans le champ politique qui est régi, rappelons-le, par le vote.

Comme le rappelle le politiste français Laurent Bouvet, « **à la recherche d'un nouveau prolétariat, cette gauche aveuglée voit dans les islamistes des damnés de la terre à défendre** »<sup>239</sup>.

**C'est dans cette optique victimaire, qui puise ses sources dans l'anti-impérialisme de jadis, que la mouvance trotskiste adhère à l'idéologie multiculturaliste qui permet de récontextualiser la relation oppresseur – opprimé.**

**Si avant on parlait des ouvriers exploités par la bourgeoisie, désormais le dominé est incarné par l'immigré musulman qui est engagé dans une lutte sans merci contre les dominateurs incarnés par la société d'accueil.**

Ainsi, pour une partie des intellectuels de gauche « **la communauté musulmane est devenue le nouveau prolétariat** », ce qui les conduit à refuser d'appréhender l'islamisme comme un vecteur de radicalisation et une menace pour la démocratie. Pour Laurent Bouvet, certains intellectuels, journalistes et chercheurs de gauche réagissent ainsi au phénomène islamiste au résultat d'un aveuglement, « plus ou moins volontaire », tandis que d'autres qui sont en fait peu nombreux, ont fait « un choix déterminé, politique voire idéologique » visant à soutenir l'idéologie islamiste.

**C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter les sympathies d'Edwy Plenel envers les blogueurs islamistes antisémites et racistes, ces sympathies s'inscrivant dans une stratégie victimaire. Ainsi pour Plenel, qui a écrit un ouvrage explicite *Pour les musulmans*, « aujourd'hui, l'islam est devenu le bouc émissaire principal dans le discours des intellectuels, politiques et médiatiques ».**<sup>240</sup>

Sur le plan idéologique, tout comme certains hommes politiques de gauche, **Plenel est plus que tolérant à l'égard du port du voile islamique et du burkini qu'il qualifie de « vêtement comme les autres »**<sup>241</sup> et qu'il n'hésite pas à défendre au nom d'une « laïcité originelle » qu'il distingue de la laïcité appliquée en

---

<sup>239</sup> Feertchak, Alexis (2016), "Laurent Bouvet : l'islamisme, la gauche et le complexe colonial", Le Figaro, Figarovox, 22.07.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/22/31001-20160722ARTEFG00273-laurent-bouvet-face-a-l-islamisme-une-partie-de-la-gauche-est-aveuglee-par-son-complexe-colonial.php>

<sup>240</sup> Cité dans par Nouzille & Waintraub (2017), p. 53.

<sup>241</sup> Plenel, Edwy (2016), «Un vêtement comme les autres»..., Mediapart, 14.08.2016, <https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/140816/un-vetement-comme-les-autres>

**France qu'il qualifie de « laïcisme sectaire qui est à la laïcité ce que l'intégrisme est aux religions » et qu'il voit comme « le cheval de Troie de la banalisation de la xénophobie et du racisme par nos élites, laquelle permettrait la notabilisation de l'extrême droite ».**<sup>242</sup>

Ce type de vision a conduit la gauche en général à se comporter de manière étrange sur le plan philosophique en ce qui concerne la laïcité. C'est ainsi qu'il faut expliquer « la défense du voile islamique au nom de la liberté individuelle par des responsables ou des militants politiques se réclamant du marxisme. »<sup>243</sup> **Dans cette optique, la défense, par Olivier Besancenot, d'une jeune candidate du NPA qui portait le voile aux régionales de 2010 en région PACA, paraît tout à fait logique**<sup>244</sup>. C'est dans ce sens, que Plenel approche la laïcité actuelle, comprise « comme le refus des religions et notamment des religions minoritaires », à savoir l'islam.<sup>245</sup>

**Dans son livre *Pour les musulmans* (La Découverte), paru en 2014, le patron de Mediapart livre une vision angélique et biaisée des musulmans. Ce livre propose « une façon globalisante, 'communautarisante' voire racialisante des musulmans », sans ne dire « absolument pas un mot des intégristes musulmans, comme s'ils étaient ailleurs, hors de France ! ».**<sup>246</sup>

Le patron de Mediapart aurait écrit son ouvrage « pour répondre à ceux qui généralisent à tous une pratique détestable de certains - ce que l'on nomme islamophobie (haine et détestation de tous les musulmans) ». Or, épousant cette vision, qui ne reflète évidemment pas la réalité objective, Plenel dépeint « une communauté faussement 'bisounours', faussement bonne, ou derrière la diversité admise une fraction ne poserait pas de réels problèmes ». Cette prise de position est d'autant plus étonnante de la part d'un journaliste qui prétend être de gauche et « qui refuse les dominations et les oppressions ».<sup>247</sup>

---

<sup>242</sup> Vécrin, Anastasia (2014), "Edwy Plenel : «Islamiser la question sociale induit une guerre de tous contre tous»", *Libération*, 6.10.2014, [http://www.liberation.fr/societe/2014/10/06/islamiser-la-question-sociale-induit-une-guerre-de-tous-contre-tous\\_1116077](http://www.liberation.fr/societe/2014/10/06/islamiser-la-question-sociale-induit-une-guerre-de-tous-contre-tous_1116077)

<sup>243</sup> Feertchak, Alexis (2016), "Laurent Bouvet : l'islamisme, la gauche et le complexe colonial", *Figarovox*, Le Figaro, 22.07.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/22/31001-20160722ARTFIG00273-laurent-bouvet-face-a-l-islamisme-une-partie-de-la-gauche-est-aveuglee-par-son-complexe-colonial.php>

<sup>244</sup> Feertchak (2016)

<sup>245</sup> Vécrin (2014)

<sup>246</sup> Delarue, Christian (2017), "Refus de l'amalgame : Ni Edwy Plenel ni Alain Finkielkraut sur les musulmans", *Amitié entre les peuples*, 1.01.2017, <http://amitie-entre-les-peuples.org/Refus-de-l-amalgame-Ni-Edwy-Plenel-ni-Alain-Finkielkraut-sur-les-musulmans>

<sup>247</sup> Delarue (2017)

**Pour résumer son livre, « tout le mal qui advient aujourd’hui dans ce bas monde est le résultat, en dernière instance, de l’indignité de l’homme blanc dominateur, marqué pour l’éternité de la flétrissure colonialiste, qui se transmet de génération en génération. Les musulmans sont, de son point de vue, les victimes absolues de ce désordre universel, en Irak, en Syrie, comme dans les banlieues de nos métropoles ».**<sup>248</sup>

Plenel instrumentalise à l’infini le « complexe colonial » des Occidentaux qui sont « historiquement » forcément “coupables de tout, y compris de la guerre de religion qui oppose les sunnites aux chiites dans un affrontement sauvage qui dure depuis près de trente ans au Moyen-Orient”. On apprend également que Mediapart condamne systématiquement l’intervention militaire de l’Armée française dans des anciennes colonies, ou plus précisément “toutes les opérations conduites pour limiter l’expansion de cette idéologie [islamiste] mortifère, au Mali, comme en Irak”. **C’est d’autant plus grave que c’est le principe même de ces interventions qui est critiqué, car pour Plenel “quoi que nous fassions, c’est le mal, renversement de la vision binaire et manichéenne des Ronald Reagan et George W. Bush”.**<sup>249</sup>

Lorsque le scandale a éclaté à propos de l’affaire des propos haineux de l’antisémite pro-jihadiste Mehdi Meklat - que *Le Monde* avait baptisé « la voix des discriminés » - véritable vedette de la sphère médiatique et du Net, on s’aperçut avec effroi cet « enfant gâté du gauchisme culturel » présenté comme « le héraut de la culture de banlieue », avait été soutenu par de nombreuses personnalités de la gauche, y compris Edwy Plenel, mais aussi Christine Taubirat et d’autres.

En février 2017, le dessinateur Joann Sfar et la journaliste Eugénie Bastié ont révélé ce scandale indiquant que Meklat « avait tweeté des milliers de messages injurieux, menaçants, antisémites ». Ainsi, « sous un pseudonyme – Marcelin Deschamps, que bien des gens connaissaient –, Meklat avait appelé à tuer Charb et la rédaction de *Charlie Hebdo* », à « enfoncer un violon dans le cul de madame Valls », à « enfoncer des ampoules brûlantes dans le cul de Brigitte Bardot. Jusqu’à ce qu’elle vomisse du sang ».<sup>250</sup> Ce blogueur chouchou de la gauche islamophile appelait à « casser les jambes » d’Alain Finkielkraut. Ajoutant : « J’opte pour l’effet béquille pour Finkielkraut, car ainsi il pourra

---

<sup>248</sup> Rosenzweig, Luc (2014), “Edwy Plenel : misère du trotsko-djihadisme”, Causeur.fr, 25.09.2014, <https://www.causeur.fr/edwy-plenel-misere-du-trotsko-djihadisme-29439>

<sup>249</sup> Rosenzweig (2014)

<sup>250</sup> Couturier, Brice (2017), “Mehdi Meklat, l’enfant gâté du gauchisme culturel”, Le Point, 3.03.2017, [http://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/mehdi-meklat-l-enfant-gate-du-gauchisme-culturel-03-03-2017-2109018\\_1913.php#xtatc=INT-500](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/mehdi-meklat-l-enfant-gate-du-gauchisme-culturel-03-03-2017-2109018_1913.php#xtatc=INT-500)

être immobilisé et souffrir dans l'indifférence générale. » Il également tweeté : « Sarkozy = la synagogue = les juifs = shalom = oui, mon fils = l'argent. » Et « LES BLANCS VOUS DEVEZ MOURIR ASAP » (pour *as soon as possible* – dès que possible).

### Tweet de Plenel en soutien de Mehdi Meklat



Le Bondy Blog, site en ligne animé par Meklat, est né après les émeutes urbaines, selon *Le Monde*, pour relayer « la voix des oubliés, des discriminés, des sans-parole ».<sup>251</sup> Toutefois, on va découvrir que Meklat, devenu « une véritable vedette de la sphère médiatique », est « un antisémite de la pire espèce, un misogyne, un homophobe et un raciste qui a publié plus de 50 000 tweets immondes ». Malgré cela, « Mehdi Meklat a été encensé par tous les journalistes et médias de gauche *France Inter, Arte, les Inrocks, Libération, Télérama, Le Monde, France 5, Mediapart* ». <sup>252</sup>

<sup>251</sup> Mehdi et Badrou du Bondy Blog : « Le grand remplacement, c'est nous », *Le Monde*, 30.09.2016.

<sup>252</sup> Wildenstein, Sandra (2017), «Affaire Mehdi Meklat : Comment les journalistes et médias ont encensé une racaille antisémite, misogyne, homophobe et raciste au nom de la sacro sainte 'diversité' », *Europe Israël News*, 22.02.2017.

Les metastases de Mediapart

Le photomontage de la couverture des Inrockuptibles avec Meklat, Badrou et Christine Taubira et des tweets haineux de Meklat



Source : Wildenstein (2017)

Les tweets orduriers de Mehdi Meklat



Source : Wildenstein (2017)

### 3.6. UN AGENT D'INFLUENCE DES ISLAMISTES

**La place de Mediapart dans les réseaux intellectuels français soutenant l'islamisme ne peut pas être comprise sans situer ce media séditieux qui détruit la nation française dans un contexte plus large, celui d'islamo-gauchisme, dénoncé depuis plusieurs années par certains intellectuels français.**

Ainsi, l'historien Jacques Julliard considère que « l'islamo-gauchisme » (également récemment dénoncé par Manuel Valls dans sa polémique contre Besancenot et Melenchon), constitue un réel problème politique en France. Dans une interview accordée au *Figaro*, **Julliard s'interroge sur l'ampleur prise par ce phénomène au sein d'une certaine gauche : "Pourquoi et comment une poignée d'intellectuels d'extrême gauche, peu nombreux mais très influents dans les médias et dans la mouvance des droits de l'homme, ont-ils imposé une véritable sanctuarisation de l'islam dans l'espace politique français ? Oui, pourquoi ces intellectuels, pour la plupart agnostiques et libertaires, se sont-**

**ils brusquement pris de passion pour la religion la plus fermée, la plus identitaire, et, dans sa version islamiste, la plus guerrière et la plus violente à la surface du globe ?”<sup>253</sup>**

L'émergence de l'islamo-gauchisme a donné un résultat aberrant qui consiste en l'inversion des valeurs auxquelles la gauche adhérait traditionnellement. **D'abord, la gauche commence à rejeter la laïcité en se ralliant de plus en plus à une vision multiculturaliste et communautariste de la France. Puis, s'étonne Jacques Julliard, “la République à son tour est devenue suspecte ».** Désormais, aux yeux de la mouvance trotskiste, la République a « une connotation presque identitaire, ‘souchienne’, disent les plus exaltés (cf, « Indigènes de la République »), pour ne pas dire raciste ». **La gauche voit en la République « le dernier rempart de l'universalisme occidental contre l'affirmation bruyante de toutes les minorités ».** Cette défense de la République et de l'universalisme des valeurs laïques, qui constitue pourtant le socle même de notre système politique, est considérée comme dangereuse par les communautaristes de gauche.

**Dans son analyse de l'islamo-gauchisme, Jacques Julliard n'hésite pas à aller beaucoup plus loin dans la théorisation d'un vocable qui exhale une ancienne et persistante odeur de soufre : « Il y a quelque chose d'insolite dans le néo-cléricalisme musulman qui s'est emparé d'une frange de l'intelligentsia. Parce que l'islam est le parti des pauvres, comme ils le prétendent ? Je ne crois pas un instant à ce changement de prolétariat. Du reste, allez donc voir en Arabie saoudite si l'islam est la religion des pauvres. Je constate plutôt que l'islamo-gauchisme est né du jour où l'islamisme est devenu le vecteur du terrorisme aveugle et de l'égorgeement. Pourquoi cette conversion ? Parce que l'intelligentsia est devenue, depuis le début du XXe siècle, le vrai parti de la violence. Si elle préfère la révolution à la réforme, ce n'est pas en dépit mais à cause de la violence. Sartre déplorait que la Révolution française n'ait pas assez guillotiné »<sup>254</sup>.**

Julliard avance une autre explication de la montée de l'islamo-gauchisme, qui consisterait en « la haine du christianisme ». **Les intellectuels et les journaliste, hérauts de l'islamo-gauchisme, s'angoisseraient des « progrès de la prétendue ‘islamophobie’, qui n'a jamais fait un mort, hormis les guerres que se font les musulmans entre eux ».** De même, **le sort des milliers de chrétiens qui sont victimes des persécutions dans le monde musulman est ignoré d'une**

---

<sup>253</sup> Julliard, Jacques (2016), Jacques Julliard : « Qu'est-ce que l'islamo-gauchisme ? », Le Figaro, 26.08.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/08/26/31001-20160826ARTFIG00315-jacques-julliardqu-est-ce-que-l-islamo-gauchisme.php>

<sup>254</sup>Julliard (2016)

**manière délibérée par les islamo-gauchistes. Pour Jacques Julliard, en abandonnant la laïcité, ces pseudo-intellectuels ont « conservé l'anticléricisme. Pis, l'antichristianisme ».**<sup>255</sup>

Cette mouvance multiforme, qui a épousé collectivement les postulats de l'islamo-gauchisme, s'est structurée en un réseau fermé et particulièrement opaque connu comme « islamosphère ». Cette dernière peut être définie comme « un club dont les membres se cooptent selon un seul critère : la lutte contre l'opresseur, à savoir l'homme blanc ou, à l'occasion, la femme blanche de plus de 50 ans, et leurs complices arabes ».<sup>256</sup>

**Cette islamosphère est animée non seulement par des idiots utiles, mais aussi par des « esprits forts », qui sont les « vrais complices » de l'islamisme en France. Il s'agit de vrais « agents d'influence aux ordres des Frères musulmans ou des wahhabites ». Parmi ceux-ci, selon le philosophe Pascal Bruckner, figurent « [le patron de Mediapart] Edwy Plenel, capo dei capi, [un sociologue et politiste français] Vincent Geisser, [un islamologue et politologue français] François Burgat et autres ».**<sup>257</sup>

**Il faut également rappeler des connivences idéologiques qui réunissent tous ces « islamo-poujadistes, de Mediapart à Alain Soral, du Bondy Blog et du NPA à Dieudonné » qui « se sont prosternés comme leurs prédécesseurs du XXe siècle face au nazisme et au communisme ».**<sup>258</sup>

De plein droit, Edwy Plenel fait partie de « l'islamosphère », car il fait partie d'une génération qui, depuis mai 1968, ambitionne méthodiquement de détruire la France, en sapant ses édifices, en lui imposant, outre une inversion permanente des valeurs, une immigration de masse qui prépare un remplacement de population et un changement de civilisation. Il est l'héritier de ceux qui se vantent d'avoir été des porteurs de valises du FLN en Algérie.<sup>259</sup>

Les membres de ce « club », qui peuvent être politiques, journalistes ou intellectuels « honnissent Alain Finkielkraut, dont ils dénoncent régulièrement l'« hystérie » contre l'islam, Elisabeth Badinter, qui a le culot de 'ne pas craindre d'être traitée d'islamophobe', et peut-être plus encore Kamel Daoud, coupable entre autres méfaits d'avoir dénoncé 'la misère sexuelle dans le monde arabo-musulman, le

---

<sup>255</sup> Julliard (2016)

<sup>256</sup> Nouzille & Waintraub (2017)

<sup>257</sup> Bruckner, Pascal (2017b), « Ils haïssent la France, non parce qu'elle les opprime, mais parce qu'elle les libère », *Le Figaro-Magazine*, 7.10.2017, pp. 54 - 55.

<sup>258</sup> Bruckner (2017b), p. 55.

<sup>259</sup> Cassen, Pierre (2014), « Plenel, porteur de valises de l'islam », *Boulevard Voltaire*, 17.09.2014, <http://www.bvoltaire.fr/plenel-porteur-valises-lislam/>

rapport malade à la femme' après les agressions de la nuit du Nouvel An à Cologne, en 2016 »<sup>260</sup>.

**Pour Bruckner, « l'islamosphère entend contrôler toute parole sur la religion du Prophète pour l'exonérer de ses responsabilités dans les crimes djihadistes et les imputer aux seules nations occidentales, coupables par essence ».**<sup>261</sup> Il s'agit ici d'une vision essentialiste et forcément généralisante et, de ce fait, simplificatrice de l'histoire coloniale.

**Dans le même sens s'est prononcé le politiste Laurent Bouvet, qui trace un lien direct entre l'islamo-gauchisme et le complexe colonial d'une certaine gauche.**<sup>262</sup> Bruckner décrit d'une manière schématique cette vision victimaire instrumentalisée par les agents d'influence de l'islamisme. **Cette représentation est « appuyée sur une idée simple : l'homme blanc, européen, occidental, chrétien (et juif aussi) est resté fondamentalement un colonisateur en raison de traits qui lui seraient propres (comme par essence) : raciste, impérialiste, dominateur, etc. Par conséquent, les anciens colonisés sont restés des dominés, des victimes de cet homme blanc, européen, occidental, judéo-chrétien »**<sup>263</sup>.

Cette métamorphose de la gauche qui bascule vers l'islamisme se réalise avec la première arrivée massive des immigrés venus des anciennes colonies. Ainsi, « cette pensée postcoloniale va phagocyter en quelque sorte la pensée de l'émancipation ouvrière classique et de la lutte des classes qui s'est développée depuis la Révolution industrielle et incarnée dans le socialisme notamment ». **Au résultat, « la figure du 'damné de la terre' va ainsi se réduire peu à peu à l'ancien colonisé, immigré désormais, c'est-à-dire à celui qui est différent, qui est 'l'autre', non plus principalement à raison de sa position dans le processus de production économique ou de sa situation sociale mais de son pays d'origine, de la couleur de sa peau, de son origine ethnique puis, plus récemment, de sa religion ».** C'est comme ça que l'islam politique se transforme en une **idéologie compagne de la gauche**. Or, c'est précisément dans cette période, à partir de la fin des années 1970, que commence à se développer une version

---

<sup>260</sup> Nouzille & Waintraub (2017)

<sup>261</sup> Bruckner (2017b)

<sup>262</sup> Feertchak, Alexis (2016), "Laurent Bouvet : l'islamisme, la gauche et le complexe colonial", Figarovox, Le Figaro, 22.07.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/22/31001-20160722ARTFIG00273-laurent-bouvet-face-a-l-islamisme-une-partie-de-la-gauche-est-aveuglee-par-son-complexe-colonial.php>

<sup>263</sup> Feertchak (2016),

radicalisée de l'islam qui devient l'un des « outils de contestation des régimes en place dans le monde arabo-musulman »<sup>264</sup>.

Ce faisant, la gauche qui adhère entièrement à cette vision victimaire, reste aveugle à cette radicalisation, traitant tous ceux qui mettent en garde contre les dangers de l'islamisme pour les démocraties occidentales d'islamophobes.

**Même l'avènement du terrorisme islamiste dans les pays occidentaux, un terrorisme qui « prolonge le djihad mené dans les pays arabes en particulier », n'a pu ébranler cette conviction concernant un rôle « progressiste » de l'islam politique dans les luttes sociales.** Ceci conduit certains intellectuels et journalistes de gauche à inverser les places des victimes du terrorisme islamiste et des jihadistes. **Ainsi, « le terroriste est d'abord et avant tout perçu lui aussi comme une victime même si son acte est condamné en tant que tel.** Victime de la situation sociale dans laquelle se trouvent les populations issues de l'immigration (ghettos urbains, chômage de masse...), victime de la manière dont il est traité comme croyant, victime de 'l'islamophobie' de la 'laïcité à la française', du 'racisme d'État'..., victime même, comme on l'a vu après l'attentat de Nice, d'une société occidentale pervertissant l'individu (bisexualité, divorce, alcoolisme, dépression...). » **Pour la gauche, « l'islamiste n'est donc jamais responsable de sa manière de croire et de pratiquer l'islam, comme le terroriste n'est jamais pleinement responsable de ses actes ». En revanche, la société occidentale devient le bouc émissaire, car ce sont les occidentaux eux-mêmes sont « les véritables responsables » de ce qui leur arrive.**<sup>265</sup>

Dans leur enquête, publiée dans *Le Figaro-Magazine*, les journalistes Vincent Nouzille et Judith Waintraub décryptent l'émergence de l'islamosphère qui comme une toile « étend son influence dans le monde intellectuel, politique, dans les médias et les réseaux associatifs. »<sup>266</sup>

Les agents d'influence « entretiennent des liens à géométrie variable avec les organisations musulmanes de France ». Depuis quelques années, celles-ci connaissent une radicalisation croissante ayant été infiltrées par des salafistes, des fréristes, des salafistes et autres agents de l'étranger. Pour Vincent Nouzille et Judith Waintraub, il s'agit ici d'une action délibérée d'exportation de diverses variantes de l'islamisme par des puissances étrangères telle l'Arabie saoudite qui « diffuse le wahhabisme, idéologie religieuse ultrarigide, et finance la construction de mosquées » en France. Un autre vecteur de cette influence particulièrement nocive

---

<sup>264</sup> Feertchak (2016)

<sup>265</sup> Feertchak (2016)

<sup>266</sup> Nouzille & Waintraub (2017)

pour les musulmans français est représenté par les fréristes qui ont fondé l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) qui a changé récemment de nom pour « Musulmans de France ». Cette organisation qui a pourtant pignon sur rue « prône l'instauration d'une société islamique régie par la charia ». Quant aux salafistes, ce groupe qui est le moins nombreux mais qui est en même temps le plus radical et de ce fait le plus dangereux « s'est implanté sur le territoire d'une manière plus clandestine » en imposant, selon le Ministère de l'Intérieur, « au moins 120 lieux de culte sur les 2 500 que compte le pays ».<sup>267</sup>

**Bien que très peu nombreux, les islamo-gauchistes français animent une nébuleuse pro-islamiste à travers des relais dans le monde politique, dans les milieux intellectuels et les médias. Comme l'explique la philosophe Elisabeth Badinter, « les islamo-gauchistes sont certes une minorité, mais influente et largement relayée par des grands médias et journalistes de gauche ».**<sup>268</sup>

**Edwy Plenel est un membre très actif et influent de l'islamosphère. Comme le suggère Nasser Ramdane Ferradj, fondateur du Collectif des musulmans progressistes et laïques et ancien vice-président de SOS Racisme, le patron de Mediapart « a façonné une jeune génération de journalistes en imprimant sur celle-ci l'idée que toutes les critiques de l'islam et des extrémistes de notre religion sont des attaques contre tous les musulmans ».** Pour lui, Plenel épouse clairement « la stratégie de l'islam politique jusqu'à en devenir une pièce maitresse pour son enracinement en France ».<sup>269</sup>

**Il faut également rappeler qu'aux côtés de Mediapart, *Libération* est également devenu un relais médiatique des communautaristes et islamistes.** Comme le rappelle Ferradj dans une lettre ouverte contre l'islam politique, publiée en septembre 2017, « depuis le basculement de *Libération* dans le camp des amis de nombreuses personnalités islamistes et communautaristes, **il ne reste plus un seul journal de Gauche dans lequel nous pourrions nous exprimer** »<sup>270</sup>.

### **3.7. Des pratiques en contradiction avec la déontologie**

Avec l'avènement du journalisme justicier, les reporters ont commencé à faire « preuve de plus d'agressivité » - en particulier, en prenant sur eux de « *publier sans*

---

<sup>267</sup> Nouzille & Waintraub (2017), p. 51.

<sup>268</sup> Cité par Nouzille & Waintraub (2017), p. 53.

<sup>269</sup> Cité par Nouzille & Waintraub (2017), p. 53.

<sup>270</sup> Lettre d'un musulman progressiste, M Nasser Ramdane Ferradj, contre l'islam politique, *Amitié entre les peuples*, 17.09.2017, <http://amitie-entre-les-peuples.org/Lettre-d-un-musulman-progressiste-M-Nasser-Ramdane-Ferradj-contre-l-islam>

*attendre qu'elles deviennent publiques, des informations confidentielles - mais cela, sans apparemment se juger comptables des conséquences souvent désastreuses de leurs actes pour les individus qu'ils avaient malmenés ou pour les institutions dont ils avaient compromis le fonctionnement* ». <sup>271</sup> En même temps, « la mise en place de nouvelles normes de rentabilité et de compétitivité au sein des entreprises de presse favorisait les journalistes les plus agressifs et les plus entreprenants, les encourageant à multiplier les 'coups' et à ne pas hésiter à faire de l'information un traitement susceptible de 'choquer' et de 'briser des tabous' ». <sup>272</sup>

On assiste alors à une tendance dangereuse « cette évolution remettant profondément en cause la valeur et la sécurité de nombreux individus établis ». Sous la pression des médias, des magistrats et des avocats ont donc pris l'habitude de déplacer les instructions et les procès des lieux prévus par la loi et consacrés par les années vers les colonnes de journaux, le champ des projecteurs et vers des caméras, ce qui ne laisse plus aucun recours pour les personnes indûment mises en cause dans cette cour de justice sauvage et médiocratique, en violation totale non seulement avec le secret judiciaire mais aussi avec l'élémentaire principe démocratique de « présomption d'innocence », bafouée par les nouveaux inquisiteurs justicialistes. <sup>273</sup>

Les journalistes sont souvent « critiqués pour l'irresponsabilité avec laquelle ils déstabilisent les univers qu'ils médiatisent en les soumettant à leur 'idéologie de la transparence' <sup>274</sup> à outrance. Ils sont également, et en vain, souvent accusés de contribuer à destituer la 'réalité' pour la remplacer par sa 'mise en scène' de leurs représentations très idéologisées et orientées du réel. <sup>275</sup> Un autre sujet de préoccupation concerne « l'impunité avec laquelle, les médias bouleversent certains univers sociaux et broient des personnalités ». <sup>276</sup>

Dans ce contexte particulièrement préoccupant, lorsque les journalistes tendent à remplacer la justice, la notion d'éthique journalistique est essentielle. Les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs qui sont partie intégrante de cette société médiocratique et du spectacle selon les mots de Régis Debray et de Guy Debord, ont des attentes normatives envers les médias et le journalisme qui définissent leur comportement, les intérêts défendus (les nôtres) et le rôle qu'ils doivent jouer.

---

<sup>271</sup> Lemieux (2000), p.55.

<sup>272</sup> Lemieux (2000), p.54

<sup>273</sup> Lemieux (2000), p.55; De Virieu, François-Henri (1990), p. 187-188.

<sup>274</sup> Aubenas, F., Benasayag, M. (1999), *La Fabrication de l'information*, Paris, La Découverte, 1999, p. 72 ; Lemieux (2000), p. 60.

<sup>275</sup> Ramonet, I., (1999), *La Tyrannie de la communication*, Paris, Galilée, p. 153; Lemieux (2000), p. 60.

<sup>276</sup> Lemieux (2000), p. 65

On peut ici se référer au rôle de « donneur d’alerte » (*watchdog*) libéral ou « lanceur d’alerte » plus gauchisant, mais aussi à la responsabilité sociale qui incombe aux médias et les enjoignent de « contextualiser les événements de la journée » et de « procurer une plateforme pour le débat public au sujet des questions controversées ». <sup>277</sup>

**L’analyse des affaires révélées par Mediapart montre que l’activité journalistique s’y fait souvent en-dehors des règles établies de la déontologie journalistique.**

### **3.8. Que cherche Mediapart ?**

Deux types d’infractions à la déontologie journalistique sont inhérentes à l’activité militante et “justicialiste” de Mediapart. Il s’agit, d’une part, du penchant idéologique très orienté, marqué et extrémiste de ce media, qui n’est pas conventionnel car depuis le début, Mediapart est dirigé, comme nous l’avons montré précédemment, non pas par un simple “ancien” militant trotskyste guidé par ses convictions, mais par un groupe cohérent semi officiel et semi occulte de militants trotskistes n’ayant jamais rompu avec leur engagement sectaire trotskisant.

L’Object de la présente étude est de croiser, d’une part, un journalisme d’investigation “justicier” qui, habituellement n’a qu’un seul objectif dual, celui d’augmenter son tirage et de fidéliser les lecteurs addictifs à ce flux des dessous sales de la politique, avec, de l’autre, un journalisme agressif et destructeur qui ne s’attaque plus exclusivement à des personnalités de premier rang, mais à des institutions, des partis - vus comme “ennemis” idéologiques, voire à l’Etat régalien dans son ensemble, haï par les trotskistes et vu comme une incarnation d’une forme d’exploitation capitaliste et de fascisme. C’est cette conception militante et “à charge” du journalisme d’investigation, qui anime Edwy Plenel et ses collaborateurs et co-actionnaires trotskistes et d’extrême-gauche. Ce dernier a d’ailleurs souvent expliqué que la bonne information, c’est “celle que l’on trouve, pas celle qu’on vous donne”, ce qui induit une mentalité conspirationniste et de suspicion permanente qui pousse à penser d’emblée que la défense de la personne ou entité incriminée est forcément irrecevable et que des intentions caches sont à désocculter de sorte que l’accusé, comme dans l’œuvre de Kafka, est accusé et coupable par nature, quoi qu’il ait fait ou qu’il n’ait point fait...

**On peut d’ailleurs constater que les cibles choisies par Plenel sont, pour une majorité écrasante, des personnalités de droite avec deux exceptions rares,**

---

<sup>277</sup> Cammaerts (2014)

**lorsque deux proches de François Hollande furent mis en cause, Aquilino Morelle et Jérôme Cahuzac.** En ce qui concerne l'affaire Cahuzac, elle a une logique propre dépassant largement une volonté de rééquilibrer le penchant à droite des critiques de Mediapart (et sur laquelle nous reviendrons), et il n'a échappé à personne que Cahuzac, homme de la gauche libérale qui aime l'argent et est fier de ses racines du sud-ouest et qui assume des amitiés transversales y compris parmi des personnalités du FN, était accusé de "trahir les valeurs de la gauche", réelle raison de l'acharnement contre lui. Par contraste, on peut observer en revanche qu'un homme de droit très pro-américain et pro-qatari comme Dominique de Villepin, presque plus à gauche de Cahuzac ou le "traître Manuel Valls" sur le plan géopolitique et marqué comme islamophile et antisioniste, au contraire de Valls, a quant à lui été épargné par Plénel qui est d'ailleurs proche de lui, alors même que les affaires qataries de De Villepin sont plus que troubles. Ceci montre le choix totalement subjectif des attaques pléneliennes et médiapartiennes, qui demeurent fondamentalement motivées par des considérations de pouvoir, de personnes et d'idéologies, sous couvert de vertu et de transparence..

Toutefois, on peut remarquer que lorsque *Mediapart* ou *Libération* et *Le Canard enchaîné* "tapent" sur la gauche, c'est en général sans conviction, en évitant soigneusement les personnalités de premier plan, et dans le cadre d'une sorte de "rééquilibrage" de convention, afin de ne pas "paraître" fixer toujours sur les mêmes cibles droitières. Il suffit pour cela de regarder avec soin la liste de publications de Plénel pour le comprendre cette asymétrie et ce "double standard".

Rappelons que le patron de *Mediapart* avait signé un livre d'entretiens avec François Hollande, avec lequel il a d'ailleurs entretenu une relation cordiale et intéressée (pour le lancement de son journal online) de longue date, sans l'afficher pour autant en grand public afin de ne pas paraître être proche d'un puissant qui est qui plus est proche de la gauche "libérale" honnie et fossoyeur de l'anticapitalisme.

Comme nous l'avons déjà vu, Edwy Plénel a été également proche de Ségolène Royal, pour laquelle il a écrit des discours pendant la campagne électorale de 2007 et qui l'a aussi aidé à lancer la campagne d'abonnements de *Mediapart*. Enfin, Godefroy Beauvallet, qui a joué un rôle essentiel au sein du média de Plénel, a quant à lui constitué sans doute aucun et de façon officielle un relai important au sein des réseaux hollandiens, à travers notamment de Michel Sapin, proche de François Hollande, mais vrai homme de gauche, doctrinaire et ancien trotskiste. Ces trois personnalités de la gauche – François Hollande, Ségolène Royal et Michel Sapin – font partie de la célèbre promotion Voltaire de l'ENA, laquelle, pendant un temps, disposait d'un nombre assez important de responsables au sein du gouvernement socialiste à l'époque de François Hollande.

**En plus du barrage de feu quasi permanent contre la droite, le centre et la droite patriotique, Mediapart a soigneusement évité de critiquer les islamistes, mais aussi “d’enquêter sur la gauche extrême, les mouvances trotskistes et leurs financements obscurs », « sur les fortunes accumulées par les organisations syndicales et les emplois fictifs dont elles bénéficient dans les organismes paritaires déficitaires ou certaines collectivités »<sup>278</sup>.**

La puissance destructrice de Mediapart est telle que, selon l’aveu même d’un journaliste de *l’Express* : « *Jamais les services de l’État ne s’aventureront à contrôler le site. Mediapart est intouchable.* »<sup>279</sup>

En étudiant la trajectoire de *Mediapart*, on se rend vite compte que ce média innovant et participatif, selon les dires de son fondateur, n’a pas réussi à décoller pendant les deux premières années d’exercice de son existence (2008 – 2010) et ce fut l’affaire Bettencourt qui le révéla au grand public et donc le sauva du gouffre, en juin 2010, lorsque ce site publia les conversations de la femme la plus riche de France, Liliane Bettencourt, l’actionnaire principale de l’Oréal. **Ces conversations furent enregistrées à son insu par son majordome, au profit notamment de Mediapart. Il s’agit ici d’une pratique typique des paparazzis dont le fonds de commerce est précisément la violation permanente de la vie privée des personnalités et donc du droit puis le court-circuitage des procédures légales d’enquête afin d’orienter les procédures judiciaires.**

En juin 2010, *Mediapart* a même étalé devant ses abonnés, guidés par une curiosité malsaine, une sorte de *soap opera* réalisés selon le modèle de Dallas et qui est fondé sur la célèbre triptyque scabreuse : sexe, pouvoir et argent. On a ainsi opportunément découvert, dans cette affaire précitée, une femme très âgée, vulnérable, qui distribuait généreusement autour d’elle des cadeaux et de l’argent, et cette aubaine a été le début de la réussite scabreuse de *Mediapart*. La liste d’abuseurs est longue et elle a comporté assez de noms des personnes qui se sont rapprochées de la milliardaire à travers des manipulations pour que le sujet soit “rentable” durant de long mois, sur fond de campagne de disqualification de Nicolas Sarkozy. Parmi les mis en cause, on trouve d’ailleurs le nom d’Éric Woerth, l’ancien trésorier de campagne et ancien ministre du budget de Nicolas Sarkozy, qui a été accusé par *Mediapart* de “trafic d’influence et d’abus de faiblesse”, mais qui n’a pas été condamné par la justice au-dessus de laquelle se placent *Mediapart* et ses collègues journalistes “justiciers” de *Politis*, *Libération*, *Le Canard Enchaîné*, etc...

---

<sup>278</sup> L’imposture Mediapart !, Le Monde selon Jane, 13.03.2014, <https://janeaynard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>279</sup> L’Express, 23.10.2013

Pour rappel, il s'agit d'une affaire très complexe qui a commencé comme un conflit familial opposant la milliardaire - troisième fortune française - à sa fille Françoise Meyers-Bettencourt. Cette dernière suspectait le photographe François-Marie Banier d'avoir obtenu d'une manière frauduleuse de Liliane Bettencourt un million d'euros sous forme de dons. La première actionnaire de l'Oréal souffrait alors des débuts d'une maladie de sénilité, ce qui permit au photographe de la manipuler. Il s'agissait alors d'un abus de confiance. La fille demanda alors la mise sous tutelle de sa mère. François Meyers-Bettencourt affirmait ainsi que sa mère était en train de dilapider sa fortune, qui représentait alors près de 14 milliards d'euros. Cette affaire connaîtra en fait plusieurs rebondissements avant que la mère et la fille se réconcilient. Les choses étaient en réalité bien plus équilibrées qu'il n'y paraît et *Mediapart* joua dans cette affaire un rôle de partie prenante d'un camp contre un autre.

Le 16 juin 2010, le scandale de la saga familiale connu un développement financier et politique d'une nouvelle ampleur lorsque *Mediapart* révéla des enregistrements clandestins de conversations que Liliane Bettencourt eut, au cours des années 2009 et 2010, avec le gestionnaire de sa fortune, Patrice de Maistre. **Réalisées en toute illégalité par son majordome, ces enregistrements révèlent un possible conflit d'intérêts entre la milliardaire et Éric Woerth, qui occupait alors le poste de ministre du Travail dans le gouvernement Fillion.**

Les lecteurs de *Mediapart* apprirent alors que l'épouse d'Éric Woerth avait été embauchée dans l'entreprise Clymène, qui gérait la fortune de Liliane Bettencourt, ce qui pouvait constituer un conflit d'intérêts, car Mme Bettencourt était connue pour avoir fait des dons d'une manière régulière à l'UMP, dont Éric Woerth était le trésorier au moment lorsque cette affaire fut révélée par *Mediapart*. Il faut rappeler qu'il cumula cette fonction avec son poste ministériel entre 2007 et 2010. On apprit également de ces conversations que l'actionnaire de l'Oréal évoqua avec le gestionnaire de sa fortune des financements, tout à fait légaux, faits à plusieurs responsables de l'UMP, dont Nicolas Sarkozy et Éric Woerth. Il faut rajouter à cela les témoignages de l'ancienne comptable de la milliardaire, Claire Thibout, qui parla - au cours d'un interrogatoire - d'un possible financement illégal de sa campagne présidentielle de 2007, ce qui mit en cause directement le président de la République Nicolas Sarkozy, lequel devait être affaibli Durant la campagne de 2012 au profit de Hollande qui comptait bien sur *Mediapart*....<sup>280</sup>

---

<sup>280</sup> Gracieux, Christophe (2010), *Mediapart et ses révélations sur l'affaire Woerth-Bettencourt*, 07 juillet 2010, <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEduo4927/mediapart-et-ses-revelations-sur-l-affaire-woerth-bettencourt.html>

Le Parquet lança alors une investigation au sujet de l'implication d'Éric Woerth dans cette affaire, qui se transforma en conséquence en "affaire Woerth-Bettencourt". Une médiatisation excessive et agressive conduite par *Mediapart* provoqua des émois très puissants et sismiques au sein même de l'opposition, qui réclama la démission immédiate du ministre de Travail alors que celui-ci n'avait pas été jugé par la justice.

Victime d'un lynchage médiatique, Woerth ne parvint pas à lever les soupçons du conflit d'intérêts, même après la démission de son épouse de Clymène et après sa propre démission du poste de trésorier de l'UMP. S'y ajouta un autre fait, à savoir la remise de la Légion d'honneur au gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, en 2008, qui était alors le supérieur de Florence Woerth. La gauche dénonça alors la complaisance et le "trafic d'influence", sans même attendre les conclusions de l'enquête. Conformément à la loi, en l'absence de condamnation, Nicolas Sarkozy maintint son ministre en fonctions, résistant ainsi à ce qu'il savait être une réelle tentative d'« assassinat médiatico-politique » dirigée contre lui, et qui est vite devenue la "marque de fabrique" de *Mediapart*.

Fragilisé, Woerth paya tout de même un lourd tribut à cette chasse à l'homme lancée par Plenel et attisée par la gauche, lorsqu'il ne fut pas reconduit dans ses fonctions au cours d'un remaniement ministériel, en novembre 2010.

La restitution de cette tentative de déstabilisation dans un contexte plus large permet de comprendre les dessous de cet assaut fatal contre le gouvernement de droite et qui a été téléguidé par *Mediapart*. Il faut juste rappeler à cet effet que, dans ses fonctions de ministre de Travail, Woerth se préparait à passer à l'Assemblée nationale un projet de loi sur les retraites contre lequel la gauche vociférait. On peut y voir en effet les vrais enjeux de cette affaire, qui commença quelques mois seulement avant le vote... Le ministre du Travail résista à cette charge médiatique d'une violence inouïe et il fit passer tout de même, le 27 octobre 2010, la loi en question, ce qu'il paiera par la suite par un assassinat médiatico-politique conçu comme devant être exemplaire.<sup>281</sup>

**L'un des actionnaires de *Mediapart*, Jean-Louis Bouchard, se serait lui-même indigné des méthodes que *Mediapart* avait utilisées pour se procurer les enregistrements dans le cadre du lancement de "l'affaire Bettencourt".** Selon certaines sources, Bouchard aurait même envisagé pendant un temps de sortir du capital de *Mediapart*, mais il changea rapidement d'avis lorsqu'il vit que, dans le

---

<sup>281</sup> Gracieux (2010)

sillage de l'affaire Bettencourt, le nombre d'abonnés avait pratiquement doublé en atteignant le seuil honorable de 100 000....

**C'est donc en effet cette affaire qui permit à Mediapart de devenir "rentable", en apportant des millions d'euros à ses fondateurs et plus précisément à Edwy Plenel. Actuellement, la valeur de Mediapart se situerait autour de 11 millions d'euros.**

### **Eric Woerth blanchi, le mal était fait...**

Cette affaire médiatique - qui a fait accroître la visibilité et la réputation de *Mediapart* en tant que « site d'investigation », s'est toutefois dégonflée cinq ans plus tard, lorsqu'Éric Woerth fut blanchi, lorsqu'il bénéficia d'une relaxe définitive dans les deux volets pour lesquels il était poursuivi par la justice. **Il fut alors blanchi par le tribunal correctionnel de Bordeaux « au grand dam de Mediapart qui a suivi les déboires judiciaires de Woerth ».** Sans grande surprise, cette relaxe resta « en travers de la gorge du directeur éditorial de *Mediapart*, François Bonnet », cet ancien trotskiste, animé apparemment par sa soif idéologique d'en découdre avec un ministre. **Il est symptomatique de constater que Bonnet - loin d'assumer les erreurs de Mediapart qui essaya d'éliminer une personnalité de droite sans aucun fondement probant, osa même aller jusqu'à accuser le système judiciaire qu'il qualifia de « machine à blancher ».** Il affirma même carrément qu'elle participa ainsi à « l'affaîsement des valeurs, de l'éthique, de la vertu publique ». **Il vit dans cette justice le prolongement naturel du mal absolu qui est l'Etat français, haï jadis par les trotskistes, mais qui est toujours détesté par certains journalistes qui se prennent pour justiciers et qui veulent se substituer à la justice.**

Fidèle à ses engagements extrémistes, Bonnet affirma que « l'affaire Bettencourt vint synthétiser tous ces dysfonctionnements, petites, dépendances et conservatismes, dont se dégage pourtant une tendance : briser les faibles, sauver les puissants » tandis que cette double relaxe « nous montre une fois de plus que la justice est bien à l'image de notre démocratie, profondément malade ». Cette image particulièrement déformée de la société française illustre malheureusement la dérive d'une vision radicale que *Mediapart* tente de transmettre à ses lecteurs.<sup>282</sup>

### **Sarkozy et le "traitement spécial"**

---

<sup>282</sup> Jacques, Anne-Sophie (2015), "Bettencourt : Woerth blanchi, Mediapart marri", Arrêt sur images, 29.05.2015, <https://www.arretsurimages.net/breves/2015-05-29/Bettencourt-Woerth-blanchi-Mediapart-marri-idi8950>

Ce n'est pas un secret que Sarkozy s'est retrouvé lui aussi dans la ligne de mire de *Mediapart* depuis la fondation du site. Cet acharnement médiatique rappela étrangement celui de Plenel, qui traquait sans cesse le président François Mitterrand et son Premier ministre, Bérégovoy. Si ce dernier fut poussé au suicide, Mitterrand résista, en se demandant si cet acharnement s'expliquait par le fait qu'Edwy Plenel travaillait alors pour les Américains dans le but d'affaiblir politiquement la France...

Nicolas Sarkozy a mérité un traitement similaire de la part de *Mediapart*, dont les fondateurs vouent une haine à ce président peu conventionnel attaché à une conduite réactive de la politique et n'hésitant pas à afficher ses opinions puis à rester fidèle à ses amitiés passées cagouillardes et vichystes...

On assista alors à une véritable avalanche de « scoops permanents des nombreuses affaires, initiées ou relayées par Mediapart, qui visaient invariablement Sarkozy ». Il s'agit des révélations quasi-quotidiennes, qui vont s'étaler sur toute la présidence de Sarkozy. Cet antisarkozysme primaire est déjà manifesté par Plenel lorsqu'il rejoint la campagne électorale de Ségolène Royal, uniquement par intérêt pour promouvoir son futur quotidien et par haine envers Sarkozy, coupable d'avoir contribué à "lepéniser les esprits" en libérant la parole de droite et de l'identité nationale "décomplexée" face à la chape de plomb du politiquement correct.

Le plan d'ambition personnelle de Plenel et ses amitiés parfois transverses face au camp sarkozyste, ennemi principal, est déjà très présent dans le projet médiatique que Plenel tente de mener à bien, et qui a été soutenu farouchement par le Premier ministre de Chirac, Dominique de Villepin, proche de Plenel, et qui consistait dans un premier temps de tenter de prendre le contrôle de *Libération*. Ce quotidien très gauchiste, trotsko-maoïste, devait être, dans la vision de Villepin (qui rêve alors de présenter sa candidature aux présidentielles), une « machine de guerre » anti-Sarkozyste, d'où l'alliance de ce gaulliste avec les néo-gauchistes rescapés du *Monde* et ayant comme slogan de ralliement "tout sauf Sarkozy".<sup>283</sup>

Les « affaires » visant Sarkozy qui furent parfois ouvertement fantaisistes, ont même été, par le caractère discutable de la provenance des sources et des méthodes utilisées, jusqu'à faire l'objet de plaintes en cours d'instruction à l'encontre de *Mediapart* ». La justice a d'ailleurs réagi aux accusations formulées initialement par *Mediapart* en lançant des investigations, comme si elle était obligée de suivre l'ordre du jour lancé et conçu par les "lanceurs d'alerte" comme *Mediapart*. Toutefois, jusqu'à maintenant, aucune instruction n'a jamais abouti, et nous sommes en fin 2017... « Sarkozy, après toutes ces années de sous-entendus, de soupçons,

---

<sup>283</sup> *La Lettre de l'Expansion*, 4.12.2006

d'accusations, de calomnies, d'amalgames alambiqués, de vindicte politico-médiatique, est toujours debout" et pas condamné par la justice.

**Un autre fait emblématique n'a pas pu échapper aux observateurs attentifs :** « *Près d'une année d'écoutes de Sarkozy, de son avocat et de ses collaborateurs à l'Intérieur, n'ont pas plus fait avancer le schmilblick !* » Il est emblématique que l'ancien président de la République parvient même à maintenir un niveau élevé d'influence et de popularité au sein de son camp, lequel n'a pas pris pas au sérieux cette offensive médiatique, frontale et massive, qui ne constitua en fait qu'une tentative de manipulation vulgaire voire « un fantasme dans des esprits malades »<sup>284</sup>.

Parfois, ce harcèlement a revêtu des formes rocambolesques, à l'image de l'affaire Takieddine. Ziad Takieddine, cet homme d'affaires franco-libanais qui joua le rôle d'intermédiaire dans des contrats internationaux, notamment pour l'industrie de l'armement, est qui un ancien proche de Nicolas Sarkozy. En novembre, il aurait révélé "avoir apporté à Nicolas Sarkozy fin 2006 et début 2007, plusieurs valises d'argent liquide préparées par le régime libyen de Mouammar Kadhafi". Dans ce témoignage, qui ne fut jamais assorti de la moindre preuve, il expliqua avoir transporté un montant total de cinq millions d'euros. Naturellement, ces allégations n'étaient basées que sur les dires de cet individu, qui, bien que n'ayant aucune preuve formelle, furent largement crédibilisés et colportés par *Le Canard Enchaîné* et *Mediapart*.

Dans un entretien accordé au *Figaro*, Nicolas Sarkozy dénonça cette « manœuvre nauséabonde », affirmant qu'il n'avait que « mépris pour cette Officine qui, depuis des années, essaie sans succès de me salir, du procès Bettencourt à l'affaire Kadhafi pendant la campagne présidentielle de 2012 », tout en rajoutant que « à chaque fois, ce sont des informations sans fondement qui sont démenties par les faits ».<sup>285</sup> Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette dernière manipulation est survenue en plein milieu de la campagne des primaires de l'UMP, dans le but d'affaiblir la candidature de Nicolas Sarkozy... Le choix du moment juste, le *Kairos* des Anciens, est crucial. Il est l'arme de tous les stratèges aguerris et des manipulateurs de l'information, et il est souvent la marque d'une préparation et l'indice de l'absence de hasard...

---

<sup>284</sup> L'imposture *Mediapart* !, Le Monde selon Jane, 13.03.2014, <https://janeaynard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

<sup>285</sup> Mourgue, Marion (2016), "Nicolas Sarkozy: 'Avec moi, personne n'imposera à la France quoi que ce soit'", Le Figaro, 16.11.2016, [http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/16/35004-20161116ARTFIG00352-nicolas-sarkozy-avec-moi-personne-n-imposera-a-la-france-quoi-que-ce-soit.php?redirect\\_premium](http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/16/35004-20161116ARTFIG00352-nicolas-sarkozy-avec-moi-personne-n-imposera-a-la-france-quoi-que-ce-soit.php?redirect_premium)

## **L'affaire Jean Luc Schaffhaeuser, "l'eurodéputé prorusse qui a conclu le prêt du FN"**

Fin novembre 2014, le *Canard enchaîné* et *Médiapart* ont révélé des informations supposément compromettantes pour le FN et en particulier pour Jean Luc Schaffhaeuser, député européen élu sous les couleurs du Rassemblement Bleu Marine issu du centre-droit et qui aurait servi d'intermédiaire dans l'octroi d'un prêt de 9 millions d'euros par une banque russe au FN. Conformément au paradigme que nous avons exposé plus tôt et qui est la marque de fabrique du journalisme d'investigation de type "justicialiste", le fait que Jean Luc Schaffhaeuser soit proche des milieux russes "pro-Poutine" et plaide depuis des années en faveur d'un rapprochement de la France et de l'Europe avec la Russie est présenté comme une "circonstance aggravante". Toutefois, cela pourrait bien être en fait la vraie motivation de l'attaque envers Jean Luc Schaffhaeuser qui, en quelques semaines, a été l'objet de nombreuses mises en causes de la part des médias précités et de nombreux autres organes de presse, dont nombre de médias russophobes, qui ont repris sans trop de recul les accusations à l'encontre de l'eurodéputé.

Le Coeur de l'attaque *ad hominem* contre Schaffhaeuser consiste à reprocher à l'eurodéputé d'avoir touché la somme de 140 000 euros, via une société luxembourgeoise, comme rémunération pour le rôle clé du député dans l'octroi du prêt de 9,46 millions d'euros par la First Czech-Russian Bank (FCRB), une banque russe ayant une structure en République tchèque. L'intéressé mis en cause par *Le Canard enchaîné*, aurait fait jouer ses "vieilles connaissances russes", et Jean Luc Schaffhaeuser aurait pu toucher selon le *Canard et Médiapart*, jusqu'à 450 000 euros de commissions au total, la commission de 140 000 euros n'étant présentée que comme un acompte sur une commission plus globale liée à l'octroi d'autres tranches de prêts sur plusieurs années qui s'élèveraient à un prêt total final de 40 millions d'euros.

Cette information, non prouvée par les canards précités, a été totalement démentie par le député, qui n'a jamais caché avoir touché une commission, d'autant qu'il n'était pas encore élu eurodéputé et qu'il était encore consultant professionnel lors des négociations pour le prêt, dont la commission a été en fait payée « indirectement » par la First Czech-Russian Bank, ceci de façon légale et déclarée.

Le site présente également ce dernier comme ayant été "bombardé tête liste à Strasbourg quatre mois avant les municipales de mars 2014", puis "parachuté en troisième position sur la liste conduite en Ile-de-France », comme si ce parachutage était le fruit de ses liens auprès des contacts et banques russes.

Comme dans les cas de Fillon ou Sarkozy, mais sachant que Schaffhaeuser n'a jamais été mis en examen ni suspect par la justice d'avoir détourné le moindre fond public ou gagné de l'argent indument ou même pratiqué l'évasion fiscale, toute la perversion de l'attaque contre Schaffhaeuser réside dans une accumulation d'insinuations: "l'argent russe", la "proximité" avec les réseaux de Poutine; les "contreparties politiques" du prêt, qui insinueraient que le FN deviendrait "l'obligé" de Moscou, alors qu'en fait ce parti est favorable une alliance avec la Russie depuis longtemps; sans oublier l'allusion de Mediapart selon laquelle la FCRB est « de facto entre les mains d'un ancien cadre bancaire de l'Etat» russe, Roman Yakubovich Popov, ce qui induit que, derrière cette opération de prêt octroyé au FN, il y aurait la "main de l'étranger". Le FN étant donc insidieusement accusé d'avoir ainsi trahi le patriotisme français qu'il affiche en devenant la "voix de l'étranger", puisque la Russie est aujourd'hui, dans les milieux atlantistes comme au sein de la gauche libertaire et trotskiste mondialiste, l'ennemi absolu, l'exemple repoussoir le plus achevé du nationalisme honni.

En réalité, toute personne informée sait parfaitement que le FN a cherché depuis des années à contracter des emprunts auprès de banques françaises, qui ont toutes refusé - pour des raisons de pressions politiques et de gestion de "l'image" -, puis auprès de banques de pays de l'Union européenne, également très réticentes, sans oublier des banques suisses ou émiraties, qui n'ont pas pu faire aboutir le projet, en raison des pressions anti-FN exercées par la France auprès de ses partenaires et du "risque médiatique" d'opprobre encouru par les organismes des pays prêteurs éventuels.

En fin de compte, loin d'être la "preuve" d'une dépendance du FN vis-à-vis de la Russie, l'affaire du prêt est surtout une conséquence de l'ostracisme dont le FN est l'objet, et elle surtout montré que l'exclusion par les milieux économique-politiques, du FN et en général de la droite souverainiste, soutenue de façon militante par Mediapart, était au départ destinée à étouffer financièrement et même à détruire économiquement le parti-paria de France, ce qui l'a en fait obligé à accepter de signer avec la première banque qui a accepté de prêter l'argent sans craindre les retombées médiatiques, en l'occurrence une banque non pas "russe", mais tchèque de capitaux russes, ce qui est juridiquement et politiquement très différent.

### **"L'homme de la Russie"**

Présenté ironiquement comme un "Candidat à la mairie de Strasbourg, qui a été «observateur» à Donetsk (donc pro-russe et favorable aux miliciens ukrainiens séparatistes sous embargo), puis comme "intermédiaire providentiel si bien introduit à Moscou", Schaffhaeuser est aussi sournoisement suspecté "d'activer deux

connaissances proches du patron de la FCRB (Alexander Vorobyev et Mikhael Plisyuk selon le Canard), membres de son *think tank* l'Académie européenne", le terme "d'activation" renvoyant aux activités de « barbouzes » et de liens avec les services russes, terme d'ailleurs utilisé à propos de Shaffhaeuser. Schaffhaeuser est accusé d'avoir des "connexions" coupables et des "relations troubles" avec des proches de Poutine, comme Alexander Babakov, en charge de la coopération avec les organisations russes à l'étranger. Les deux hommes se connaissent en fait depuis le milieu des années 2000 « par le biais de l'Eglise orthodoxe », et ce qui est présenté comme un fait suspect mais en fait parfaitement assumé par Schaffhaeuser qui "clame", selon *Médiapart*, "avoir été missionné en Russie par le Vatican après l'effondrement de l'URSS pour rapprocher l'Eglise orthodoxe et Rome", comme si cela était douteux. Shaffhaeuser est donc d'emblée accusé d'être "l'homme de Moscou". En réalité, ce qui ne lui est pas pardonné est à la fois cette proximité avec les réseaux russes et surtout le fait "d'avoir enlevé une épine du pied du Front National", selon les propos mêmes de *Médiapart*<sup>286</sup>, qui avoue là son grief subjectif et totalement idéologique, comme si le fait d'aider le FN à éviter la faillite par un prêt légalement obtenu consistait en soi une faute morale, le postulat induit étant qu'il aurait fallu priver ce parti de tout financement, mesure qui n'a jamais été préconisée contre aucun autre parti, pas même l'extrême-gauche la plus révolutionnaire du NPA ou des insoumis, dont les trotskistes de *Médiapart* sont proches.

Afin d'accréditer l'idée d'une "inféodation" du député vis-à-vis du pouvoir russe, les articles rappellent que Shaffhaeuser a été "observateur" lors du "referendum" organisé en mars 2014 en Crimée par les "séparatistes", les guillemets à « observateurs » et « référendum » induisant un caractère discutable et suspect. Reprenant les attaques de *Médiapart*, nombre de sites et journaux ont fait leurs angles de discrédit selon lesquels "le FN se serait fait prêter des millions par des banques russes mafieuses", comme si une banque russe, pourtant installée légalement en Tchèque (en réalité une banque tchèque de capitaux en partie russe mais aux normes internationales), était forcément "mafieuse" parce que russe<sup>287</sup>...

---

<sup>286</sup> Marine Turchi, "Dossier: l'argent russe du Front National, enquête, Le FN attend 40 millions d'euros de Russie", 26 novembre 2014.

<sup>287</sup> Theo Mercadier, "Selon Mediapart, le FN s'est fait prêter des millions par des banques russes mafieuses", *Speech.konbini*, <http://speech.konbini.com/news/revelations-mediapart-quand-le-fn-se-fait-preter-des-millions-par-des-banques-russes-mafieuses/>.

Les termes utilisés sont très significatifs du journalisme de combat et de disqualification: “imbroglio financier à l’origine des prêts russes accordés au FN”; “ le parti de Marine Le Pen n’a pas peur de naviguer en eaux troubles pour financer ses activités politiques”; “Ça pue la combine !”, propos attribués au député lui-même qui n’a fait que montrer ses distances vis-à-vis des entités qui ont effectué le rachat ultérieur de la banque qu’il ne pouvait d’ailleurs pas savoir plusieurs années avant, etc. La banque russe FCRB, est elle-même présentée comme ayant été “liquidée” à cause de “détournements de fonds à vaste échelle”, la créance du FN ayant quant à elle été “vendue à une obscure société moscovite, nommée Conti”, laquelle n’aurait “jamais rien versé pour récupérer cette créance”<sup>288</sup>, etc.

Mediapart évoque également une “pratique bien connue” dans le monde de la finance qui consisterait à “vider de sa substance une banque avant qu’elle ne disparaisse, via des sociétés bidonnes, permettant à certains titulaires d’emprunts de ne jamais rembourser leurs dettes”. Le site d’info va même jusqu’à “se demander” si le FN n’aurait pas “trouvé le moyen idéal de récupérer un prêt de 9,4 millions d’euros sans avoir à le rembourser derrière”, question qui est en fait une affirmation gratuite pure et simple, mais qui n’est pas juridiquement qualifiable de diffamation puisqu’elle est induite et faite pour laisser déduire par le lecteur qu’il s’agit bien d’un acte passible de sanctions pénales...

Mediapart s’appuie ici notamment sur un obscure “rendez-vous entre l’eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser et un officiel russe, qui aurait eu lieu “pile la veille du rachat de créance par Conti”, et dont “l’eurodéputé ne se souviendrait pas de la date exacte”, tout en s’inquiétant lui-même de “l’influence potentielle de Conti sur le parti frontiste”, ce qui revient à faire de Schaffhauser son propre accusateur, méthode de manipulation médiatique très classique et habile fondée sur le renversement. “*Des gens dangereux et manipulés cherchent à nuire au FN en nous mettant sur la piste de banques pourries qui font faillite*”, aurait-il déploré selon Mediapart, “*les mecs de Conti se faisant passer pour des gens du gouvernement russe*”, selon les propos attribués à l’eurodéputé qui se serait “empressé d’alerter Marine Le Pen”.

En fait, la méthode de disqualification du FN - via la personne en réalité innocente de Jean Luc Schaffhauser, puis l’accusation d’acointance avec le “diable russe”, ressemblent à certains égards à celle employée contre François Fillon durant la campagne présidentielle de 2017, à la différence près que rien n’a été reproché à cet homme politique droit dans ses bottes, ouvertement catholique, capable de montrer ses feuilles d’imposition et qui ne cache rien de ses contacts avec la Russie ou avec

---

<sup>288</sup> Mediapart s’appuie sur un rapport letton paru sur ce site: <https://en.rebaltica.lv/2017/05/latvian-financier-said-to-act-as-a-go-between-to-get-russian-loan-for-le-pen/>

le Vatican, l'Opus dei, dont il est membre, ou les milieux d'affaires puisqu'il a longtemps été un consultant et ceci de manière officielle et transparente, contrairement à ce qui est insinué par Médiapart.

Les médias accusateurs eux-mêmes ont le plus grand mal à le soumettre à la "*reductio ad hitlerum*" et reconnaissent que Shaffhaeuser est un ancien centriste d'Alsace, proche des milieux d'affaires et politiques les plus divers, dont Henri Guaino, Arnaud Muliez, le fils du fondateur d'Auchan, en passant par l'économiste Jacques Sapir. Mais l'insinuation sournoise consiste à jeter le soupçon, non pas sur le "fascisme" de l'eurodéputé, inexistant, mais plutôt son sa "proximité" avec le "monde de l'argent", grâce à un "carnet d'adresse bien rempli" et à sa propension à "côtoyer les riches", ce qui serait supposé le mettre en porte-à-faux avec ses valeurs catholiques.

Ici, l'attaque centrale portée contre lui, comme celle dont a pâti François Fillon, est essentiellement celle d'être à la fois un "amoureux de l'argent" et un "habitué de Moscou" et des réseaux Poutine, donc un défenseur de la Russie bête noire de la bien-pensance, ce qui lui vaut d'être mis dans la même catégorie que Thierry Mariani, Jacques Sapir, qu'il connaît bien, ou même Claude Guéant, Henri Guaino et Nadine Morano, celle des "pro-russes", accusation aujourd'hui aussi compromettante que celle de "facho", voire plus.

Un autre angle d'attaque consiste à décrire Shaffhaeuser comme un "ambitieux", qui aurait "changé son fusil d'épaule pour mettre ses réseaux au service de Marine Le Pen", à qui il sert d'intermédiaire avec la Russie de Vladimir Poutine". Le site présente ce dernier, dans la même ligne de discréditation, comme ayant été "bombardé tête liste à Strasbourg quatre mois avant les municipales de mars 2014", puis "parachuté en troisième position sur la liste conduite en Ile-de-France », comme si ce parachutage était le fruit de ses liens auprès des contacts et banques russes.

### **« Le tort d'aimer l'argent et les affaires » alors que l'on est un catholique pratiquant**

Autre angle de disqualification, Schaffhauser est présenté comme celui qui "a joué les intermédiaires entre Dassault et la Russie sur la vente de Falcon", et le reproche qui lui est ici adressé est de "masquer ses activités d'homme d'affaires derrière ses missions d'intermédiaire entre le Vatican et le monde russo-orthodoxe, et notamment d'avoir été, dans les années 2000, un consultant sur le marché russe pour Thalès, Auchan ou Dassault. On reproche d'ailleurs à l'eurodéputé, dans les articles de Médiapart et consœurs, d'aimer le luxe, les Yachts, l'argent et les affaires, comme si un homme d'affaire et un consultant international ne devait pas aimer

faire des affaires sous prétexte qu'il est catholique, puis un ancien haut-fonctionnaire par ailleurs engagé dans des causes idéalistes comme celle de l'Europe ou de la spiritualité interchrétienne et du dialogue inter-religieux, ceci en tant que diplômé de théologie et chrétien fervent.

En réalité, Schaffhauser n'a jamais caché ses activités passées de consultant, notamment concernant la vente de Falcon, et ce qui est présenté comme apparemment "suspect" est en fait un non-événement et il s'agit là d'un fait à la fois légal assumé et non susceptible de disqualification, d'où le ton ironique et les insinuations continuelles dans la forme de la rédaction des accusations, toutes fondées sur l'amalgame et les suspicions indirectes, faute de réelles preuves ou pièces à convictions accablantes.

C'est là qu'est abordée la "proximité" de Shaffhaeuser avec l'OPUS Dei, comme si cela était une révélation en soi de nature suspecte, d'où la qualification de l'Œuvre comme d'une "organisation catholique traditionaliste", ce qu'elle n'est pas car l'Opus dei est depuis toujours proche des Papes et a grandement appuyé les réformes de Vatican II dénoncées par les traditionalistes. L'Opus Dei est par ailleurs opportunément invoquée dans la plus pure tradition anticléricale et anti-droite de Dan Brown et son ouvrage *Da Vinci Code*, comme étant en soi suspecte, puisque cette organisation catholique fondée par Mgr Escrivà de Balaguer y Albas est systématiquement accusée d'être une sorte de "franc-maçonnerie" affairiste catholique de droite issue du franquisme qui aurait pour mission de faire systématiquement de "l'entrisme" et de "l'affairisme", via un fort "élitisme", afin d'utiliser la puissance économique occulte comme un levier de pouvoir absolu. Cette représentation qui est en droite ligne avec la vulgate complotiste comme celle dont les juifs sont les cibles depuis toujours, est présente dans la plupart des attaques contre Shaffhaeuser, qui n'a jamais caché sa piété et ses liens avec l'Opus dei, d'ailleurs. Cet angle accusatoire rappelle beaucoup ici l'acharnement contre François Fillon Durant la campagne présidentielle française de 2017, car lui-aussi a été très souvent et violemment accusé d'être proche des "catholiques traditionalistes", notamment de Sens Commun, ce qui est impardonnable pour les milieux trotskistes qui sont derrière *Le Canard Enchaîné* ou *Médiapart* ou *Libération*.

### **Pseudo "enquête" au Parlement européen contre l'eurodéputé**

L'attaque *ad hominem* et l'estocade finale consiste à accuser Shaffhaeuser de ne "pas avoir fait mention de la commission touchée dans sa déclaration d'intérêt", ce qui aurait motivé le Parlement Européen à "ouvrir une enquête", ainsi que l'insinue

Médiapart<sup>289</sup>, sans toutefois l'affirmer trop fermement afin d'échapper à la menace d'un procès en diffamation. Médiapart insinue ainsi que l'eurodéputé "pourrait être aussi rattrapé par l'affaire des assistants parlementaires du FN", l'emploi du conditionnel permettant ici d'échapper à un procès en diffamation en feignant ne rien affirmer, mais en créant malgré tout un grief qui permet de relier le cas de l'eurodéputé, finalement insusceptible de provoquer une condamnation, à un dossier plus brûlant qui concerne en fait non pas les collaborateurs parlementaires de l'intéressé, mais certains assistants d'autres eurodéputés du FN, notamment de proches de Florient Filippot. L'amalgame induit est bien entendu malhonnête puisque les assistants employés par Shaffhaeuser n'ont jamais figuré parmi ceux en cause, sachant qu'ils s'occupaient exclusivement des activités de parlementaires européens de l'euro-député, ceci, en toute conformité avec la loi, ce que Médiapart n'a d'ailleurs pas pu infirmer, faute de preuve.

De la même manière, d'autres blogs et journaux *online* insinuent que des "sources" (terme on ne peut plus vague) auraient "confirmé", notamment à *StreetPress*, que des perquisitions "auraient" eu lieu chez "des collaborateurs de Jean-Luc Schaffhauser", ce qui laisserait penser au lecteur non averti qu'une enquête judiciaire aurait été déclenchée à l'encontre de Shaffhaeuser, comme si celui-ci était déjà suspect ou inculqué, alors que l'eurodéputé n'a pas eu la moindre condamnation ni inculpation et qu'il n'a jamais été suspect de la moindre irrégularité ou de la moindre malversation.

Et pour revenir à la commission touchée par l'eurodéputé, *Le Canard Enchaîné* avait insinué que Jean-Luc Schaffhauser avait perçu 450 000€ sur l'opération de prêt, alors qu'en réalité, l'élu frontiste a indiqué à l'AFP et prouvé qu'une structure « proche de lui » n'a reçu que 140 000 euros, dont 100 000€ pour lui-même, ce qui correspondait à « une année de travail », avant que Shaffhaeuser ne devienne député européen.

En conclusion de "l'affaire Schaffhauser", on constate qu'à l'instar de celles, sans communes mesures et bien plus graves de Fillon, Woerth et Sarkozy, aucune condamnation de justice n'a été prononcée, ni en première ni en dernière instances, et qu'à la différence des autres cas précités, rien n'a pu être ni trouvé ni reproché à l'eurodéputé qui ne soit pas legal et transparent, de sorte que cette affaire peut à juste titre être non pas présentée comme en partie idéologique, comme les autres, mais totalement motivée par des considérations politico-idéologiques, voire même géopolitiques, étant donnée l'engagement à la fois anti-national, pro-islamiste et

---

<sup>289</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/031214/pre-t-russe-au-fn-le-parlement-europeen-sempare-de-laffaire>.

russophobe de tous les organes militants et journalistiques qui ont conçu et propulsé la tentative de lynchage de Jean Luc Schaffhauser, qui s'est en fait écroulée toute seule, faut de prises et de fondements suffisants.

### **De l’Affaire Aquilino Morelle à celle de Cahuzac**

Une autre affaire qui s'est, elle aussi dégonflée peu à peu, est celle d'Aquilino Morelle, le conseiller de François Hollande à l'Elysée. Une affaire qui n'était rien d'autre qu'un « lynchage médiatique », pour d'autres raisons intéressantes à désocculter. Rappelons que Morelle fut accusé, en avril 2014, par *Mediapart*, d'avoir eu un « conflit d'intérêts » car « en 2007, Morelle aurait travaillé “en secret” pour un laboratoire alors qu'il était encore en poste à l'IGAS (Inspection générale des affaires sanitaires) », ce qui a d'ailleurs mis fin à sa carrière à l'Elysée.

Plus particulièrement, les journalistes d'investigation de *Mediapart* ont révélé qu'en 2007, alors que Morelle travaillait encore à l'IGAS, il avait perçu 12 500 euros d'un laboratoire danois, Lundbeck, pour avoir organisé deux rendez-vous entre des dirigeants du labo cité et des membres du CEPS (comité économique des produits de santé), l'organisme chargé de fixer les prix des médicaments. Un travail pour lequel Morelle aurait dû demander l'autorisation auprès de sa hiérarchie.<sup>290</sup>

Toutefois, l'enquête préliminaire n'a pu trouver de preuves suffisantes permettant d'étayer les accusations alléguées par le procureur *Mediapart*, et elle conclut que l'infraction était « insuffisamment caractérisée ». On constate alors que Morelle « condamné médiatiquement et blanchi par la justice », fut tout bonnement accusé à tort par *Mediapart*, qui agit en fait en justice à la place et au-dessus de la justice.

Dans une interview accordée au quotidien *Parisien*, en mars 2015, à savoir, onze mois après la mise en ligne de l'enquête assassine par le site de Plenel, Morelle a annoncé qu'il avait « été innocenté par la justice ». Il a alors réfuté toute prise illégale d'intérêts, en qualifiant l'accusation lancée contre lui par *Mediapart* de « ronflante » et « sans le moindre fondement ». En fait, Morelle a expliqué que cette accusation « n'était qu'une calomnie destinée à [le] contraindre à quitter [ses] fonctions » car le dossier était vide. Par cette décision de justice, il a été « lavé de toutes ces allégations mensongères que la presse a relayées sans aucune retenue », en

---

<sup>290</sup> Rochat, Sébastien (2015), « Aquilino Morelle, et le grand flou du conflit d'intérêts. Ces scandales médiatiques qui se dégonflent devant la justice », Arrêt sur images, 19.03.2015, <https://www.arretsurimages.net/articles/2015-03-19/Aquilino-Morelle-et-le-grand-flou-du-conflit-d-interets-id7569>

s'exclamant : « **Mais que vaut la présomption d'innocence face à un lynchage médiatique organisé** ». <sup>291</sup>

L'affaire Cahuzac est l'une des rares affaires révélées par *Mediapart* qui concerne la gauche à proprement parler et le cercle proche de François Hollande, pourtant proche de Plénel et épargné par lui. Il est clair qu'à la différence avec les affaires précédentes, et en particulier avec celle de Shaffhaeuser, qui n'a eu aucun démêlé avec la justice, il est clair que dans le cas du médecin affairiste et ministre de François Hollande, Cahuzac, nous avons bien affaire à une personne pris en flagrant-délit de mensonge caractérisé, de blanchiment et évasion fiscale, et de trafics d'influences. Toutefois, même dans cette affaire, qui en cache sûrement d'autres que Plénel n'a pas eu intérêt à sortir, on constate que Médiapart était en conflit d'intérêt avec Cahuzac et avait un réel intérêt à le détruire politiquement et socialement, car ce dernier s'était résolument opposé au fait que la presse en ligne bénéficie du même régime fiscal que la presse papier... Ceci ne lui sera jamais pardonné par Médiapart et Plénel, qui auront littéralement sa "peau".

On peut même dire dans ce cas présent que l'Affaire Cahuzac et la mise hors d'état de nuire de ce dernier constituait purement et simplement une question de survie pour *Mediapart*, dont l'avenir dépendait grandement de la TVA allégée et qui avait une santé financière assez fragile eu égard aux difficultés d'attirer des lecteurs devant souscrire à un abonnement pour accéder au site. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre "l'affaire Cahuzac", devenue en fait le numéro un de *Mediapart*, indépendamment de sa couleur politique, qui en l'espèce, n'entraîne pas en contradiction avec les valeurs de gauche de Plénel puisque Cahuzac était perçu de longue date comme un libéral-capitaliste fossoyeur de la gauche et de surcroît ami personnel de certaines personnalités liées au FN... Certes, Cahuzac a sciemment et coupablement dissimulé un compte bancaire en Suisse et il a été ensuite jugé en bonne et due forme coupable par la justice française pour évasion fiscale et blanchiment en plus d'avoir menti à plusieurs reprises, devant le Parlement et le président de la République, alors qu'il a juré en prêtant serment, ce qui constitue des fautes morales et pénales à la fois et le disqualifient vraiment. Toutefois, d'autres observateurs ont souligné peut-être à raison qu'à cette réalité, s'ajoutait pour le public de la gauche anticapitaliste et anti-argent qui suit Médiapart et admire Plénel, « l'image insupportable du notable de province, la réussite en profession libérale, l'opportunisme politique et la cupidité qu'incarnait Cahuzac » qu'Edwy Plénel ne pouvait pas supporter en tant qu'ancien trotskiste. <sup>292</sup>

---

<sup>291</sup> "Blanchi, l'ex-conseiller de Hollande contre-attaque", *Le Parisien*, 9.03.2015.

<sup>292</sup> L'imposture Mediapart !, *Le Monde selon Jane*, 13.03.2014,  
<https://janeymard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

#### 4. CONCLUSION

Ce rapport s'est intéressé aux tout particulièrement aux dérives que les médias ont connues ces dernières décennies en se transformant en justiciers, en armes de destruction de masse de personnalités politiques, en manipulateurs habiles de l'opinion publique qui parviennent à noyer la vérité dans un océan de « fake news », et en véritables professionnels de "l'assassinat politique et social" dans la pure ligne créée dans les années 1990 par le quotidien du soir *Le Monde*.<sup>293</sup>

Cette tendance a été analysée par le critique de médias américain à l'Université de Columbia, James W. Carey, dans son ouvrage prémonitoire *Communication comme culture*, publié en 1989, et qui remarque à juste titre que : « la rupture survenue entre la vérité et le discours mais aussi l'action -autrement dit l'instrumentalisation de la communication- n'a pas seulement accru l'incidence de la propagande ; elle a également perturbé la notion même de vérité. Le sens de nos repères dans le monde est donc détruit ». <sup>294</sup>

Dans ce monde hyper-globalisé et surmédiatisé, les grands manipulateurs mènent un jihad médiatique, un jihad intellectuel qui, bien que virtuel, a ses propres victimes symboliques et sociales, c'est-à-dire non seulement les personnalités publiques stigmatisées, mais aussi, à une échelle plus massive, les millions de lecteurs, auditeurs et spectateurs qui se voient injecter un « poison intellectuel » quotidiennement et par là manipulés.

C'est dans ce monde sans repères, que *Mediapart* mène son "jihad médiatico-intellectuel", lequel repose sur le processus d'annihilation des valeurs nationales, des idéologies alternatives au trotskisme, du régime démocratique, mais aussi l'Etat régalien lui-même.

---

<sup>293</sup> Chokshi, Niraj (2017), "How to Fight 'Fake News' (Warning: It Isn't Easy)", *The New York Times*, 18.09.2017, <https://www.nytimes.com/2017/09/18/business/media/fight-fake-news.html>

<sup>294</sup> Carey, James W. (1989), *Communication as Culture : Essays on Media and Society*, Boston, Unwin Hyman.

Il est difficile de saisir les logiques inhérentes au “jihad médiatique”, car ce dernier s’inspire des idéologies obscures et radicales (trotskisme) qu’on croyait être définitivement discréditées et jetées aux poubelles de l’histoire, mais qui continuent à exister après avoir muté dans une forme de crypto-radicalisme d’extrême gauche qui utilise en fin de compte des méthodes proches de celles employées par les islamistes afin de détruire nos sociétés démocratiques et fondées sur la terreur psychologique, la culpabilisation, la diabolisation et la subversion.

Comme le rappelait très justement Christian Estrosi sur *France-Info* en 2010 : *Mediapart* lui « rappelle, dans son comportement, une certaine presse des années 30 [...] », qui fondait toute sa stratégie sur les attaques ad hominem les plus sales et sur la sidération et l’intimidation.

Dans le même sens, Xavier Bertrand, expliquait que *Mediapart* est « un site qui utilise des méthodes fascistes à partir d’écoutes qui sont totalement illégales ».

Benjamin Lancar, président des Jeunes Populaires, ajoutait quant à lui que : « du temps de Staline, il y avait les montages photo, en 2010, en France, il y a *Mediapart*, mené par... un trotskiste. »<sup>295</sup>

En bref, *Mediapart* est en soi une véritable imposture informationnelle, car derrière les slogans sur la démocratie participative et de l’innovation journalistique, derrière cette « plateforme politico-culturelle, qui possède un très fort prisme militant (selon Laurent Martin) »<sup>296</sup>, on trouve rien d’autre qu’« un média comme tous les autres, appartenant à des actionnaires très loin d’être des philanthropes, surfant sur l’explosion du contenu numérique et sa monétisation par un modèle économique certes innovant mais risqué, et exploitant sans scrupule, par des méthodes marketing à la rentabilité éprouvée ailleurs, la crédulité d’un lectorat au cœur de cible soigneusement identifié, quantifié et ciblé ».<sup>297</sup>

## Références

Alfon, Dov (2017), Stigler Center, « Mediapart: a viable model? », Stigler Center case no. 1, 13.03.2017, University of Chicago Booth School of Business, 27p.

---

<sup>295</sup> Glad, Vincent (2010), “Affaire Woerth: le mauvais procès fait à Internet”, Slate, 9.07.2010,

<http://www.slate.fr/story/24395/affaire-woerth-internet-mediapart>

<sup>296</sup> <http://www.bfmtv.com/culture/avec-l-affaire-penelope-fillon-le-canard-enchaine-ecrit-une-nouvelle-page-de-son-histoire-1091066.html>

<sup>297</sup> L’imposture Mediapart !, Le Monde selon Jane, 13.03.2014,

<https://janeaymard.wordpress.com/2014/03/13/limposture-mediapart/>

Allemand, Laëtitia, & Oullion, Jean-Michel (2005), *Les grandes questions des médias: enjeux et stratégies des médias contemporains*, L'Étudiant,

Almond, G., Powell, B., Dalton, R., and Strøm, K. (eds.) (2008) *Comparative Politics Today*. 9th edition, New York, Pearson.

Anizon, Emmanuelle et Tesquet, Olivier (2011), "Les "pure players" ou le pari de la presse en ligne", *Télérama*, 8.11.2011, <http://www.telerama.fr/medias/les-pure-players-ou-le-pari-de-la-presse-en-ligne,74902.php>

Aubenas, F., Benasayag, M. (1999), *La Fabrication de l'information*, Paris, La Découverte.

Balzac, Honoré de (1840), "Chronique de la presse", *La Revue parisienne*, 25.08.1840

Barril, P. (1996), *Guerres secrètes à l'Elysée (1981-1995)*. A. Michel.

Becker, Jo, Erlanger, Steven & Schmittaug, Eric (2016), "How Russia Often Benefits When Julian Assange Reveals the West's Secrets », *The New York Times*, 31.08.2016, <https://www.nytimes.com/2016/09/01/world/europe/wikileaks-julian-assange-russia.html>

Beetham, David (2005), *Democracy*, Oneworld Publications, 192p.

Benkler, Y. (2006), *The wealth of networks: How social production transforms markets and freedom*. Yale University Press.

Benkler, Yochai (2011). "Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle over the Soul of the Networked Fourth Estate", *Harvard Civil Liberties Review*, pp. 311 - 397 (<http://harvardcrcl.org/wp-content/uploads/2011/08/Benkler.pdf>)

Berretta, Emmanuel (2008), "Edwy Plenel a investi 550 000 euros dans MediaPart", *Le Point*, 6.03.2008, <http://www.lepoint.fr/actualites-medias/2008-03-06/edwy-plenel-a-investi-550-000-euros-dans-mediapart/1253/0/226958>

Berretta, Emmanuel (2013), "Exclusif. Mediapart et Niel: le bras de fer commence", *Le Point*, 7.01.2013, [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/emmanuel-berretta/exclusif-mediapart-et-niel-le-bras-de-fer-commence-07-01-2013-1609262\\_52.php](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/emmanuel-berretta/exclusif-mediapart-et-niel-le-bras-de-fer-commence-07-01-2013-1609262_52.php)

Blanc, Sabine, Noor, Ophelia (2012), *Hackers: Bâtisseurs depuis 1959*, OWNI

Bourdieu, Pierre (1996), *Sur la television*, Liber-Raisons d'agir.

Bourseiller, Christophe (1997), *Cet étrange monsieur Blondel : enquête sur le syndicat Force ouvrière*, Paris, Bartillat,

Bouveresse, J. (2001), *Schmock ou le triomphe du journalisme : la grande bataille de Karl Kraus*. Seuil.

Brin, C., Charron, J., & De Bonville, J. (2004). *Nature et transformation du journalisme: théorie et recherches empiriques*. Presses Université Laval.

Brisson, Jean-François.(1996), « Les journalistes : leur pouvoir, leurs entraves. et leur conscience », *Humanisme et entreprise*, n°220, p.1-24.

Bruckner, Pascal (2017a), *Un racisme imaginaire : la quelle de l'islamophobie*, Grasset, 272p.

Bruckner, Pascal (2017b), « Ils haïssent la France, non parce qu'elle les opprime, mais parce qu'elle les libère », *Le Figaro-Magazine*, 7.10.2017, pp. 54 - 55.

Cammaerts, Bart (2014), "Excessive media power in the UK necessitates a more efficient and potent regulatory system, British Politics and Policy", LSE, 26.06.2014, <http://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/media-power-and-regulation/>

Campinchi, Philippe (2001), *Les Lambertistes : Un courant trotskiste français*, Balland, 382p.

Cassen, Pierre (2014), « Plenel, porteur de valises de l'islam », *Boulevard Voltaire*, 17.09.2014, <http://www.bvoltaire.fr/plenel-porteur-valises-lislam/>

Cayrol, Roland (1997), *Médias et démocratie, la dérive*, Paris, Presse de la FNSP,

Chadwick, A. (2017), *The hybrid media system: Politics and power*, Oxford University Press.

Champagne, P. (2016), *La double dépendance: sur le journalisme*, Raisons d'agir éditions.

Chemla, Laurent (2002), *Confessions d'un voleur, Internet: liberté confisquée*, Denoël.

Chemla, Laurent (2005), "Internet est l'objet qui révolutionne un monde qui se cherche et qui va devoir décider pour longtemps de l'avenir qu'il souhaite.", *Kitetoo*, 31.12.2005, <http://www.kitetoa.com/Pages/Textes/Interviews/20051231-interview-laurent-chemla-avenir-du-net-bilan-des-annees-passees.shtml>

Chemla, Laurent (2010), "Pourquoi les ventes de disques baissent-elles ?", Internet, révolution culturelle, Manière de voir, n°109, février - mars 2010, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/109/CHEMLA/19340>

Chomsky, Noam, & McChesney, Robert W. (2005), *Propagande, médias et démocratie*, Écosociété, 210p.

Convention européenne des droits de l'homme (2002), Cour européenne des droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, 56p, [http://www.echr.coe.int/Documents/Convention\\_FRA.pdf](http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf)

Couturier, Brice (2017), "Mehdi Meklat, l'enfant gâté du gauchisme culturel", *Le Point*, 3.03.2017, [http://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/mehdi-meklat-l-enfant-gate-du-gauchisme-culturel-03-03-2017-2109018\\_1913.php#xtatc=INT-500](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/mehdi-meklat-l-enfant-gate-du-gauchisme-culturel-03-03-2017-2109018_1913.php#xtatc=INT-500)

Crouch, Dave (2003), « Bolsheviks and Islam: Religious Rights », *Socialist Review*, December 2003 (280), <http://socialistreview.org.uk/280/bolsheviks-and-islam-religious-rights>

Davies, Nick (2008), *Flat Earth News: An Award-winning Reporter Exposes Falsehood, Distortion and Propaganda in the Global Media*, Chatto & Windus, 416p.

Davranche, Guillaume (2004), "Extrême-gauche : "Unité d'action" avec les islamistes ?", *Solidarité Irak*, <http://solidariteirak.org/spip.php?article132>

De Virieu, François-Henri (1990), *La médiacratie*, Flammarion, 293p.

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-du-4-octobre-1958/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789.5076.html>

Delarue, Christian (2017), "Refus de l'amalgame : Ni Edwy Plenel ni Alain Finkielkraut sur les musulmans", *Amitié entre les peuples*, 1.01.2017, <http://amitie-entre-les-peuples.org/Refus-de-l-amalgame-Ni-Edwy-Plenel-ni-Alain-Finkielkraut-sur-les-musulmans>

Desjardins, Lilie (2005), "Journalisme justicier: essai de typologie", *Les Cahiers du journalisme*, vol. 14, p. 278-287.

Devecchio, Alexandre (2016), "UOIF, Frères musulmans, salafisme : le dessous des cartes", *Le Figaro*, *FigaroVox*, 05.02.2016,

<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2016/02/05/31003-20160205ARTFIG00415-uoif-freres-musulmans-salafisme-le-dessous-des-cartes.php>

Dusseaulx, Anne-Charlotte (2016), « ENA : découvrez le classement de la promo Voltaire de François Hollande », *JDD*, 1.08.2016, <http://www.lejdd.fr/Politique/ENA-le-classement-et-le-bal-des-enveloppes-800443>

Duval, Julien (2004), *Critique de la raison journalistique : Les transformations de la presse économique en France*, Seuil, 366p.

Edwy Plenel. Trotskyste un jour, trotskyste toujours ?, Observatoire du journalisme, <https://www.ojim.fr/portraits/edwy-plenel/>

Eisenstein, Elizabeth (1979), *The Printing Press as an Agent of Change*, New York: Cambridge University Press;

Enoc, Louis-Marie et Cheneseau, Xavier, (2002), *Les Taupes rouges, Les trotskistes de Lambert au coeur de la République*, Manitoba, 217p.

Feertchak, Alexis (2016), "Laurent Bouvet : l'islamisme, la gauche et le complexe colonial", *Figarovox, Le Figaro*, 22.07.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/22/31001-20160722ARTFIG00273-laurent-bouvet-face-a-l-islamisme-une-partie-de-la-gauche-est-aveuglee-par-son-complexe-colonial.php>

Fengler, Susanne, Eberwein, Tobias, Mazzoleni, Gianpietro, Porlezza, Colin & Russ-Mohl, Stephan (eds.) (2014), *Journalists and Media Accountability, An International Study of News People in the Digital Age*, New York, Bern, Berlin, Bruxelles, Frankfurt am Main, Oxford, Wien, 2014. 313 p.

Ferret, Yoann (2011), "Xavier Niel investit dans le journal Causeur", *Freenews*, 16.02.2011, <https://www.freenews.fr/freenews-edition-nationale-299/iliad-6/xavier-niel-investit-dans-le-journal-causeur-9843>

Freedman, D. (2012), "The phone hacking scandal: implications for regulation", *Television & New Media*, 13(1), pp. 17-20.

Gauchet, Marcel (2004), « Les médias menacent-ils la démocratie ? », entretien avec Marcel Gauchet, *Médias*, n° 1, été 2004, p. 8-14.

Gauchet, Marcel (2006), "Contre-pouvoir, méta-pouvoir, anti-pouvoir." *Le Débat* 1 (n° 138), pp.17-29.

Gindensperger, Sophie (2008), « Mediapart ouvre ses comptes à ses lecteurs. Mais un peu moins que lepoint.fr », *Arrêt sur images*, 07.03.2008, <https://www.arretsurimages.net/articles/2008-03-07/MediaPart-ouvre-ses-comptes-a-ses-lecteurs-id516>

Gingras, Anne-Marie (2008), *Médias et démocratie : Le grand malentendu*, Presses de l'Université du Québec, 290p.

Godard, Bernard (2015), *La Question musulmane en France*, Fayard, 352p.

Greenwald, Marilyn S. & Bernt, Joseph (2000), « Enterprise and Investigative Reporting Metropolitan Newspaper : 1980 and 1995 Compared », *The big chill: investigative reporting in the current media environment*, Ames, Iowa State University Press, 244 p., pp.51-79.

Hamelink, C.J. (2008), “Media between warmongers and peacemakers”, *Media, War & Conflict*, 1(1), pp. 77-83

Harman, Chris (1994), “The prophet and the proletariat”, *International Socialism Journal*, vol. 64, n°2, <https://www.marxists.org/archive/harman/1994/xx/islam.htm>

Henni, Jamal (2017), “Combien vaut Mediapart?”, *BFM Business*, 9.03.2017, <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/combien-vaut-mediapart-1118339.html>

Herman, E.S. (1999), *The myth of the liberal media: An Edward Herman reader*, New York: Peter Lang.

Hubberson, Laurent (2008), *Enquête sur Edwy Plenel*, Le Cherche midi,

Hunter, M. (1997), *Le Journalisme d'investigation*, Paris, PUF

Joffrin, Laurent (1998), “Presse: à ceux qui se trompent de procès”, *Libération*, 12.05.1998, [http://www.liberation.fr/tribune/1998/05/12/presse-a-ceux-qui-se-trompent-de-proces\\_237595](http://www.liberation.fr/tribune/1998/05/12/presse-a-ceux-qui-se-trompent-de-proces_237595)

Julliard, Jacques (2016), “Jacques Julliard : « Qu'est-ce que l'islamo-gauchisme ? »”, *Le Figaro*, 26.08.2016, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/08/26/31001-20160826ARTFIG00315-jacques-julliard-qu-est-ce-que-l-islamo-gauchisme.php>

Kayser, J. (1955), *Mort d'une liberté*, Paris, Plon,

Keightley, E., & Punathambekar, A. (2012). “Tabloid journalism: the News of the World scandal and beyond”, *Media, Culture & Society*, 34(5), 623-624.

Kellner, D. (1990). *Television and the crisis of democracy*. Boulder, CO: Westview Press.

Kellner, D. (2012), "The Murdoch media empire and the spectacle of scandal", *International Journal of Communication*, 6, 32.

Kepel, Gilles, Jardin, Antoine (2015), *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français* Gallimard, 330 p.

Kourilsky, Philippe (1998), *La science en partage*, Odile Jacob.

Lançon, Philippe (1997), "Le possédé", *Libération*, 7.10.1997, [http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede\\_218782](http://www.liberation.fr/portrait/1997/10/07/le-possede_218782)

Laurent, Agnès (2016), "Panique à la caserne: Alain Krivine est candidat à la présidentielle de 1969", *L'Express*, 20.12.2016, [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/panique-a-la-caserne-alain-krivine-est-candidat-a-la-presidentielle-de-1969\\_1862153.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/panique-a-la-caserne-alain-krivine-est-candidat-a-la-presidentielle-de-1969_1862153.html)

Lemieux, Cyril (2000), *Mauvaise presse: une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, 466p.

Lemieux, Cyril (2001), « Les formats de l'égalitarisme : transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, Automne 2001. Figures du journalisme : critique d'un imaginaire professionnel. pp. 53-68.

Lemieux, Cyril (dir.) (2010), *La subjectivité journalistique*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 315p.

Lemieux, Cyril, Mucchieli, Laurent, & Neveu, Erik (2010), « Le sociologue dans le champ médiatique : diffuser et déformer ? », *Sociologie*, 2010/2 (Vol. 1), p. 287-299, <http://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-2-page-287.htm>

Lemieux, Emmanuel (2003), "Qui veut la peau de Edwy P.?", *Technikart*, n°69, février 2003, <http://www.technikart.com/qui-veut-la-peau-de-edwy-p/>

Lettre d'un musulman progressiste, M Nasser Ramdane Ferradj, contre l'islam politique, *Amitié entre les peuples*, 17.09.2017, <http://amitie-entre-les-peuples.org/Lettre-d-un-musulman-progressiste-M-Nasser-Ramdane-Ferradj-contre-l-islam>

Leveson, The Right Honourable Lord Justice (2012), *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, Report, The Leveson Inquiry, Presented to

Parliament pursuant to Section 26 of the Inquiries Act 2005 Ordered by the House of Commons to be printed on 29 November 2012, 4 volumes, Londres, The Stationery Office.

Logue, D. M., & Clegg, S. R. (2015), "Wikileaks and The News of the World: The political circuitry of labeling", *Journal of Management Inquiry*, 24(4), 394-404.

Louizi, Mohamed (2016), "Je me désabonne", *Savoir ou se faire avoir*, 5.03.2016, <http://www.blog.sami-aldeeb.com/2016/03/30/je-me-desabonne/>

Madouas, Fabrice (2012), "Pourquoi les journalistes sont de gauche", *Valeurs actuelles*, 12.07.2012, <https://www.valeursactuelles.com/politique/pourquoi-les-journalistes-sont-de-gauche-36909>

Marx, Karl et Engels, Friedrich (1976), *L'Idéologie allemande*, Éditions Sociales, p. 59.

Marlin, Randal (2011), "Propaganda and the Ethics of WikiLeaks", *Global Media Journal*, Australian Edition, 5 (1)

Muhlmann, Géraldine (2006). "Le gros mot de contre-pouvoir.", *Pouvoirs*, n°4, pp. 55-70, <http://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2006-4-page-55.htm>

Murphy, Paul Austin (2013), "The New Orientalism: Why Posh Leftists Adore Muslims & the Muslim World", *New English Review*, [http://www.newenglishreview.org/Paul\\_Austin\\_Murphy/The\\_New\\_Orientalism%3A\\_A\\_Why\\_Posh\\_Leftists\\_Adore\\_Muslims\\_%26\\_the\\_Muslim\\_World/](http://www.newenglishreview.org/Paul_Austin_Murphy/The_New_Orientalism%3A_A_Why_Posh_Leftists_Adore_Muslims_%26_the_Muslim_World/)

Ndiaga, Loum (2002), *Médias et démocratie : Le quatrième pouvoir en question*, UQAM, [http://www.cawa.fr/IMG/pdf/ndiaga\\_maitrise\\_UQAM.pdf](http://www.cawa.fr/IMG/pdf/ndiaga_maitrise_UQAM.pdf)

Nick, Christophe (2002), *Les Trotskistes*, Fayard, 616p.

Nouzille, Vincent, & Waintraub, Judith (2017), *Politiques, journalistes, intellos: enquête sur les agents d'influence de l'islam*, *Le Figaro-Magazine*, 06.10.2017

Palevic, Milan, & Djordjevic, Srdjan (2013). "Freedom of information and abuse of media in the process of globalization." *Webology*, 10(1), Article 104. Available at: <http://www.webology.org/2013/v10n1/a104.html>

Paquette, Emmanuel (2013), "Mediapart: d'ombre et de lumière", *L'Express*, 23.10.2013, [http://www.lexpress.fr/actualite/medias/mediapart-d-ombre-et-de-lumiere\\_1293219.html](http://www.lexpress.fr/actualite/medias/mediapart-d-ombre-et-de-lumiere_1293219.html)

Pattieu, S. (2014). *Les camarades des frères: Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*. Syllepse

Péan, P., & Cohen, P. (2003). *La face cachée du " Monde": du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*. Mille et une nuits.

Picoche, Nolwenn (2011), « La presse comme contre-pouvoir », *Implications philosophiques*, 7.11.2011, <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/la-presse-comme-contre-pouvoir/>

Pigeat, Henri (1997), *Médias et déontologie. Règles du jeu ou jeu sans règle*, Paris, PUF.

Pingaud, Denis, & Poulet, Bernard (2006), « Du pouvoir des médias à l'éclatement de la scène publique. », *Le Débat*, n°138, janvier-février, p. 6- 16.

Plenel, Edwy (2001), *Secrets de Jeunesse*, Stock, 263p.

Plenel, Edwy (2012), "La presse et son honneur", *Mediapart*, 16.03.2012, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/160312/la-presse-et-son-honneur/commentaires>

Plenel, Edwy (2014), *Pour les musulmans*, La Découverte, 180p.

Plenel, Edwy (2016), «Un vêtement comme les autres»..., *Mediapart*, 14.08.2016, <https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/140816/un-vetement-comme-les-autres>

Poulet, Bernard (2003), *Le pouvoir du Monde. Quand un journal veut changer la France*, Paris, La Découverte

Popkin, Jeremy (1989), *News and Politics in the Age of Revolution: Jean Luzac's Gazette de Leyde*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

Popper, K. R., Condry, J.C., & Baudouin, J. (1995), *La télévision: un danger pour la démocratie*. Anatolia.

Putnam, D. (2012). "News Corporation has sought to undermine elected governments. Rupert Murdoch is a man driven not so much by market forces as a deep desire to optimise his empire's power and influence", *The Guardian*, 28.04.2012, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/apr/28/news-corporation-governments?newsfeed=true>

Quatremer, Jean (2012), *Sexe, mensonges et medias*, Plon, 190p.

Radford, B. (2010). "WikiLeaks: The Ethics of Revealing Secrets in Discovery News", 30/11/2010, <http://news.discovery.com/human/WikiLeaks-the-ethics-of-revealing-secrets.html>

Ramonet, I., (1999), *La Tyrannie de la communication*, Paris, Galilée,

Ramonet, Ignacio (2001), *La Tyrannie de la communication*, Gallimard, 290p.

Ramonet, Ignacio (2002), *Propagandes silencieuses : Masses, télévision, cinéma*, Gallimard, 258p.

Ramonet, Ignacio (2003), "Le cinquième pouvoir", *Le Monde Diplomatique*, octobre, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>

Revel, Renaud (2012), « 74% des journalistes ont voté François Hollande », *L'Express.fr*, 14.06.2012

Rosenzweig, Luc (2014), "Edwy Plenel : misère du trotsko-djihadisme", *Causeur.fr*, 25.09.2014, <https://www.causeur.fr/edwy-plenel-misere-du-trotsko-djihadisme-29439>

Roucaute, Yves (1994), *Splendeurs et Misères des journalistes*, Calmann-Lévy

Santos-Sainz, Maria (2006), *L'élite journalistique et son pouvoir*, Rennes, Éd. Apogée, coll. Médias & nouvelles technologies, 2006, 223 p.

Schnapper, Dominique (2014), "L'école, vecteur des valeurs de la République", *Le Monde*, 28.11.2014, [http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/11/28/l-ecole-vecteur-des-valeurs-de-la-republique\\_4531373\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/11/28/l-ecole-vecteur-des-valeurs-de-la-republique_4531373_3224.html)

Schneidermann, Daniel (2003), *Le cauchemar médiatique*, Denoël, 302p.

Somerville, M. (2010). WikiLeaks: an Ethical Analysis in MercatorNet 11/12/10. [http://www.mercatornet.com/articles/view/WikiLeaks\\_wikileakers\\_and\\_wiki-ethics/](http://www.mercatornet.com/articles/view/WikiLeaks_wikileakers_and_wiki-ethics/) [accessed 6/3/2011]. Originally published in Cardus.

Soubrouillard, Régis (2015), Edwy Plenel-Tariq Ramadan, entre démocratie et charia, *Marianne*, 24.01.2015, <https://www.marianne.net/societe/edwy-plenel-tariq-ramadan-entre-democratie-et-charia>

Spire, Antoine (1983), « Le pouvoir du journalisme », *Communication et langages*, n°55, 1er trimestre 1983. pp. 110-122.

Starr, Paul (2004), *The Creation of the Media: Political Origins of Modern Communications*, New York: Basic Books, 33-46.

Swaelen, Frank (1994), *Les médias comme facteur de pouvoir dans la politique*, *Rapport*, Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes, La Haye, 24 et 25 juin 1994, 22p.

Ternisien, Xavier (2011), "Atlantico, nouveau site d'information, refuse l'étiquette 'de droite' », *Le Monde*, 28.02.2011, [http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/02/28/atlantico-nouveau-site-d-information-refuse-l-etiquette-de-droite\\_1486350\\_3236.html](http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/02/28/atlantico-nouveau-site-d-information-refuse-l-etiquette-de-droite_1486350_3236.html)

Trévidic, Marc (2014), *Terroristes : les sept piliers de la déraison*, Le Livre de Poche, 288p.

Trudel, Lina (1990), « Le pouvoir des médias », *Cahiers de recherche sociologique*, n°14, pp. 163-169.

Vachez, Nathalie (2013), "Quelles relations entre les médias et la politique ?", Ré à la Hune, 22.08.2013, <http://www.realahune.fr/quelles-relations-entre-les-medias-et-la-politique/>

Vécrin, Anastasia (2014), "Edwy Plenel : «Islamiser la question sociale induit une guerre de tous contre tous»", *Libération*, 6.10.2014, [http://www.liberation.fr/societe/2014/10/06/islamiser-la-question-sociale-induit-une-guerre-de-tous-contre-tous\\_116077](http://www.liberation.fr/societe/2014/10/06/islamiser-la-question-sociale-induit-une-guerre-de-tous-contre-tous_116077)

Wildenstein, Sandra (2017), "Affaire Mehdi Meklat : Comment les journalistes et médias ont encensé une racaille antisémite, misogyne, homophobe et raciste au nom de la sacrosainte 'diversité' », *Europe Israël News*, 22.02.2017

Zifcak, S. (2012). *The emergence of WikiLeaks: Openness, secrecy and democracy. More or less: Democracy and new media*, 123-143.